

FICHE DE PRESENTATION

1- Analyse géopolitique des relations du Japon avec les deux Corées.

2- Chef d'escadron (G) RION, Patrick (France).

3- Date de fourniture : 28/02/00.

4- Division B

5- Mémoire de géopolitique

6- Résumé de la thèse :

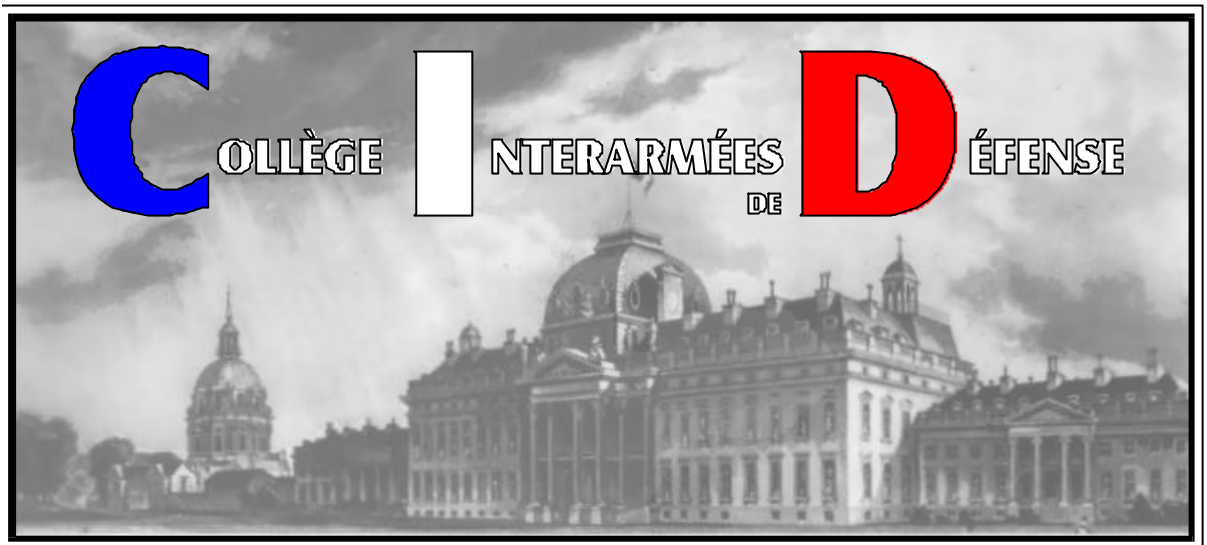
L'échiquier géopolitique de la région du Nord-Est asiatique est d'une grande complexité. Parmi les acteurs de ce jeu, on évoque le plus souvent la Chine, le Japon et la Russie, qu'elle ait été tsariste, soviétique ou encore fédération. On oublie ainsi souvent les autres intervenants majeurs que constituent les deux Corées.

A cet égard, les relations que le Japon entretient avec ces deux pays de la péninsule coréenne, quand bien même elles sont fortement sous-tendues par celles que Tôkyô a noué avec les Etats-Unis et les deux grandes puissances de la région, la Russie et la Chine, présentent un triple aspect. Elles sont en effet :

- d'une part, profondément marquées par le poids de l'histoire ;
- d'autre part, sous-tendues à l'évidence par la prééminence des questions d'ordre économique ;
- enfin, par dessus tout conditionnées par la menace de prolifération nucléaire nord-coréenne, par les incertitudes qui pèsent quant à l'évolution politique de la péninsule coréenne, avec le spectre d'une réunification surprise « *à l'allemande* » ainsi que par le risque d'un désengagement militaire américain, même limité en Asie orientale.

7- Japon / archipel nippon / Corée du Nord / Corée du Sud / péninsule coréenne.

Collège Interarmées de Défense
7° Promotion 1999 - 2000



**Analyse géopolitique
des relations du Japon avec les deux Corées.**

Chef d'escadron (G) Rion

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	5
1. DES RELATIONS NIPPO-COREENNES PROFONDEMENT MARQUEES PAR LE POIDS DE L'HISTOIRE	6
11. LE LOURD HERITAGE HISTORIQUE DE LA COLONISATION JAPONAISE DE LA PENINSULE COREENNE (1910-1945)	6
111. <i>La péninsule coréenne a constitué de tous temps un enjeu géostratégique pour les pays voisins, dont le Japon plus particulièrement</i>	7 – 9
112. <i>La colonisation japonaise de la Corée (1910-1945) et l'enjeu géostratégique constitué par la péninsule coréenne au cours de la guerre du Pacifique (1941-1945) et de l'après-guerre</i>	9 – 11
12. LA GUERRE DE COREE (1950-1953) ET LA PERSISTANCE JUSQU'EN 1958 D'UNE MENACE CHINOISE DIRECTE POUR LE JAPON EN COREE DU NORD	11
121. <i>La genèse de la guerre de Corée : la constitution de l'axe Beijing – Pyongyang</i>	11 – 12
122. <i>Les opérations du conflit et la persistance jusqu'en 1958 d'une menace chinoise directe pour le Japon en Corée du Nord</i>	12 – 13
13. IES INCOMPREHENSIONS NIPPO-COREENNES ACTUELLES... ENCORE AGGRAVEES PAR LE TRAITEMENT RESERVE A L'IMPORTANT COMMUNAUTE COREENNE PRESENTE AU JAPON	13
131. <i>Les incompréhensions nippo-coréennes actuelles...</i>	13 – 14
132. <i>... encore aggravées par le traitement réservé à l'importante communauté coréenne présente au Japon</i>	14 – 15
14. LA PERSISTANCE D'UN CONTENTIEUX TERRITORIAL NIPPO-SUD-COREEN : LA QUESTION DE LA SOUVERAINETE DE ÎLE DE TSUSHIMA, DES ILOTS TAKESHIMA (TOK-TO EN COREEN) ET DES ROCHERS DANJO	15
141. <i>La question de la souveraineté de l'île de Tsushima</i>	15 – 17
142. <i>La question de la souveraineté des îlots Takeshima (Tok-to en coréen)</i>	18 – 19
143. <i>La question de la souveraineté des rochers Danjo</i>	19
144. <i>Le caractère aujourd'hui inextricable de ces contentieux territoriaux pour le Japon</i>	20
15. EN TOILE DE FOND DES RELATIONS NIPPO-COREENNES, L'OMNIPRESENCE DU LIEN TRANS-PACIFIQUE ENTRE LE JAPON ET LES ÉTATS-UNIS	20
151. <i>Le poids actuel du lien trans-Pacifique dans la géopolitique de l'archipel nippon</i>	20 – 21
152. <i>L'influence aujourd'hui déterminante de la diplomatie américaine dans les affaires coréennes</i>	22
2. DES RELATIONS NIPPO-COREENNES A L'EVIDENCE SOUS-TENDUES PAR LA PREEMINENCE DES QUESTIONS D'ORDRE ECONOMIQUE	22 – 23
21. LES RELATIONS ECONOMIQUES NIPPO-COREENNES ACTUELLES S'INSCRIVENT DANS LE CADRE PLUS GENERAL D'UN « RETOUR » DU JAPON EN ASIE	23
211. <i>Le Japon est aujourd'hui le pays qui investit le plus en Asie</i>	23 – 24
212. <i>Le Japon pèse aujourd'hui d'un poids considérable sur les économies des pays d'Asie orientale - dont la Corée du Sud - membres du Forum de coopération Asie-Pacifique (APEC)</i>	24
22. LES RELATIONS ECONOMIQUES QUE LE JAPON ENTRETIENT AVEC LA PENINSULE COREENNE SONT SOUS-TENDUES PAR LE SOUCI DE CONSERVER DE GARANTIR LA SECURITE DES ROUTES	24 – 25

23. L'ARCHIPEL NIPPON A EN ASIE ORIENTALE LA GEOPOLITIQUE QUE LUI PERMETTENT SES RESSOURCES NATURELLES ...	25
231. <i>La forte dépendance du Japon et des deux Corées en hydrocarbures</i>	25 – 26
232. <i>Les ambitions rivales de Tôkyô et de Séoul, s'agissant de l'exploitation des gisements d'hydrocarbures et de gaz naturel d'Extrême-Orient</i>	26
233. <i>La question de l'utilisation des ressources halieutiques est au cœur du contentieux opposant actuellement l'archipel nippon à la Corée du Sud, s'agissant de l'appropriation du plateau continental de la mer du Japon</i>	26 – 27
24. DES RELATIONS ECONOMIQUES NIPPO-SUD-COREENNES MARQUEES PAR UNE FORTE INTERDEPENDANCE	27
241. <i>Le Japon est aujourd'hui le premier partenaire commercial de la Corée du Sud, le principal investisseur dans le pays et également son principal créancier</i>	27 – 28
242. <i>Une dépendance de l'économie sud-coréenne de celle du Japon encore accrue par les effets de la crise boursière asiatique de 1887-1998</i>	28
25. LES RELATIONS ECONOMIQUES QUE LE JAPON ENTRETIENT AVEC LA COREE DU NORD SONT MARQUEES PAR LE SOUCI CONSTANT DE TOKYO - ET DE SEOUL – D'ENRAYER L'ISOLEMENT CROISSANT DE PYONGYANG ET DE PREVENIR UNE CRISE MAJEURE DANS LE NORD DE LA PENINSULE COREENNE	28 – 29
3. DES RELATIONS NIPPO-COREENNES PAR DESSUS TOUT CONDITIONNEES PAR LA MENACE DE PROLIFERATION NUCLEAIRE NORD-COREENNES, LES INCERTITUDES QUI PESENT QUANT A L'EVOLUTION POLITIQUE DE LA PENINSULE COREENNE AVEC LE SPECTRE D'UNE REUNIFICATION SURPRISE « A L'ALLEMANDE », VOIRE D'UN DESENGAGEMENT MILITAIRE AMERICAIN, MEME LIMITE, EN ASIE ORIENTALE	29 – 30
31. LA MENACE ACTUELLE DE PROLIFERATION NUCLEAIRE EN COREE DU NORD	30 – 32
32. LE SPECTRE D'UNE REUNIFICATION-SURPRISE DE LA PENINSULE COREENNE « A L'ALLEMANDE »	32
321. <i>La politique suivie par Pyongyang, s'agissant de la réunification de la péninsule coréenne</i>	32 – 33
322. <i>Les vues de Séoul, s'agissant de la réunification coréenne</i>	33 – 34
323. <i>Quelle réunification pour les deux Corées ?</i>	34
33. LE MAINTIEN D'UN BUDGET DE LA DEFENSE ELEVE AU JAPON ET LA MONTEE EN PUISSANCE ACTUELLE DES FORCES D'AUTODEFENSE (FAD) NIPPONES COMME PARADE A UN EVENTUEL DESENGAGEMENT AMERICAIN – MEMELIMITE – EN ASIE ORIENTALE	34
331. <i>La protection militaire américaine de l'archipel nippon aujourd'hui en question</i>	34 – 36
332. <i>Le maintien d'un budget de la défense élevé au Japon et la montée en puissance actuelle des Forces d'autodéfense (FAD) japonaises comme parade à un éventuel désengagement militaire américain, même limité, en Asie orientale</i>	36 – 37
34. LA VOLONTE DU JAPON DE S'AFFIRMER COMME UN ELEMENT DE STABILITE EN ASIE ORIENTALE. CE QUE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE ATTEND DE L'ARCHIPEL NIPPON, S'AGISSANT DE LA SECURITE DE CETTE REGION	37 – 38
CONCLUSION	38 – 39
TABLE DES ANNEXES	40

Introduction

L'Asie orientale s'affirme aujourd'hui à divers titres comme la sous-région la plus importante du continent asiatique. Or, l'échiquier géopolitique de cet espace est d'une grande complexité. Parmi les acteurs de ce jeu, on évoque le plus souvent la Chine, le Japon et la Russie, qu'elle ait été tsariste, soviétique ou encore fédération. On oublie ainsi souvent les autres intervenants majeurs que représentent les deux Corées.

Il convient en effet de conserver à l'esprit que les conflits internes les plus intenses qui n'ont cessé d'agiter cette région depuis des siècles, s'ils sont souvent l'héritage de guerres civiles, comme au Cambodge, des séquelles de la décolonisation - comme en témoigne, entre autre, la question très actuelle de la souveraineté du Timor oriental - sont aussi la conséquence de la division de nations anciennes. C'est ainsi que le XXème siècle a vu la partition de la Chine, avec la proclamation de la République populaire de Chine par Mao Zedong le 1^{er} octobre 1949, ainsi que celle de la Corée, cette dernière, effective dès l'été 1945 avec l'occupation de la péninsule coréenne par les troupes américaines et soviétiques¹, ayant été consacrée avec l'armistice de Pam-Mun-Jom du 27 juillet 1953 qui mettait fin à la guerre de Corée.

A cet égard, les relations que le Japon entretient aujourd'hui avec les deux Etats de la péninsule coréenne, à savoir la République de Corée (Corée du Sud) et la République populaire démocratique de Corée (RPDC, Corée du Nord), quand bien même elles sont fortement sous-tendues par celles qu'il a nouées avec les Etats-Unis et les deux grandes puissances de la région, la Russie et la Chine, sont d'une grande complexité. Un premier examen de la géopolitique de ces trois Etats riverains de la mer du Japon permet de conclure à l'existence de tendances lourdes au cours de l'Histoire, qui permettent d'expliquer nombre d'évènements ayant affecté cette région depuis des siècles. C'est ainsi que la péninsule coréenne, par le fait qu'elle opère la jonction entre l'archipel nippon et le continent asiatique, la Sibérie, la Chine et, plus loin, l'Inde, outre le fait que sa civilisation a profondément imprégné la culture chinoise qui progressait par elle en direction de l'archipel nippon, a eu à subir de nombreuses agressions de la part de la Chine et du Japon. Par ailleurs, tout changement politique de grande envergure qui s'y produit a inévitablement des répercussions sur les intérêts stratégiques de ses voisins et, de ce fait, sur ceux des Etats-Unis, compte tenu du lien trans-Pacifique privilégié qui unit Tôkyô à Washington depuis 1951. Quant au Japon, il a toujours considéré la péninsule coréenne comme une tête de pont en direction du continent asiatique, à partir de laquelle il pouvait partir à la conquête du nord de la Chine et de la Sibérie.

Les relations que le Japon entretient aujourd'hui avec les deux Corées sont ainsi :

- d'une part, profondément marquées par le poids de l'Histoire ;
- d'autre part, sous-tendues à l'évidence par la prééminence des questions d'ordre économique ;

¹ : les premières au Nord, les secondes au Sud.

- enfin, par dessus tout conditionnées par la menace de prolifération nucléaire nord-coréenne, par les incertitudes qui pèsent quant à l'évolution politique de la péninsule coréenne, avec le spectre d'une réunification surprise « *à l'allemande* » ainsi que par le risque d'un désengagement militaire américain, même limité, en Asie orientale.

1. Des relations profondément marquées par le poids de l'histoire de l'archipel nippon

La péninsule coréenne a subi tout au long de son histoire de fortes influences chinoises et japonaises. Les relations que le Japon entretient aujourd'hui avec les deux Corées sont ainsi profondément marquées par cette histoire commune.

Si l'archipel nippon et la Corée du Sud partagent aujourd'hui des intérêts économiques et stratégiques communs qui les rendent fortement dépendants, ces relations étroites - bien qu'aujourd'hui institutionnalisées² et normalisées - restent toutefois fragiles et sont périodiquement ponctuées d'incidents et de frictions³. Quant à la Corée du Nord, elle constitue une source d'inquiétude pour le Japon, et ce pour deux raisons. Le régime nord-coréen de Pyongyang multiplie en effet les provocations à l'égard de Tôkyô, comme en témoigne, entre autre, la crise survenue entre les deux pays le 31 août 1998, consécutive au tir d'un missile balistique⁴ qui a survolé l'île japonaise d'Honshû avant de s'abîmer dans le Pacifique, non loin de Vladivostok. Les officiels nippons craignent en outre une réunification surprise de la péninsule coréenne « à l'allemande », compte tenu du rapprochement entre les deux Corées qui s'est manifesté à plusieurs reprises depuis 1972.

L'héritage historique de la colonisation de la péninsule coréenne par le Japon impérial dans la période 1910-1945 pèse ainsi lourdement, aujourd'hui encore, dans les relations officielles que l'archipel nippon entretient avec les deux Corées. Il est tout aussi vivace dans les mentalités de part et d'autre de la mer du Japon⁵, en raison à la fois du traitement réservé par les Japonais à l'importante communauté coréenne présente dans l'archipel et de la persistance d'un certain nombre de contentieux territoriaux opposant Tôkyô à Séoul.

11/ Le lourd héritage historique de la colonisation japonaise de la péninsule coréenne (1910-1945)

² : parallèlement au renforcement des liens économiques entre le Japon et la Corée du Sud, les échanges institutionnels entre les deux pays se sont progressivement renforcés à partir de 1965. Au niveau politique, les visites se sont quasi institutionnalisées (surtout à partir de la visite en Corée du Sud, en 1983, du Premier ministre japonais de l'époque, Yasuhiro Nakasone). A cet égard, les derniers Premiers ministres nippons ont tous effectué leur premier déplacement à l'étranger en Corée du Sud.

³ : on relèvera, entre autre, les incidents suivants : l'enlèvement en 1973 à Tôkyô de l'opposant sud-coréen Kim Dae-jung par les services de sécurité sud-coréens, qui provoque l'embarras des autorités nippones ainsi que le début d'une campagne de la gauche japonaise contre le régime de Séoul ; les protestations faites en 1982 par la Corée du Sud contre la présentation de la période coloniale dans les manuels scolaires japonais (c'est depuis cette époque que lesdits manuels sont chaque année passés au crible par les anciennes victimes asiatiques du Japon...).

⁴ : voir à ce sujet le **paragraphe III/31 ci-dessous**.

⁵ : 48 % des Sud-Coréens et 41 % des Japonais estiment aujourd'hui que les relations nippono-sud-coréennes ne sont pas bonnes, et les perspectives futures donnent lieu à des réponses négatives semblables (seuls 20 % des Sud-Coréens et 30 % des Japonais considèrent que « les relations se développent dans une direction favorable », contre respectivement 35 % et 56 % en 1990).

Le Japon a annexé la Corée en 1910. Cette occupation, qui s'est prolongée jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, a laissé de nombreux stigmates dans la péninsule coréenne⁶, qui sont à l'origine de nombre des différends opposant actuellement le Japon aux deux Corées.

111/ La péninsule coréenne a constitué de tous temps un enjeu géostratégique pour les pays voisins, dont le Japon plus particulièrement

La péninsule coréenne, dont le peuplement remonte à 4000 ans avant J.C., a constitué de tous temps un enjeu géostratégique pour les pays voisins, dont la Chine⁷ et le Japon plus particulièrement. C'est ainsi que les histoires respectives de l'archipel nippon et de la Corée n'ont cessé de se mêler intimement depuis l'Antiquité, comme en attestent les brassages de population observés au cours des siècles passés, consécutifs aux migrations de Coréens vers les îles nippones⁸ ainsi que les diverses expéditions militaires coréennes effectuées au Japon⁹ et réciproquement.

Les premières visées de l'archipel nippon sur la Corée remontent vers 200 après J.C., date à laquelle l'impératrice japonaise Jingo-Kogo s'empare de la Corée, qui devient par la suite la province de *Mimana*. Cette occupation nipponne de la péninsule coréenne est effective de 360 à 562 après J.C. La Corée¹⁰ connaît à compter du XI^{ème} siècle¹¹ diverses invasions et dominations successives, avant de devenir souveraine en 1471. Les visées japonaises sur la péninsule redoublent vers la fin du XVI^{ème} siècle, avec deux expéditions militaires conduites en Corée en 1592 et 1597¹².

Ce « jeu » géopolitique est compliqué aux XVI^{ème} et XVII^{ème} siècles par l'intervention de nouveaux acteurs, à savoir les Occidentaux, qui font leur apparition dans la région du Nord-Est asiatique en 1543¹³ et les Mandchous, qui imposent leur souveraineté à la Corée en 1637. Deux

⁶ : comme en témoignent ces propos de M. Masamishi Inoki, président de l'institut de recherches sur la paix et la sécurité de Tôkyô et directeur pendant dix-huit ans de l'Académie militaire japonaise, recueillis par Isabelle Baechler, journaliste à France 2 (in revue *Relations internationales et stratégiques* n° 8 – hiver 1998. Dossier *Le Japon*, Ed. L'Harmattan (extraits) : « Quant aux Coréens que nous avons colonisés à partir de 1910, nous les avons forcés à abandonner leur langue, leurs noms de famille, et ils ont été contraints à faire leurs dévotions dans des sanctuaires shinto... Ces haines nous accompagnent jusque dans le présent. (...) ».

⁷ : on notera à cet égard l'implantation d'une colonie chinoise à Nakland, dans la péninsule coréenne, en 168 avant J.C.

⁸ : c'est ainsi que de 300 avant J.C. à 300 après J.C. l'archipel nippon et la Corée du Sud semblent ne former qu'un seul et même royaume. Au cours de cette même période, vers 100 après J.C., d'importantes migrations de Coréens s'effectuent en direction du Japon occidental.

⁹ : deux expéditions militaires coréennes au Japon s'effectuent ainsi en 1274 et 1281.

¹⁰ : dont la capitale est Séoul (appelée alors Hanyang) depuis 1396.

¹¹ : la Corée est en effet envahie par les Mongols en 1261 et subit la domination mandchoue de 1392 à 1910, sous la dynastie Yi (*Chosun*) coréenne.

¹² : le général japonais Toyotomi Hideyoshi attaque ainsi la Corée une première fois en 1592, à la tête d'une armée de 160.000 hommes, avant de conclure une trêve avec les armées chinoises présentes dans la péninsule. La deuxième expédition militaire japonaise en Corée, effectuée en 1597, se solde par l'abandon de ce territoire l'année suivante, suite à la mort du *shôgun* Hideyoshi.

¹³ : les premiers Occidentaux au Japon sont des Portugais, arrivés par mer en 1543. Ce premier contact est suivi de l'arrivée de Saint François-Xavier, missionnaire jésuite espagnol, en 1549, toujours au Japon, à Kagoshima. Le port nippon de Nagasaki sera ouvert par la suite, en 1571, au commerce avec l'étranger par le *daimyo* local, Omura Sumitada, converti au christianisme. Les relations commerciales de l'Occident avec l'archipel nippon se développeront au siècle suivant avec l'installation en 1609 et 1613 respectivement de deux comptoirs hollandais et anglais dans l'île de Hirado. Elles connaîtront des hauts et des bas, avec l'expulsion en 1624 des commerçants espagnols du Japon, l'interdiction du commerce avec les ports de Deshima et de Nagasaki à certains pays occidentaux, l'interdiction du christianisme au Japon en 1635 et l'expulsion, en 1638-1639, des négociants portugais de l'archipel nippon, ces derniers étant accusés de complicité dans la révolte de 37.000 paysans japonais chrétiens expulsés de l'archipel en 1637.

siècles plus tard, à la suite des persécutions anti-catholiques qui se multiplient en Corée¹⁴, l'amiral britannique Roze dépêche à la fin 1866 plusieurs navires depuis Tien-Tsin en Chine pour effectuer une reconnaissance des côtes coréennes contre le royaume de Kojong¹⁵ et détruire la cité de Kanghwa. Les relations entre le Japon et la péninsule coréenne semblent devoir se normaliser en 1876 avec la conclusion d'un traité d'amitié entre le Japon militaire et le royaume de Corée, le premier obtenant l'ouverture de ports dans la péninsule coréenne. Cette normalisation est toutefois éphémère. La révolution qui éclate en Corée en 1874 se solde en effet par l'assassinat de sept ministres coréens et l'incendie de la légation japonaise. Quant au traité – inégal – de Kangwa signé par le royaume coréen et le Japon impérial en février 1876, cyniquement dénommé « *traité d'amitié nippon-coréen* » par la partie nipponne, il permet au Japon militaire d'infliger à la Corée le même sort que celui que lui ont fait subir les puissances occidentales¹⁶ sous le *shôgunat*¹⁷, alors même que la Corée tente désespérément de maintenir sa politique de fermeture aux étrangers.

La fin du XIX^{ème} et le début du XX^{ème} siècle voient la péninsule coréenne devenir l'enjeu des impérialismes chinois, japonais et russe. En effet, la Corée, pays agricole autarcique, ignore tout à l'époque de l'expansion du colonialisme et du militarisme japonais en Extrême-Orient, de même qu'elle n'est plus en mesure de faire face à la menace constituée par les pays voisins qui se sont dotés d'armes modernes. De son côté, le Japon, confronté à la nécessité de dépasser les limites de son archipel historique, se trouve placé devant le choix suivant : soit poursuivre son expansion en direction du continent asiatique, à savoir vers la Sibérie, la Manchourie et la Chine *via* la péninsule coréenne, soit aller vers « *plus d'îles* » avec, au nord, Sakhaline et les Kouriles, les Ryûkyû au sud-ouest, Taiwan et les Philippines et, à l'est-sud-sud-est, les îles du centre de l'océan Pacifique¹⁸. Si les événements survenus au cours de la première moitié du XX^{ème} siècle ont montré que les tenants de l'expansion vers le Sud l'ont finalement emporté au Japon¹⁹, déclenchant contre la principale puissance mondiale de l'époque, les Etats-Unis, un conflit meurtrier et suicidaire, il n'en reste pas moins que l'expansion vers la péninsule coréenne a toujours constitué une priorité pour les dirigeants nippons²⁰.

C'est ainsi qu'au début de la Restauration *Meiji*²¹ au Japon, le « *débat sur une occupation de la Corée* » fait rage. En 1894, alors que la dynastie coréenne fait appel à l'armée

¹⁴ : ces persécutions font 10.000 morts dans la période 1836-1886. En 1866, Monseigneur Berneur, vicaire apostolique, son coadjuteur et sept abbés sont massacrés en Corée.

¹⁵ : mis sur le trône du royaume coréen en 1864.

¹⁶ : à savoir l'ouverture forcée de ports coréens au commerce japonais et la concession au Japon de droits d'extra-territorialité.

¹⁷ : Le *shôgunat* (ou *gouvernement des samouraï s*) est instauré au Japon en 1192 par Minamoto Yoritomo. Avec le *shôgunat*, l'archipel nippon est complètement isolé du monde extérieur et le *Shôgun* exerce un pouvoir policier qui ne laisse à l'empereur (le *Tenno*) qu'une puissance religieuse. Cette société féodale est hiérarchisée en noblesse de cour, en seigneurs féodaux à résidence obligatoire (les *Daimyos*), en fonctionnaires et en vassaux (*Samouraï s*), qui dominent le peuple (*Hinin*).

¹⁸ : des factions politico-militaires s'affrontent ainsi au Japon quant à la priorité à donner à la « *doctrine de l'expansion vers le nord* » (*hoku-shinron*) et à la « *doctrine de l'expansion vers le sud* » (*nanshinron*) (cf Philippe Pelletier, in « *Le nouvel ordre japonais* », revue *Historiens et géographes*, n° 342, 1993).

¹⁹ : la guerre nippon-américaine (1941-1945) s'est en effet essentiellement déroulée dans les îles du Pacifique, pour la conquête de quelques îlots d'un indéniable intérêt stratégique, mais en revanche d'un intérêt économique tout à fait mineur comparé aux richesses du continent asiatique...

²⁰ : l'origine géopolitique et his torique de la partition de la Corée au niveau du 38^{ème} parallèle remonte en effet à cette même fin du XIX^{ème} siècle, époque à laquelle le Japon, qui décrète en 1890 que le centre de sa ligne d'intérêt se situe dans la péninsule coréenne, se met en quête de prétextes susceptibles de lui permettre d'annexer le pays...

²¹ : l'ère *Meiji* au Japon (1868-1912), dite du « *gouvernement éclairé* » : le 3 janvier 1868, le quinzième *shôgun* Tokugawa Keiti Yoshinobu abdique au Japon et restitue le pouvoir politique à l'empereur, marquant ainsi la fin du *shôgunat*. Le nouvel empereur nippon Mutsu Hito (1852-1912) jure le 6 avril 1868 de respecter l'opinion publique, de développer des relations avec les pays étrangers et d'acquérir la connaissance universelle. Il quitte Kyôto (la

chinoise pour réprimer un soulèvement de paysans coréens, le Japon, saisissant l'occasion offerte pour se joindre aux troupes chinoises, dépêche en Corée le général Oshima à la tête de troupes. Afin d'éviter tout risque d'affrontement entre ces deux armées étrangères, la Grande-Bretagne propose que celles-ci stationnent l'une au Nord, l'autre au Sud de la péninsule. Cependant, aucun des deux protagonistes ne tient compte de cette proposition et les deux armées entrent immédiatement en conflit... La guerre sino-japonaise (1894-1895) qui éclate alors permet aux Japonais de s'emparer de Port-Arthur en novembre 1894 ainsi que de la ville de Séoul en Corée. Elle s'achève par la victoire du Japon et la signature du traité de Shimonoseki le 17 avril 1895. Cet accord entérine, entre autres dispositions²², la reconnaissance par la Chine de l'« indépendance » de la Corée. Il amorçe en réalité le processus de colonisation de la péninsule coréenne par le Japon. Celle-ci, d'abord restreinte au domaine économique, s'étend rapidement à la politique intérieure et à la diplomatie, avec l'exécution le 8 octobre 1895 de Minbi, l'impératrice de Corée, sur ordre de l'ambassadeur nippon à Séoul, Miura Gor. L'*empire de Taehan*, nouveau nom donné en 1897 à la Corée par le nouvel empereur coréen Kojong, est placé de fait sous protectorat japonais cette même année...

Les années 1896-1905 voient en outre s'exacerber les rivalités entre la Russie et le Japon au sujet de la péninsule coréenne, celles-ci arrivant à leur point culminant avec la guerre russo-japonaise (1904-1905). On notera à cet égard parmi les causes du conflit le fait que le Japon et la Grande-Bretagne²³, tous deux désireux de limiter l'expansion russe en Extrême-Orient²⁴, notamment en Corée et en Mandchourie, se trouvent confrontés au refus des Russes, rendu officiel le 5 février 1904, de renoncer à leur implantation dans la péninsule coréenne. La guerre russo-japonaise voit, entre autres épisodes marquants, les troupes japonaises débarquer en Corée en mars 1904 avant d'occuper l'ensemble de la péninsule et la Mandchourie. Le traité de Port-Arthur du 24 février 1905 permet au Japon d'obtenir, entre autres gains territoriaux²⁵, la reconnaissance officielle de son protectorat sur le royaume de Corée, concrétisé par la signature, en novembre de la même année, d'un traité de protectorat nippon-coréen²⁶.

La mainmise du Japon sur la Corée se confirme en 1907, date à laquelle l'empereur Kojong abdique en faveur de son fils Sunjong²⁷, le Japon militaire multipliant de son côté les gages pour s'assurer de la loyauté de la péninsule conquise²⁸. Le ressentiment coréen contre la domination nipponne n'en est alors que plus vif, comme en témoigne, entre autre, l'assassinat de l'empereur nippon Mutsu Hito par un Coréen perpétré le 26 octobre 1909...

112/ La colonisation japonaise de la Corée (1910-1945) et l'enjeu géostratégique constitué par la péninsule coréenne au cours de la guerre du Pacifique (1941-1945) et de l'après-guerre

« ville capitale ») pour Edo, qui devient Tôkyô (la « capitale de l'Est »). L'ère *Meiji* s'achève en 1812 avec la mort de Mutsu Hito, auquel succède l'empereur Yoshi Hito (1879-1926).

²² : parmi lesquelles la Chine cède au Japon Formose, les îles Pescadores et - de façon éphémère - Liao-Toung, de même qu'elle doit verser une indemnité de guerre et ouvrir plusieurs de ses ports de commerce à l'archipel nippon.

²³ : avec laquelle le Japon a conclu en 1895 une alliance défensive, qui durera jusqu'au lendemain de la Première Guerre mondiale.

²⁴ : les dirigeants japonais négocient en effet secrètement avec les Russes entre 1896 et 1904 le partage militaire de la péninsule coréenne. La ligne de démarcation devait - déjà - se situer au niveau du 38^{ème} ou du 39^{ème} parallèle !

²⁵ : le Japon obtiendra ainsi Port-Arthur, le Liao-toung, le sud de l'île de Sakhaline et la liberté d'action en Mandchourie du Sud.

²⁶ : ce traité ne sera pas ratifié par l'empereur coréen Kojong.

²⁷ : Sunjong (1897-1970) régnera jusqu'en 1910.

²⁸ : c'est ainsi que Yi Un, demi-frère de Sunjong et troisième fils de Kojong, est emmené en 1908 comme otage au Japon. Quant au Premier ministre de Sunjong, Lee Wan-Yong (1858-1926), il collabore avec les Japonais...

La Corée placée sous protectorat japonais connaît une année 1910 placée sous le signe de l'agitation. L'empereur coréen déchu Kojong meurt en effet au palais *Toksu*, à Séoul, le 22 janvier, sans que les circonstances de sa mort aient été élucidées : a-t-il été empoisonné par les Japonais ? Le mouvement coréen *Samil* organise de son côté une manifestation pour l'indépendance du pays le 1^{er} mars. La Corée, officiellement annexée au Japon, devient le 22 août la province de *Chosun* (ou de *Khosen*) et l'alphabet coréen y est interdit²⁹. Les années qui suivent sont tout aussi marquées par les troubles. Des révoltes nationalistes contre l'occupant japonais éclatent en effet dans la péninsule en mars et avril 1919 et un gouvernement provisoire coréen fuit en exil dans la concession française de Shanghai, en Chine. Certains Coréens émigrent aux Etats-Unis, d'autres rejoignent des mouvements de résistance contre l'envahisseur nippon qui se constituent en Mandchourie.

La Corée subit durement le joug japonais³⁰. La proclamation par le Japon en 1938 de l'« *ordre nouveau* » en Extrême-Orient s'accompagne en effet d'une politique de japonisation forcée dans l'ensemble de la péninsule coréenne. Les populations sont en outre mises fortement à contribution. C'est ainsi que la Corée participe aux combats de la guerre du Pacifique de 1941 à 1945 contre les Etats-Unis aux côtés du Japon : six millions de « *recrues* » coréennes sont ainsi enrôlées et intégrées aux forces nippones³¹. Il faut toutefois attendre 1965 pour que le Japon reconnaisse ses responsabilités vis-à-vis de la Corée du Sud pendant le deuxième conflit mondial³². Le Japon utilise aussi des « *colons* » coréens pour asseoir sa domination dans les territoires conquis : à titre d'exemple, la partie méridionale de l'île Sakhaline (*Karafuto*), occupée par le Japon depuis le traité de Portsmouth de 1905, compte en 1942 quelque 448.000 résidents japonais... auxquels s'ajoutent 80.000 Coréens amenés de force...

La période 1943-1945 est marquée en outre par un regain d'intérêt des Alliés, Américains, Russes et Chinois, pour la péninsule coréenne, contre les ambitions du Japon, membre de l'alliance tripartite - soit de l'axe Rome-Berlin-Tôkyô - signée le 27 septembre 1940. La première Conférence du Caire³³ du 22 au 25 novembre 1943 sur les opérations des Alliés contre le Japon impérial s'achève ainsi, entre autres décisions³⁴, par la reconnaissance de l'indépendance prochaine de la Corée³⁵. Quant à la Conférence de Yalta de février 1945, elle voit Roosevelt et Staline soulever l'idée d'un régime de tutelle (*trusteeship*) sur la Corée ménageant une transition plus ou moins longue avant l'indépendance. La capitulation du Japon, qui intervient le 15 août 1945, après le lancement de deux bombes atomiques sur les villes d'Hiroshima³⁶ et de Nagasaki³⁷ les 6 et 9 août,

²⁹ : cette interdiction perdurera jusqu'en 1945, date de la fin de l'occupation nipponne de la péninsule coréenne.

³⁰ : le Japon est maître en 1942 de territoires qui comptent 450 millions d'habitants et de grandes richesses (95% de la production mondiale de caoutchouc brut, 90% de la quinine, 70% du zinc et du riz) ; il dispose en outre de pétrole et de minerais importants. Le Japon impérial suscite en outre des mouvements nationalistes dirigés contre la domination européenne (aux Philippines, etc) et reconnaît l'indépendance de la Birmanie (1943), du Viet-nam et de l'Indonésie (1945).

³¹ : sur ces 6 millions de « *recrues* » coréennes, 440.000 hommes trouveront la mort au cours des combats contre les Alliés et 1.600.000 seront blessés...

³² : le Japon reconnaît ainsi le 2 juin 1965 la responsabilité de la mort de 21.919 Coréens durant la Seconde Guerre mondiale et octroie en conséquence 500 millions de dollars (300 millions de subventions et 200 de prêts) à la Corée du Sud.

³³ : à laquelle participent le président américain Roosevelt, le Premier ministre britannique Churchill et le dirigeant nationaliste chinois Tchang Kai-Chek.

³⁴ : Formose est restitué à la Chine.

³⁵ : le Président américain Roosevelt, le Premier ministre britannique et le maréchal chinois Tchang Kaï-Chek déclarent en effet lors de la conférence que la Corée sera « *en temps voulu* » de nouveau libre et indépendante.

³⁶ : le bombardement atomique d'Hiroshima fera au final quelque 157.071 morts des suites de l'explosion (chiffres donnés au 06/08/89).

³⁷ : la ville de Nagasaki est rasée avec 75.000 victimes de l'explosion.

est précédée par l'entrée des troupes russes dans la péninsule coréenne³⁸. L'Union soviétique déclare en effet la guerre au Japon impérial le 8 août 1945 et l'Armée Rouge pénètre en Mandchourie le même jour puis en Corée deux jours plus tard. La péninsule coréenne, le sud de l'île de Sakhaline et les Kouriles sont occupées par les forces nippones à la mi-août³⁹. Le général américain MacArthur reçoit officiellement la capitulation japonaise le 2 septembre 1945 sur le cuirassé USS *Missouri* en rade de Tôkyô. La Corée, après trente-cinq années de colonisation nipponne, recouvre alors son indépendance. Quant au Japon vaincu, il est condamné à verser des indemnités aux différents Etats asiatiques qu'il a occupé pendant la guerre, dont la Corée⁴⁰.

Cette date du 15 août 1945 marque aussi les débuts du gouvernement militaire américain du général MacArthur, qui s'achèvera en 1950. Les troupes américaines débarquent en outre le 8 septembre 1945 dans le sud de la péninsule coréenne⁴¹. Une commission mixte soviéto-américaine au sujet de la Corée est créée peu après, en décembre 1945. L'après-guerre est toutefois marqué par l'existence d'un désaccord profond entre les Etats-Unis et l'Union soviétique au sujet de l'avenir de cette région avec l'échec, en mai 1946, de pourparlers américano-russes en vue de la réunification de la péninsule⁴².

Le traité de San Francisco du 8 septembre 1951, signé par 48 pays et qui entre en vigueur en avril 1952, consacre quant à lui diverses dispositions au détriment du Japon. Ce dernier perd ainsi toutes les conquêtes⁴³ qu'il a effectuées depuis 1854 et reconnaît l'indépendance de la Corée, renonçant « à tous droits, titres et revendications sur celle-ci, y compris les îles *Quelpart*, *Port Hamilton* et *Dagelet* ».

12/ La guerre de Corée (1950-1953) et la persistance jusqu'en 1958 d'une menace chinoise directe pour le Japon en Corée du Nord

La guerre de Corée éclate le 25 juin 1950, après plusieurs incidents de frontière, avec l'invasion de la Corée du Sud et la prise de la ville de Séoul par cinq divisions nord-coréennes. Elle s'achève le 27 juillet 1953 par la signature de l'armistice de Pam-Mun-Jom. Ce conflit, qui oppose les Nord-Coréens, soutenus par l'Union soviétique et la Chine, aux Etats-Unis et à une quinzaine d'autres pays, a pour résultat la partition de la Corée en deux Etats aux destins géopolitiques différents, séparés par le « *Mur de Bambous* »⁴⁴.

³⁸ : la déclaration de guerre de l'Union soviétique au Japon le 8 août en 1945, soit juste avant que ce dernier subisse les terribles bombardements nucléaires de Hiroshima et de Nagasaki, peut s'expliquer par le fait que Tôkyô adresse sa reddition aux Américains par l'intermédiaire des Russes. Or, l'histoire diplomatique retient que les Soviétiques n'ont pas transmis immédiatement celle-ci aux Américains, prenant le temps de déclarer entre-temps la guerre au Japon... Cette déclaration de guerre, pour le moins tardive, permet à l'Union soviétique d'occuper la Corée jusqu'au 38^{ème} parallèle... (cf Aymeric Chauprade et François Thual, *Dictionnaire de géopolitique*, Editions Ellipses, Paris, 1998).

³⁹ : les combats entre les Soviétiques et les Japonais font 200.000 tués chez les troupes japonaises, renforcées de soldats coréens, ainsi que 600.000 prisonniers.

⁴⁰ : la Corée du Sud a reçu à ce titre du Japon quelque 112,5 milliards de yens à la fin 1993. En revanche, les indemnités à verser à la Corée du Nord font toujours l'objet de discussions. Quant à la Chine, elle renonce en 1972 à toute demande de dédommagements en échange de la normalisation des rapports diplomatiques avec l'archipel nippon.

⁴¹ : la zone Nord étant occupée par les troupes soviétiques depuis la mi-août 1945.

⁴² : cet échec se traduit par la dissolution, le 10 octobre 1947, de la commission mixte soviéto-américaine évoquée ci-dessus.

⁴³ : dont les îles de Sakhaline et des Kouriles.

⁴⁴ : par analogie avec le Mur de Berlin qui divisa l'Allemagne jusqu'en 1990.

Les causes de cette guerre sont multiples : la Corée du Nord, hostile à l'intervention militaire américaine en faveur du régime libéral du sud de la péninsule coréenne, a prétexté une « *agression sudiste* ». Un examen plus poussé de la question conduit à penser que le conflit trouve en fait en grande partie son origine dans un affrontement géopolitique entre la Chine et la Russie. Toujours est-il que sur le terrain, la guerre de Corée voit l'affrontement entre les deux blocs Est et Ouest⁴⁵, soit plus précisément entre une armée chinoise équipée par Moscou, qui soutient le Nord, et l'armée américaine, qui soutient le Sud, secondée par des bataillons venus de quinze pays placés sous commandement Onu.

121/ La genèse de la guerre de Corée : la constitution de l'axe Beijing - Pyongyang

Le Coréen Kim Il-sung⁴⁶ s'impose en avril 1945 dans le nord de la péninsule coréenne grâce à l'appui de l'Union soviétique, dont les troupes occupent la région, et est nommé secrétaire général du Parti communiste coréen en octobre de la même année⁴⁷. Il crée en février 1946 le *Comité populaire provisoire de la Corée du Nord* avant de procéder, l'année suivante, à la nationalisation d'industries. Kim Il-sung crée en outre en février 1948 l'*Armée populaire nord-coréenne* pour soutenir ses ambitions : il envisage en effet de procéder à l'invasion de la Corée du Sud, soutenue par l'Union soviétique. Kim Il-sung refuse enfin cette même année 1948 aux Nations Unies le droit de surveiller les élections qui doivent se dérouler deux ans plus tard, en mai 1950, dans le nord de la péninsule coréenne...

Celui qui deviendra par la suite le « *Grand Leader* » nord-coréen multiplie alors les gestes de rapprochement vis-à-vis de l'Union soviétique et de la Chine. Il se rend ainsi à Moscou le 27 février 1950 pour mettre au point son projet d'invasion de la Corée du Sud. Reçu par ailleurs par Mao Zedong le 15 mai 1950, il obtient de celui-ci l'assurance que la Chine appuiera la Corée du Nord en cas d'intervention militaire américaine dans la péninsule coréenne.

122/ Les opérations du conflit et la persistance pour le Japon d'une menace chinoise directe en Corée du Nord jusqu'en 1958

La guerre de Corée éclate le 25 juin 1950 avec l'invasion du sud de la péninsule coréenne et la prise de la ville de Séoul par cinq divisions nord-coréennes, Pyongyang prétextant une « *agression sudiste* ». Le conflit oppose 135.000 réguliers et miliciens nord-coréens, renforcés par plusieurs milliers de Russes, équipés de matériel soviétique⁴⁸ aux troupes sud-coréennes, lesquelles ne disposent le plus souvent que d'un armement défensif léger et ne bénéficient pour tout renfort que de quelques 500 conseillers militaires américains.

⁴⁵ : « *La guerre de Corée, guerre majeure entre les deux blocs, sorte d'exutoire ou de répétition à une Troisième Guerre mondiale, qui fit plus de deux millions de morts, et qui, au gré des attaques et des contre-attaques, aboutit à un retour au statu quo autour du 38^{ème} parallèle par l'armistice de Pam Mun Jom.* » (Aymeric Chauprade et François Thual, *Dictionnaire de géopolitique*, Paris, 1998).

⁴⁶ : dit Kim Sung-ju.

⁴⁷ : Kim Il-sung (1912-1994) fait son apparition sur la scène politique en 1926, lorsqu'il fonde l'*Union pour abattre l'impérialisme (UAI)*. Il crée ensuite en 1932 à Antu (Chine) l'*Armée de guérilla populaire antijaponaise (AGPA)*, devenue par la suite *Armée de la révolution populaire de Corée* puis, en 1936, l'*Association pour la restauration de la Patrie* (coréenne).

⁴⁸ : les Nord-Coréens disposent en effet de chars T 34, d'artillerie lourde et de 150 avions (chasseurs Yakovlev et bombardiers Ilyouchine).

Les Etats-Unis interviennent dans le conflit à la demande de la Corée du Sud et du Conseil de sécurité des Nations unies. Quinze pays membres de l'Organisation des Nations unies (Onu) participent alors à la guerre⁴⁹, leurs contingents étant placés sous les ordres du général américain MacArthur. Les Nord-Coréens remportent plusieurs succès au début du conflit⁵⁰, avant le débarquement des troupes de l'Onu au port de Pusan et la montée en puissance du dispositif onusien. Les forces de MacArthur reprennent la ville de Séoul le 25 septembre 1950, atteignent le 2 octobre de la même année le 38^{ème} parallèle et s'emparent de la ville de Pyongyang en Corée du Nord le 19 octobre, avant d'atteindre la frontière chinoise à la fin octobre.

L'accord conclu entre le nord-coréen Kim Il-sung et Mao Zedong en mai 1950 se concrétise alors par la promesse faite par le dirigeant chinois le 25 septembre de la même année d'aider militairement la Corée du Nord. Quelque 500.000 « *volontaires chinois* »⁵¹ placés sous les ordres du général Peng Dehuai, font alors leur entrée en Corée du Nord... Les « *volontaires chinois* » repoussent à la fin novembre 1950 les troupes de l'Onu vers le Sud de la péninsule coréenne et une guerre de position s'installe entre les deux camps sur le 38^{ème} parallèle. Les Chinois et les Nord-Coréens franchissent le parallèle le 26 décembre 1950 en direction du sud de la péninsule coréenne, avant de s'emparer début janvier 1951 de la ville de Séoul.

Le front se stabilise ensuite avec la contre-offensive menée par les troupes onusiennes du général américain Ridgway, ces dernières reprenant Séoul le 14 mars 1951 et atteignant le 38^{ème} parallèle à la fin du même mois. Deux offensives chinoises, déclenchées en avril et mai 1952, se soldent par un échec et le cessez-le-feu est ordonné sur la ligne des combats le 27 novembre 1952⁵². L'armistice de Pam-Mun-Jom est signé le 27 juillet 1953 : les Etats-Unis et l'Union soviétique accordent leur garantie à la Corée du Sud et à la Corée du Nord respectivement. Par ailleurs, une commission de l'Onu⁵³ est chargée de surveiller l'application de l'accord. Quant au dirigeant sud-coréen Syngman Rhee, il fait libérer 250.000 prisonniers nord-coréens qui refusaient d'être rapatriés. Une zone démilitarisée (ZMD)⁵⁴ est créée en outre sur le 38^{ème} parallèle, de part et d'autre de la ligne de démarcation entre les deux Corées, à 48 kilomètres au nord de Séoul. Les dispositifs militaires nord-coréen et sud-coréen installés de part et d'autre de la ZMD sont respectivement de 440.000 et 692.000 hommes⁵⁵.

L'armistice sera violé à plusieurs reprises par les Nord-Coréens au cours des années suivantes⁵⁶. Quant au Japon, il percevra une menace chinoise directe dans le nord de la péninsule coréenne jusqu'en 1958, date du retrait des dernières troupes de Beijing de Corée du Nord...

⁴⁹ : dont la France, avec la constitution d'un détachement de volontaires placé sous les ordres du général Monclar.

⁵⁰ : ils s'emparent en effet de la ville de Séoul le 28 juin 1950 et des villes d'Inchon et de Taejon les 3 et 7 juillet 1950.

⁵¹ : il s'agit en fait de soldats d'unités régulières chinoises...

⁵² : le bilan du conflit s'établit comme suit :

- Corée du Sud : 58.127 tués, 175.743 blessés, 166.297 blessés ou disparus ;
- Américains : 33.629 tués, 103.284 blessés, 5.178 disparus (5.764.143 Américains ont participé à la guerre) ;
- alliés de l'ONU : 3.194 tués, 11.297 blessés et 2.769 disparus ;
- Corée du Nord (estimations) : 300.000 tués et 220.000 blessés ;
- Chine populaire : 200.000 tués et 700.000 blessés.

⁵³ : composée de membres polonais, tchécoslovaques, suisses et suédois.

⁵⁴ : longue de 249 kms et large de 4 kms.

⁵⁵ : soit 650.000 Sud-Coréens et 42.000 Américains.

⁵⁶ : c'est ainsi que pas moins de 20 tunnels auraient été creusés par les troupes nord-coréennes, en vue de prendre à revers les forces sud-coréennes (30.000 hommes/heure auraient ainsi pu passer à bord de Jeeps...). Par ailleurs, Séoul accusait en 1984 Pyongyang d'avoir violé plus de 112.000 fois l'armistice depuis le 27 juillet 1952. De son côté, Pyongyang accusait les Etats-Unis et la Corée du Sud d'avoir violé ce même accord plus de 310.800 fois de 1953 à décembre 1980...

13/ Les incompréhensions nippo-coréennes actuelles... encore aggravées par le traitement réservé à l'importante communauté coréenne présente au Japon

Les incompréhensions actuelles qui persistent entre Tôkyô, Pyongyang et Séoul sont encore aggravées par le traitement réservé à l'importante communauté coréenne présente au Japon.

131/ Les incompréhensions nippo-coréennes actuelles...

La normalisation des relations nippo-sud-coréennes, très affectées⁵⁷ par la colonisation japonaise de la Corée de 1910 à 1945, intervient le 22 juin 1965 avec la signature du Traité fondamental nippo-sud-coréen (*Nikkan Kihon Jôyaku*), complété par vingt-six accords annexes (*Fuzoku Kyôtei*), qui définit aujourd'hui encore les rapports entre les deux pays. Elle n'a été rendue possible que par la pression américaine, les Etats-Unis désirant renforcer la stabilité régionale dans la région du Nord-Est asiatique. L'accord comprend trois points essentiels : l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays, la reconnaissance de la Corée du Sud comme unique gouvernement légal de l'ensemble de la péninsule coréenne et l'octroi par le Japon d'une importante aide économique au régime sud-coréen.

Le contentieux historique nippo-coréen n'en demeure pas moins vif, comme en témoigne la perception, fort différente à Séoul et à Tôkyô, de la date anniversaire du 15 août 1945. En effet, le 15 août 1945, le Japon, vaincu, se rend aux Alliés et la Corée, après trente-cinq années de colonisation nipponne, recouvre son indépendance. Cet anniversaire est ainsi célébré par le Japon et les deux Corées chacun à sa manière. Le Japon commémore en effet chaque 15 août la « *fin de la guerre* » ainsi que ses morts, tout en réaffirmant son engagement en faveur de la paix universelle et en formulant des excuses - souvent équivoques - à ses voisins asiatiques pour le comportement des troupes impériales nipponnes en Asie pendant la Seconde Guerre mondiale. Quant aux deux Corées, unies dans le même ressentiment anti-japonais, elles fêtent chacune de leur côté leur « *libération* ».

Les deux Etats coréens attendent ainsi du Japon des excuses officielles tout comme ils souhaitent voir accepté par ce dernier le principe du versement de nouvelles réparations et indemnités⁵⁸. Ils exigent des excuses pour l'annexion de la péninsule coréenne en 1910, mais aussi pour les souffrances et les humiliations gravées dans leur mémoire nationale, suite à la déportation d'un million et demi de travailleurs coréens dans l'archipel nippon et à la question, aujourd'hui fort médiatisée, des « *femmes de réconfort* » coréennes⁵⁹. Les deux Corées réclament en outre aux dirigeants japonais des indemnités pour l'occupation de la péninsule et les exactions commises par les troupes impériales japonaises contre leurs populations.

⁵⁷ : les négociations en vue d'une normalisation entre les deux pays n'aboutissaient en effet à aucun résultat tangible depuis quatorze ans.

⁵⁸ : il convient de noter, à cet égard, que l'octroi d'une aide économique japonaise à la Corée du Sud, prévu dans le traité nippo sud-coréen de 1965, était subordonné à l'abandon, en contrepartie, par Séoul de toute demande future d'indemnités...

⁵⁹ : pendant sa conquête de l'Asie en 1932 à 1945, l'armée impériale japonaise contraignait en effet dans les territoires conquis des femmes à se prostituer... En février 1996, la commission des droits de l'homme des Nations unies a publié un rapport qui estimait que le Japon devait verser des compensations aux survivantes des 200.000 « *femmes de réconfort* » asiatiques, notamment coréennes. En août 1996, le Premier ministre japonais Ryutaro Hashimoto a présenté ses « *plus sincères excuses* » à quatre Philippines, enrôlées de force dans l'armée nipponne pendant la guerre 1939-1945. Ces femmes ont été les premières à accepter une indemnité de 18.500 dollars, jugée par trop insuffisante par un grand nombre de survivantes...

Or, l'attitude actuelle du Japon à leur égard est source d'insatisfaction pour elles⁶⁰. En effet, s'agissant de la question des excuses, si les paroles sont claires, l'ambiguïté n'en est que plus forte, le Japon s'étant jusqu'ici refusé à leur présenter des excuses officielles⁶¹, de même que ses bonnes intentions⁶² sont régulièrement contrebalancées par les « maladroites » et autres paroles offensantes prononcées par des officiels⁶³, voire certains universitaires nippons⁶⁴. Par ailleurs, les dirigeants japonais se sont toujours refusés, jusqu'à aujourd'hui, à évoquer la question du versement de nouvelles indemnités⁶⁵...

132/ ... encore aggravées par le traitement réservé à l'importante communauté coréenne présente au Japon

Les incompréhensions actuelles entre Tôkyô, Pyongyang et Séoul sont encore aggravées par la question du traitement réservé à l'importante communauté coréenne présente au Japon. Ces « étrangers pas comme les autres », qui représentent la moitié des quelque 700.000 étrangers vivant dans l'archipel nippon⁶⁶, constituent là encore pour le Japon contemporain un rappel vivant de son histoire, tout comme ils constituent un enjeu majeur des relations nippo-coréennes.

Or, le traitement qui est réservé par les officiels japonais à cette communauté⁶⁷ pose problème. L'amélioration progressive du statut de ces *zainichi*⁶⁸ est en effet essentiellement due aux demandes et pressions répétées de Séoul, bien davantage qu'au bon vouloir des autorités nippones.

Pour autant, la communauté coréenne au Japon entend se faire entendre. C'est ainsi qu'a été fondée en 1952 au Japon l'Association nippo-coréenne (*Nitchô Kyôkai*), qui sert depuis cette date d'intermédiaire entre les deux Corées⁶⁹ et, trois ans plus tard, en 1955, la Fédération générale des Coréens du Japon (*Chôsen Sôren*), organisation représentative au Japon de la communauté

⁶⁰ : il en est de même pour la Chine populaire. Ainsi, à titre d'exemple, la visite « historique » du président chinois Jiang Zemin au Japon en novembre 1998 s'est mal déroulée, le Japon refusant de faire à cette occasion de nouvelles excuses à la Chine. Par ailleurs, un tribunal de Tôkyô rejetait au même moment les demandes d'excuse et de compensation financière de 20.000 anciens prisonniers du Japon impérial...

⁶¹ : c'est ainsi que les déclarations du Premier ministre socialiste japonais, Murayama Tomiichi, faites le 15 août 1995 à l'occasion du 50^{ème} anniversaire de la capitulation japonaise, bien qu'affirmant que « la domination coloniale et l'agression » japonaises étaient « des faits historiques indéniables » et étant assorties de la présentation de « regrets et (d') excuses », ont été accueillis prudemment à Séoul, où l'on s'est contenté d'affirmer qu'il conviendra d'observer la future attitude nipponne (*Asahi Shimbun*, 16/08/95).

⁶² : un journal japonais déclarait ainsi en 1996 que les Sud-Coréens avaient raison d'en vouloir au Japon pour la colonisation de leur pays, tout en précisant qu'« il est temps de construire l'avenir, comme ont su le faire Français et Allemands ».

⁶³ : on notera à cet égard que ce même 15 août 1995 neuf membres conservateurs du gouvernement japonais se sont rendus au sanctuaire Yasukuni, à Tôkyô, y honorer la mémoire des victimes de la guerre. Chaque année, les pèlerinages dans ce haut lieu controversé sont comme le révélateur du degré de nationalisme du pouvoir en place...

⁶⁴ : force est en effet de constater que les milieux universitaires nippons sont de plus en plus gagnés par le nationalisme. Pour preuve, la multiplication et le succès au Japon de magazines qui « refont » l'histoire contemporaine de l'archipel...

⁶⁵ : les mêmes déclarations de M. Murayama Tomiichi le 15 août 1995 ne faisaient aucune allusion à un versement éventuel d'indemnités par le Japon aux deux Corées.

⁶⁶ : les étrangers ne forment qu'un 1% de la population actuelle de l'archipel nippon.

⁶⁷ : dont plus de la moitié est concentrée dans le Kansai, essentiellement dans la région d'Osaka.

⁶⁸ : abréviation parlée de *zainichi kankoku-dhō senjin*, « Coréens (du Nord et du Sud) du Japon ».

⁶⁹ : il convient toutefois de noter que jusqu'en 1971 seules les délégations parlementaires japonaises ont été autorisées à se rendre en Corée du Nord. Cette restriction a été quelque peu assouplie en 1971 : des passeports spéciaux valides uniquement pour la Corée du Nord sont ainsi délivrés depuis cette date à de simples citoyens. Mais il a fallu attendre 1991 pour que la mention restrictive « à l'exception de la Corée du Nord » soit retirée de ces documents...

coréenne, d'obédience nord-coréenne. La *Chôsen Sôren* joue aujourd'hui un rôle de canal de communication privilégié entre Tôkyô et Pyongyang qui officiellement s'ignorent. Elle constitue également pour la Corée du Nord un canal essentiel de transfert de fonds recueillis auprès de la communauté coréenne japonaise.

14/ La persistance d'un contentieux territorial nippon-sud-coréen : la question de la souveraineté de l'île de Tsushima, des îlots Takeshima (Tok-to en coréen) et des rochers Danjo

Il est établi aujourd'hui que les différends de souveraineté dans les zones maritimes, hérités parfois d'une histoire très ancienne et bien souvent remis au goût du jour par le droit de la mer contemporain, avec la consécration du principe des zones économiques exclusives (ZEE), s'imposent parmi les sources permanentes de conflits inter étatiques en Asie orientale. Ces litiges, qui n'ont débouché pour l'heure sur aucun conflit armé, demeurent une source de tension constante entre des pays qui doivent partager des espaces maritimes étroits riches en ressources halieutiques et, potentiellement, en ressources énergétiques. Ils impliquent divers Etats de la région parmi lesquels la Chine, le Vietnam, Taiwan, mais aussi le Japon et la Corée du Sud.

C'est ainsi que Séoul est aujourd'hui encore en désaccord avec l'archipel nippon - dont les limites territoriales n'ont toujours pas été clairement définies depuis 1945 - sur la question de la souveraineté de l'île de Tsushima, des îlots Takeshima (Tok-to en coréen) et des rochers Danjo.

141/ La question de la souveraineté de l'île de Tsushima

L'île de Tsushima, rocher d'une superficie de 709,23 km² situé au milieu du détroit de Corée⁷⁰, a constitué de tous temps⁷¹ une voie de passage quasi obligée entre le continent asiatique et l'archipel nippon⁷², comme en témoigne le sens originel de son toponyme : l'île (*shima*) - port (*tsu*)⁷³, tout comme elle est constituée une « sentinelle » face à la péninsule coréenne⁷⁴.

Une arrivée massive au Japon de populations en provenance de la péninsule coréenne s'est ainsi effectuée dès l'Antiquité par l'intermédiaire du détroit de Corée-Tsushima. Par ailleurs, les anciennes « routes du riz » venant de la Chine vers le Japon, si elles traversent directement la mer de Chine orientale, pénètrent aussi dans l'archipel nippon par l'intermédiaire de la péninsule

⁷⁰ : près de 200 kilomètres séparent la péninsule coréenne des îles japonaises de Kyûshû et de Honshû. La mer y est agitée, une branche du courant marin méridional Kuro-shio s'engouffrant en effet dans ce goulet relativement peu profond, avant de pénétrer dans la mer du Japon.

⁷¹ : avec celles de Sakhaline et d'Hokkaidô au Nord et l'arc des Ryûkyû au sud.

⁷² : c'est ainsi qu'à l'œil nu, on voit du nord de Tsushima la côte coréenne, située à 70 kilomètres à peine, et la nuit les lumières du port sud-coréen de Pusan.

⁷³ : voir à ce sujet l'article *La géopolitique surinsulaire du Japon* de Philippe Pelletier (*in Hérodote, revue de géographie et de géopolitique*, 4^{ème} trimestre 1995, n° 78-79) : « dès les origines du peuplement de l'archipel nippon, l'insularité joue donc un rôle crucial et les îles, qui se trouvent autour du bloc insulaire central (ou bloc « centralinsulaire ») et que l'on peut qualifier de « périphérie surinsulaire » occupent une position clef ». On notera en outre que les Mongols utilisent Tsushima, l'île voisine d'Iki et le Sud de la Corée pour tenter à deux reprises d'envahir le Japon, en 1274 et 1281.

⁷⁴ : C'est ainsi qu'en 664, la cour japonaise du Yamato désigne Tsushima comme « île-frontière » (*kokkai no shima*), y bâtit un château et y installe des défenseurs. A partir de 674, elle y exploite des mines d'argent qui l'aident à fonder son Trésor et y implante une trentaine de sanctuaires *shintô*.

coréenne. Cette importance de l'axe Corée-Tsushima-Iki-nord-ouest du Kyûshû⁷⁵ est confirmée dans les chroniques chinoises du *Weizhi* (*Gishi* en japonais) du III^e s. après J.C.⁷⁶. L'archipel nippon devient par ailleurs depuis l'époque japonaise *Yayoi*⁷⁷ une terre d'exil pour nombre de membres de l'élite des royaumes coréens, aidés ou non par la puissante Chine voisine, qui ne cessent de se déchirer⁷⁸.

Tsushima, tout comme les autres îles situées au large de Kyûshû, devient au Moyen-Age un repaire de pirates (*Wako* en japonais)⁷⁹ et de contrebandiers coréens, japonais et chinois. L'île fait ainsi l'objet d'attaques et de représailles incessantes de la part des royaumes coréens et de l'empire, puis du *shôgunat* nippon. Son appartenance à l'un ou l'autre camp évolue à plusieurs reprises pendant cette période, au gré des compromis locaux négociés par la famille japonaise des Sô, qui détient la seigneurie Tsushima⁸⁰, avec les pirates et les Etats voisins. Cette situation perdure jusqu'en 1588, date de la prohibition de la piraterie par le *shôgun* Toyotomi Hideyoshi⁸¹.

Par la suite, avec la première unification politique de l'archipel nippon qui s'accomplit au cours de la seconde moitié du XVI^e siècle, l'arrivée des premiers Européens dans des ports japonais et les visées expansionnistes du *shôgun* Hideyoshi qui veut conquérir la Corée puis la Chine, la géographie du Japon sert d'abord aux visées expansionnistes : si la Corée ne figure pas encore dans la cartographie du territoire nippon, en revanche les deux îles d'Iki et de Tsushima y figurent à nouveau. Par ailleurs, le rétablissement en 1644 du terme de « roi du Japon » (*Nihon kokuô*)⁸² et la suppression des délégués militaires spéciaux (*tandai*) à Tsushima marquent la volonté des *shôguns* Tokugawa d'intégrer définitivement l'île dans l'Etat japonais. Ces changements provoquent le mécontentement des Coréens et entraînent de ce fait une réduction du nombre de leurs missions au Japon⁸³.

Le XIX^e siècle, avec l'essor d'une économie de marché et les progrès enregistrés dans les techniques de navigation, favorise le développement de nouvelles routes maritimes qui sillonnent le large des côtes japonaises et donne une importance nouvelle à l'ensemble des îles - dont celle de Tsushima - situées en périphérie de celle japonaise d'Honshû, sur le trajet des courants et des vents marins. Dès lors, Tsushima, ancien pays coutumier nippon (*kuni-agata*) érigé au VII^e siècle au rang de province (*kuni*) et rattaché en 1872 à la préfecture de Nagasaki, plus qu'un pont ou un simple relais entre l'archipel nippon et le continent asiatique, devient partie intégrante d'une région de

⁷⁵ : c'est ainsi qu'entre le VII^e et le IX^e siècle, pas moins d'une vingtaine de missions officielles des ambassadeurs du royaume nippon Yamato se rendant à la cour chinoise des Sui puis des T'ang, passent par l'une ou l'autre des îles d'Iki, de Gôto, de Koshiki-jim, d'Amami Oshima ou de Tsushima.

⁷⁶ : les chroniques chinoises du *Weizhi* constituent les premiers documents écrits relatifs à l'archipel nippon et précèdent de cinq siècles les premières chroniques japonaises proprement dites (*Kojiki* et *Nihonshoki* du VIII^e siècle).

⁷⁷ : époque japonaise *Yayoi* (300 av. J.C. à 300 apr. J.C.)

⁷⁸ : c'est ainsi qu'en 663, le royaume japonais Yamato envoie une flotte pour aider le royaume coréen de Paekche contre la dynastie chinoise des T'ang. Mais l'autre royaume coréen de Silla, aidé par les T'ang, finit par l'emporter et par unifier politiquement l'ensemble de la péninsule coréenne. Défaits, un grand nombre de Coréens, notamment des membres de l'élite, viennent se réfugier dans l'archipel japonais, confirmant une longue tradition d'émigration coréenne en période de troubles politiques. Ces réfugiés, qui comptent beaucoup de lettrés et d'artisans, introduisent et propagent au Japon un grand nombre de techniques nouvelles tout en se fondant dans la société locale, ce qui explique les formidables progrès enregistrés par le Japon au cours de la seconde moitié du VII^e s. et plus tard.

⁷⁹ : comme en témoigne la relation de plusieurs raids pirates effectués depuis Tsushima dans la période 811-914.

⁸⁰ : du XII^e au XIX^e siècle.

⁸¹ : Toyotomi Hideyoshi (1537-1598).

⁸² : en lieu et place de celui de « seigneur souverain de l'Etat japonais », *Nihonkoku taiku*, que les Sô de Tsushima ont réussi à faire adopter en 1635 par les *shôguns* japonais Tokugawa.

⁸³ : une vingtaine au total de 1604 à 1866

civilisation⁸⁴ tout comme elle constitue une terre de peuplement. C'est ainsi que la riziculture y est soutenue par une politique nippone de colonisation interne à partir de l'ère nippone *Meiji*, fondée sur l'apport d'immigrants japonais. On note aussi dans la première moitié du XXème siècle la présence d'une importante communauté coréenne dans l'île⁸⁵.

Par ailleurs, l'île de Tsushima devient au XXème siècle un enjeu économique entre le Japon et la Corée du Sud. Le Président sud-coréen Syngman Rhee annonce en effet – de façon unilatérale – le 18 janvier 1952 sa décision de reculer les limites économiques maritimes de la Corée du Sud de 20 à près de 200 milles nautiques au détriment de l'archipel nippon. Cette fameuse « *ligne Rhee* » reprend les limites de la vaste zone maritime définie en 1950 par le général MacArthur au début de la guerre de Corée. Incluant l'île de Tsushima et les îlots Takeshima⁸⁶, elle est à l'origine d'incidents répétés entre les deux pays, les garde-côtes sud-coréens multipliant les arraisonnements de navires japonais⁸⁷... tout en se montrant plus compréhensifs vis-à-vis des pêcheurs de Tsushima⁸⁸... Quant aux autorités de Séoul, elles vont jusqu'à réclamer « *le retour de Tsushima au sein de la patrie coréenne* » en s'appuyant sur un ouvrage rédigé en 1471 par le géographe coréen Sin Suk-chu⁸⁹. Cette situation de tension perdure jusqu'en 1965, date de la normalisation des relations diplomatiques entre Tôkyô et Séoul.

La question de la souveraineté de l'île de Tsushima, quand bien même elle est aujourd'hui quelque peu reléguée à l'arrière plan des négociations nippo-sud-coréennes, apparaît toutefois bien réelle à l'échelle de l'Histoire. Ce contentieux historique explique par ailleurs le stationnement dans l'île, aujourd'hui encore, d'unités terrestres de la *Jieitai*⁹⁰ ainsi que de bâtiments de la marine japonaise.

⁸⁴ : l'influence coréenne ancienne ou récente, très marquée à Tsushima (architecture des maisons traditionnelles, outillage, etc), imprégnera en effet profondément le Japon. C'est ainsi que les poteries, *tumulii* et les épées de bronze qui se propageront par la suite dans l'ensemble de l'archipel nippon sont de facture typiquement coréenne. Par ailleurs, pour W. George Aston (cf *Nihongi, From Earliest Times to 697*, Allen and Unwin, Londres, 1956), traducteur en anglais des chroniques japonaises *Nihongi*, la première utilisation du nom de *Nihon* pour désigner le Japon est probablement le fait d'intellectuels coréens au début du VIIème siècle. La première utilisation confirmée de ce terme au Japon semble dater d'une lamentation faite par un prêtre bouddhiste coréen lors des funérailles de l'empereur japonais Shôtoku Daishi en 622. Quant au bouddhisme, introduit officiellement à la cour japonaise du *Yamato* par l'intermédiaire du royaume coréen de *Paekche*, il transite par Tsushima.

⁸⁵ : soit 10.000 personnes sur une population totale de 70.000 dans l'immédiat après-guerre. Par ailleurs, pendant la colonisation de la Corée par le Japon (1910-1945), les habitants du nord de Tsushima tissent leurs principaux contacts avec le port coréen de Pusan.

⁸⁶ : cf **paragraphe I/14/142 ci-dessous.**

⁸⁷ : 326 navires et 3.904 pêcheurs japonais seront ainsi arraisonnés par les Sud-Coréens jusqu'en 1965, date de la normalisation des relations diplomatiques entre le Japon et la Corée du Sud.

⁸⁸ : ils distinguent en effet soigneusement les « *Japonais* » (*Ilbon-saram*) des « *gens de Tsushima* » (*Timado-saram*), demandant seulement aux seconds de rentrer au port...

⁸⁹ : Sin Suk-chu (1417-1475) : auteur en 1471 de l'ouvrage *Haedong Chegukki*, « *Observations sur les pays de l'Est* ».

⁹⁰ : *Jieitai*⁹⁰ : Forces d'autodéfense japonaises (FAD).

142/ La question de la souveraineté des îlots Takeshima (Tok-to en coréen)

Le traité de San Francisco du 8 septembre 1951 ramène le Japon à ses frontières de 1895⁹¹, date que le gouvernement américain de l'époque considère comme le début de l'expansionnisme nippon. Ces frontières excluent par conséquent les annexions et acquisitions territoriales effectuées ultérieurement, comme le sud de l'île de Sakhaline, Taiwan ou la Corée. A cet égard, un litige territorial persiste aujourd'hui entre le Japon et la Corée du Sud au sujet de la souveraineté des rochers Liancourt⁹² - encore connus sous les toponymes de Takeshima en japonais et de Tok-to en coréen⁹³ - intégrés au territoire japonais en février 1905 par décision du ministre de l'intérieur nippon⁹⁴.

L'archipel des Takeshima-Tok-to est constitué par une dizaine d'îlots⁹⁵ situés en mer du Japon, un peu au sud du 38^{ème} parallèle. D'une superficie totale inférieure à 0,23 km², ces derniers sont situés à équidistance (230 km) de la péninsule coréenne et de l'île nipponne centrale d'Honshû ainsi que des îles coréennes et japonaises les plus proches. Rocheux, escarpés, dénudés, inhospitaliers et de ce fait inhabités, ils servent seulement d'abri aux pêcheurs. Ils n'en constituent pas moins un enjeu important pour l'archipel nippon, compte tenu des eaux poissonneuses qui les entourent et de leur situation éminemment stratégique en mer du Japon : ils participent en effet au contrôle des voies d'accès aux côtes nippones. Par ailleurs, les Japonais font du sujet de la souveraineté de ces îlots une question de fierté nationale...

Ce contentieux territorial, encore compliqué par des imprécisions répétées au cours des siècles derniers quant à l'appartenance, à la localisation ou à la dénomination exacte de ces îlots⁹⁶, remonte à la fin de l'occupation de la péninsule coréenne par le Japon. Les dirigeants japonais entreprennent ainsi peu après la fin de la Seconde Guerre mondiale de démontrer l'attachement légal et historique des Takeshima à l'archipel nippon. La possession de ces rochers présente en effet un intérêt majeur pour le Japon, au même titre que les territoires du Nord et les Senkaku⁹⁷. Il est même si vif à l'époque qu'il conduit le gouvernement de la Corée du Sud à se retirer finalement de la

⁹¹ : soit celles d'avant le traité de Shimonoseki (cf **paragraphe I/11/111 ci-dessus**).

⁹² : nommés ainsi en 1849 par un navire français de passage.

⁹³ : ce qui signifie dans les deux cas « l'île aux bambous ».

⁹⁴ : et rattachés depuis cette date à la province de Shimane.

⁹⁵ : dont deux plus importants que les autres.

⁹⁶ : les Takeshima sont en effet souvent confondues au cours des siècles derniers avec l'île coréenne d'Ullungdo, encore appelée Iso-Takeshima... La confusion est encore aggravée avec les relevés topographiques des navigateurs européens : le navire français *Liancourt*, probablement un baleinier, croisant en 1849 dans la mer du Japon baptise de son nom les îles Takeshima actuelles ; le navire russe *Pallada* les rebaptise Menalai-Olivtza en 1954 et la corvette britannique *Hornet* les baptise de son nom en 1855... avant qu'ils ne prennent le nom de Takeshima en 1905, suite à leur incorporation dans le territoire japonais...

⁹⁷ : parmi les crises régionales susceptibles d'opposer la République populaire de Chine (RPC) au Japon figure en premier lieu celle liée à la souveraineté de l'archipel des Senkaku (Diaoyu en chinois), exacerbée aujourd'hui par un climat de nationalisme exacerbé en Chine. Cet archipel, constitué de cinq îlots et de trois rochers inhabités, situés à 150 km au nord-ouest de Taiwan et à l'ouest de l'île japonaise d'Okinawa, a été arraché par le Japon à la Chine en 1895, avec Taiwan et les îles Ryûkyû, dont fait partie l'actuelle Okinawa. Avec Okinawa, les Senkaku ont été dévolus au Japon par les Etats-Unis en 1972, provoquant une tension entre Tôkyô et Beijing. Six ans plus tard, en 1978, lors de la signature du traité de paix entre le Japon et la RPC, cette dernière, à la veille de s'ouvrir aux capitaux étrangers, accepte de mettre de côté la question des Senkaku, tout en réaffirmant la souveraineté chinoise sur l'archipel. La situation s'est détériorée depuis le début des années 90, avec la multiplication d'incidents opposant les forces de sécurité maritimes japonaises (qui remplissent des missions de garde-côtes et ne sont pas intégrées aux FAD maritimes) à des navires chinois. Par ailleurs, Beijing s'est préoccupé en février 1996 de la volonté de Tôkyô d'étendre sa zone économique exclusive (ZEE) aux Senkaku, autour desquels il aurait découvert du pétrole...

conférence préparatoire à la signature du traité de San Francisco⁹⁸, dans un contexte d'après négociations sur les rapatriements respectifs de ressortissants des deux pays, de conflits sur les droits de pêche et sur les propriétés japonaises en Corée. Il est enfin à l'origine de l'affaire de la « ligne Rhee »⁹⁹, tout comme il a donné lieu à un certain nombre d'incidents de frontière¹⁰⁰ depuis les années 50.

Là encore, la normalisation des relations entre les deux pays, qui intervient le 22 juin 1965 avec la signature du traité nippo-sud-coréen, l'abolition de la « ligne Rhee » et les accords suivants qui règlent en grande partie les questions restant en suspens, ne suffisent pas à aplanir véritablement le contentieux qui oppose Tôkyô à Séoul au sujet des Takeshima-Tok-to. De fait, la question de la souveraineté de ces îlots, occupés depuis 1954 par une petite garnison sud-coréenne¹⁰¹, reste une pomme de discorde entre les deux gouvernements. Sur le plan juridique, les Japonais considèrent que l'incorporation en 1905 de ces îlots au territoire nippon ne constitue en aucune façon une annexion, réalisée par « violence et cupidité ». Ils réfutent par ailleurs avoir renoncé à ces îlots¹⁰² en vertu des déclarations du Caire et de Potsdam de 1943 et 1945 ou des accords de Yalta de février 1945. Ils récusent en outre le fait que la philosophie américaine, en faveur du retour du Japon à ses provinces d'avant l'expansionnisme¹⁰³, qui a prévalu pour la signature du traité de San Francisco en 1951, soit applicable dans le cas des Takeshima. En effet, s'ils ont reconnu en 1951 l'indépendance de la Corée, cette reconnaissance concerne selon eux les territoires coréens d'avant 1910, date du début de leur occupation de la péninsule coréenne, mais ne peut comprendre en aucun cas des territoires comme les îlots Takeshima qui n'appartenaient pas à celle-ci à cette date. Les officiels japonais, tout en ignorant les changements répétés d'appellation des Takeshima au cours des siècles et en s'appuyant sur des cartes du XVIII^e siècle, prétendent enfin que ces îlots étaient représentés à l'époque comme faisant partie intégrante du Japon. De son côté, la Corée du Sud continue d'affirmer que les Takeshima-Tok-to ont été découverts par des Coréens et lui ont toujours appartenu depuis et que son attachement à ces rochers a été réaffirmé par les différentes déclarations, accords et traités évoqués ci-dessus...

Le contentieux entre le Japon et la Corée du Sud au sujet des Takeshima-Tok-to est donc bien une réalité à l'échelle de l'Histoire. Les exigences des relations nippo-sud-coréennes depuis les trois dernières décennies conduisent toutefois à le relativiser quelque peu. En effet, lors de la conclusion en 1974 des accords entre les deux pays visant à la délimitation du plateau continental nippo-sud-coréen, la question de la souveraineté des Takeshima n'a pas été évoquée. Aussi, quand bien même Tôkyô rappelle de temps à autre aux Sud-Coréens qu'ils occupent illégalement ces îlots et leur demandent d'en retirer la garnison qui y stationne, tout porte à croire que ce litige¹⁰⁴ devrait continuer à rester dans l'ombre, ou tout au moins tant que l'on n'aura pas découvert de pétrole dans cette région...

143/ La question de la souveraineté des rochers Danjo

⁹⁸ : qui sera signé par 48 pays le 8 septembre 1951.

⁹⁹ : cf **paragraphe I/14/141 ci-dessus.**

¹⁰⁰ : c'est ainsi qu'un commando d'extrême droite japonais a tenté, sans succès, de prendre pied en 1959 sur ces îlots. Par ailleurs, des bateaux de pêche japonais croisant dans les eaux des Takeshima ont été arraisonnés à plusieurs reprises par les garde-côtes sud-coréens et leurs équipages emprisonnés...

¹⁰¹ : 1954 est aussi la date de l'achèvement de la construction d'un phare sur Takeshima par le gouvernement sud-coréen.

¹⁰² : tout comme aux territoires du Nord.

¹⁰³ : avec comme date butoir le traité de Shimonoseki de 1895.

¹⁰⁴ : tout comme ceux opposant le Japon à la Chine populaire et à Taipei au sujet des Senkaku.

Les Danjo sont un ensemble de petits récifs situés au nord-est de la mer de Chine orientale, près de l'île japonaise de Kyûshû. Ces îlots, bien que se trouvant à proximité des côtes japonaises, font partie du plateau continental coréen. Par conséquent, Séoul rejette catégoriquement leur utilisation comme point de base pour délimiter les plateaux continentaux japonais et sud-coréen en mer de Chine orientale.

144/ Le caractère aujourd'hui inextricable de ces contentieux territoriaux pour le Japon

Le Japon impérial de la première moitié du XXème siècle a occupé une partie du territoire de la Chine et l'intégralité de celui de la Corée. En conséquence, le Japon de l'immédiate après-guerre pouvait difficilement se présenter comme victime de l'un ou l'autre de ces pays. Il lui était dès lors impossible de résoudre à son avantage par des négociations les contentieux territoriaux qui allaient voir le jour avec ses plus proches voisins, à savoir les deux Chines et la Corée du Sud. Il aurait en effet risqué dans le cas contraire de s'aliéner ces trois pays, avec lesquels il commençait à développer de – nécessaires – relations économiques...

Les dirigeants nippons d'aujourd'hui sont confrontés à des difficultés analogues. Conservant à l'esprit les atrocités commises par le Japon impérial lors de sa colonisation de l'Asie de la fin du XIXème siècle à 1945 inclus tout en étant en même temps conscients des importants enjeux économiques qui sous-tendent les relations qu'ils entretiennent avec les autres pays de la région¹⁰⁵, ils ont en effet la rude tâche de tempérer leur opinion publique, voire de lutter contre les agissements des *ultras* de l'archipel qui militent pour la récupération - à tout prix - des territoires conquis par les troupes impériales nippones...

15/ En toile de fond des relations nippo-coréennes, l'omniprésence du lien trans-Pacifique entre le Japon et les Etats-Unis

Les différents pays d'Asie du Nord-Est, parmi lesquels le Japon, abordent chacun la question de leur sécurité nationale de manière très différente. Cette diversité dans les options nationales remonte à la guerre froide. Elle s'explique par le fait que l'opposition de deux blocs militaires comme en Europe a été remplacée dans cette région du monde par une alliance bilatérale avec les Etats-Unis ou, à l'opposé, avec l'Union soviétique, ce « jeu » géopolitique ayant été quelque peu compliqué dans les années 60 par la diplomatie de la Chine populaire en butte à Moscou. Dans le cas particulier du Japon et de la Corée du Sud, ce souci d'assurer la sécurité du pays s'est traduit par un rapprochement des Etats-Unis... il est vrai quelque peu provoqué par ces derniers. De fait, la persistance de l'aide militaire et de la présence de forces américaines sur les sols japonais et sud-coréen constituent aujourd'hui encore un dénominateur commun des relations entre Tôkyô, Pyongyang et Séoul.

151/ Le poids actuel du lien trans-Pacifique dans la géopolitique de l'archipel nippon

¹⁰⁵ : cf **paragraphe II ci-dessous.**

Washington a réaffirmé solennellement à plusieurs reprises depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale la permanence de l'engagement des Etats-Unis dans la région Asie-Pacifique. Cet engagement s'expliquait pendant la guerre froide par la volonté de contrer l'expansion du communisme, soutenue par Moscou et Beijing, dans cette partie du monde. L'effondrement de l'Union soviétique en 1991 et, par conséquent, la fin de l'affrontement Est-Ouest, n'ont pas infléchi cette volonté. L'administration Clinton définissait ainsi en 1993 sa politique asiatique d'« *engagement and enlargement* » comme reposant sur le maintien d'une présence américaine outre-mer pour faciliter l'instauration d'un environnement international stabilisé et l'expansion des valeurs de la démocratie libérale. Cet intérêt des Américains pour l'Asie-Pacifique s'explique tout d'abord par l'enjeu économique que représentent la croissance et la prospérité de cette région du monde, malgré l'ampleur de la crise boursière qui l'a affectée en 1997-1998. Il traduit en outre la volonté des Etats-Unis de préserver la libre circulation des voies de communication maritimes dans cette zone. Il témoigne enfin du souci de Washington de prévenir toute hégémonie d'une puissance de la région à son détriment.

Les Américains ont cherché à se faire du Japon un allié en Asie peu après la fin de la Seconde Guerre mondiale, dans le nouveau contexte de la guerre froide. Ce rapprochement de Washington opéré avec Tôkyô répondait en outre, à l'époque, à la volonté de promouvoir le modèle américain de démocratie en Asie, comme en témoigne, entre autre, le fait que la nouvelle Constitution japonaise¹⁰⁶, approuvée le 5 mai 1946 par l'empereur nippon Hiro Hito, soit inspirée de celle des Etats-Unis. Marquées initialement par l'instauration d'un gouvernement militaire américain dans l'archipel de 1945 à 1950, les relations entre Washington et Tôkyô évoluent rapidement avec la ratification du traité de San Francisco le 28 avril 1952 par les 48 Etats qui l'ont signé l'année précédente. Ce changement d'attitude des Etats-Unis s'effectue en plusieurs étapes. Il répond dans un premier temps à une nécessité, compte tenu des besoins des opérations de la guerre de Corée. Les Etats-Unis se trouvent en effet contraints d'engager dans ce conflit leurs troupes stationnées dans l'archipel nippon¹⁰⁷. Le *Commandement suprême des puissances alliées au Japon* demande ainsi en 1950 la mise sur pied d'une « *police nationale de réserve* » japonaise de 75.000 hommes, destinée à remplacer les forces américaines déployées dans l'archipel. Par ailleurs, dans le contexte de tension croissante Est-Ouest de la guerre froide, les puissances alliées autorisent en 1952 - sous la pression américaine - le Japon à relancer sa production d'armement. Ce rapprochement se confirme deux ans plus tard, avec la signature en mars 1954 d'un accord d'assistance mutuelle nippo-américain : la défense du Japon est dès lors assurée par les Etats-Unis en échange du stationnement de troupes américaines dans l'archipel¹⁰⁸. Cet accord est en outre complété par la création¹⁰⁹, le 1^{er} juillet 1954, des *Forces d'auto-défense (FAD)* japonaises, placées sous l'autorité d'une Agence de défense dépendant du Premier ministre nippon. Il est enfin renforcé par la signature d'un pacte de sécurité nippo-américain le 19 juin 1960.

Ce rapprochement nippo-américain sur les questions de sécurité, complété par la suite par divers accords commerciaux¹¹⁰, ne s'est pas effectué sans difficultés. C'est ainsi, entre autre, que des émeutes se sont produites au Japon en mai-juin 1960 pour protester contre l'entrée en vigueur du traité de sécurité nippo-américain. Beaucoup de Japonais vivent en outre de plus en plus mal aujourd'hui le stationnement de 47.000 militaires américains sur le sol nippon, dont ils financent 70%

¹⁰⁶ : dont le texte, présenté le 13 février 1946 par le *Supreme Command of the Allied Powers (SCAP)*, dirigé par le général McArthur, sera ratifié en avril par la chambre japonaise élue et promulgué le 3 novembre de la même année.

¹⁰⁷ : cf **paragraphe I/12 ci-dessus**.

¹⁰⁸ : en revanche, les moyens militaires américains mis à la disposition du Japon sont des plus minimes.

¹⁰⁹ : sans que la Loi fondamentale japonaise n'ait été modifiée.

¹¹⁰ : les Etats-Unis et le Japon ont réussi à cet égard à conclure en 1996, non sans peine, des accords dans le domaine des semi-conducteurs et des assurances.

des frais de stationnement^{111 112}. Il n'en reste pas moins que cet axe Washington-Tôkyô est aujourd'hui une réalité, comme en témoigne la révision en 1997 du traité de sécurité nippo-américain¹¹³, laquelle a fait suite à la visite officielle en avril 1996 du président Clinton à Tôkyô.

¹¹¹ : soit plus de 20 milliards de francs par an en 1996.

¹¹² : ce ressentiment anti-américain a été encore ravivé par l'affaire, survenue en mars 1996, de l'enlèvement et du viol d'une jeune Japonaise de douze ans par trois Marines américains, et ce bien que les trois soldats aient été condamnés par un tribunal japonais...

¹¹³ : cf **paragraphe III/34/341 ci-dessous.**

152/ L'influence aujourd'hui déterminante de la diplomatie américaine dans les affaires coréennes

Les premières relations que les Etats-Unis entretiennent avec la Corée dans l'immédiate après-guerre sont constituées par un débarquement de troupes américaines dans le sud de la péninsule coréenne, le 8 septembre 1945, soit près d'un mois après que les Soviétiques aient envahi cette région¹¹⁴.

Washington décide en outre en décembre 1945, en accord avec Moscou, la création d'une commission mixte - dissoute le 10 octobre 1947... - chargée d'étudier l'avenir de la Corée... La tension Est-Ouest s'exacerbant au début des années 50, les Etats-Unis, qui cherchent à obtenir l'allégeance de la Corée du Sud, proposent à Séoul la signature d'un traité d'assistance mutuelle. En vertu de cet accord signé le 1^{er} octobre 1953, les troupes américaines déployées en Corée du Sud reçoivent pour mission d'assurer une présence dissuasive vis-à-vis de la Corée du Nord. Elles doivent en outre contribuer, avec celles stationnées au Japon, au dispositif militaire américain mis en place dans la région en vue d'endiguer l'expansionnisme soviétique en Extrême-Orient.

Quant à la nouvelle situation stratégique créée par l'après-guerre froide, elle a conduit Washington à recentrer son effort militaire tant au Japon qu'en Corée du Sud contre les menaces propres à la péninsule coréenne¹¹⁵...

2. Des relations à l'évidence sous-tendues par la prééminence des questions d'ordre économique

Seul pays du monde afro-asiatique ayant su répondre au défi occidental et réussir une révolution industrielle entreprise à partir de 1868, le Japon est aujourd'hui la deuxième puissance économique, industrielle et financière de la planète, bien qu'il ait subi les effets de la crise boursière asiatique de 1997-1998, et a rejoint ainsi les Etats-Unis et l'Europe au sein de la « *triade économique* »¹¹⁶. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. le Japon réalisait ainsi en 1993 quelque 15 % de la valeur évaluée de toutes les activités économiques dans le monde, la part des Etats-Unis étant à l'époque de 25 % et celle de l'Allemagne de 8,3 %. Il occupait par ailleurs en 1998 le deuxième rang mondial pour son produit national brut (PNB), avec 5.149.185 millions de dollars, derrière les Etats-Unis (\$ 7.433.517 millions) et devant l'Allemagne (\$ 2.364.632 millions), la France (\$ 1.533.619 millions), le Royaume-Uni (\$ 1.152.136 millions), l'Italie (\$ 1.140.575 millions) et la Chine (\$ 906.079 millions), ce même PNB représentant l'année précédente, soit en 1997, les deux tiers des économies des pays d'Asie orientale... Il venait, toujours en 1998, au troisième rang mondial pour son produit intérieur brut (PIB) par habitant, avec \$ 36.570 derrière le Luxembourg (\$

¹¹⁴ : ainsi que le sud de l'île Sakhaline.

¹¹⁵ : cf **paragraphe III ci-dessous.**

¹¹⁶ : cf Aymeric Chauprade, dans son ouvrage « *Introduction à l'analyse géopolitique* », Editions Ellipes, Paris, 1999.

42.110) et la Suisse (\$ 36.570)¹¹⁷. Il se place enfin aujourd'hui au quatrième rang mondial pour son indice de développement humain¹¹⁸.

Cette réussite économique de l'archipel nippon, d'autant plus exceptionnelle que ce dernier ne dispose pas de ressources naturelles, lui a permis de bouleverser les équilibres mondiaux et de modifier son statut géopolitique. Tel est le cas en Asie où le Japon peut peser de tout son poids sur l'économie de nombre de pays. A cet égard, au-delà de l'héritage douloureux de la Seconde Guerre mondiale et des incompréhensions existant encore entre le Japon et la péninsule coréenne, les relations actuelles entre Tôkyô et la Séoul sont fondamentalement bonnes. Le Japon et la Corée du Sud partagent en effet des intérêts communs, économiques et stratégiques, qui les rendent fortement interdépendants. Le traitement des questions économiques incite en outre la Corée du Nord, en proie aujourd'hui à d'énormes difficultés économiques, à assouplir quelque peu ses positions et à rechercher l'aide financière et matérielle de Tôkyô.

De fait, l'économie reste aujourd'hui un facteur déterminant des relations que le Japon entretient avec les deux Etats coréens.

21/ Les relations économiques nippo-coréennes actuelles s'inscrivent dans le cadre plus général d'un « retour » du Japon en Asie

Depuis la fin de la guerre froide, le Japon s'efforce de renouer des relations – pour l'heure essentiellement économiques – avec les autres pays d'Asie. Ce « retour » de l'archipel nippon sur le continent asiatique, qui a pour effet de contribuer de façon significative au développement de celui-ci, se traduit de deux façons. Le Japon, véritable « locomotive économique » de l'Asie, est ainsi le pays qui investit aujourd'hui le plus dans cette région du monde¹¹⁹, tout comme il pèse d'un poids considérable au sein du *Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC)* sur les économies des pays asiatiques membres de cette organisation, parmi lesquels figure la Corée du Sud.

211/ Le Japon est aujourd'hui le pays qui investit le plus en Asie

Le Japon est le pays qui a investi le plus dans le continent asiatique depuis le début des années 50. L'Asie est ainsi devenue en 1996 le premier client de l'archipel nippon et absorbe depuis cette date près de 40 % de ses exportations¹²⁰, tout comme elle a remplacé l'Amérique du Nord comme destination principale des investissements japonais^{121 122}.

Si le Japon a investi dans la période 1951-1990 en premier lieu en Indonésie (11.547 milliards de francs) et à Singapour (6.554 milliards de francs), il s'est aussi intéressé à la Corée du

¹¹⁷ : source : *Atlas mondial Encarta 99. Microsoft.*

¹¹⁸ : source : PNUD (*in L'état du monde 2000. Annuaire économique et géopolitique mondial*, Ed. La Découverte et Syros, Paris, 1999).

¹¹⁹ : cette hégémonie n'étant susceptible d'être contestée que par la Chine qui a amorcé son réveil.

¹²⁰ : 37,9 % précisément en 1999, devant les Etats-Unis (30,9 %) et les pays de l'Union européenne (14,7 %).

¹²¹ : avec plus de 20% de ceux-ci en 1996.

¹²² : le Japon vise entre autres objectifs le contrôle du marché automobile asiatique, sauf en Chine et en Corée du Sud. En 1995, quelque 1,2 million de véhicules de fabrication japonaise ont été produits dans les quatre grands pays de l'Asean (Indonésie, Malaysia, Philipines et Thaïlande). Les Japonais pensent, en construisant l'« *asian car* », tirer profit d'une disposition interne à l'Asean réduisant de 50% les droits de douanes pour les composants en provenance des pays signataires, malgré la concurrence de la Corée du Sud..

Sud, laquelle a bénéficié pendant la même période de 4.138 milliards de francs d'investissements de sa part, avant la Chine Populaire, les Philippines, Hong Kong, la Thaïlande, la Malaisie et Taiwan¹²³. On notera à cet égard que l'année 1973 constitue une rupture dans les relations économiques entre le Japon et les autres pays de la région asiatique. En effet, si les firmes nippones investissent jusqu'alors dans ces derniers à la fois pour contourner les barrières protectionnistes et pour établir des liens de sous-traitance, le choc pétrolier qui survient cette année-là conduit le Japon à devenir soucieux de son approvisionnement en énergie et en matières premières et à délocaliser vers l'Asie une partie de ses industries lourdes et textiles. Ces mouvements de délocalisation se multiplient à partir du milieu des années 80 du fait de l'accélération de la mondialisation et, consécutivement, d'une concurrence effrénée entre les grandes puissances industrielles, le Japon choisissant quant à lui de se spécialiser dans les produits à haute valeur ajoutée. Ces mêmes pays asiatiques constituent par ailleurs depuis cette date une base d'exportation des produits nippons vers le reste du monde.

Bien que les priorités japonaises affichées en matière économique en Asie aient évolué de façon notable¹²⁴ depuis les années 1994-1995, force est toutefois de constater que les investissements nippons en Corée du Sud continuent à représenter depuis cette date 39 % des investissements étrangers directs...

212/ Le Japon pèse aujourd'hui d'un poids considérable sur les économies des pays d'Asie orientale - dont la Corée du Sud - membres du Forum de coopération Asie-Pacifique (APEC)

Le Japon pèse aujourd'hui d'un poids considérable au sein du *Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC)* sur les économies des pays asiatiques membres de cette organisation, au nombre desquels figure la Corée du Sud.

L'*APEC*, initiée en 1989 par l'Australie qui plaidait à l'époque pour une coopération économique intergouvernementale officielle qui permettrait à l'ensemble de la région Asie-Pacifique d'élaborer une approche du *GATT*¹²⁵ et de développer une libéralisation du commerce, avait aussi pour objectif initial d'apporter une réplique à l'union économique et monétaire européenne. Dans cette organisation qui rassemble aujourd'hui des Etats aussi divers que les Etats-Unis, le Canada, le Mexique, le Chili, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Corée du Sud, la Chine populaire, Hong Kong, Taiwan et les pays de l'*Asean*¹²⁶, l'archipel nippon entend jouer un rôle de premier plan dans la région asiatique, dont plus particulièrement en Asie du Nord-Est.

¹²³ : source : OCDE.

¹²⁴ : le Japon s'intéressant davantage depuis cette date à la Chine populaire, à l'Indonésie, aux Philippines et au Vietnam.

¹²⁵ : *GATT* : *General Agreement on Tariffs and Trade*, remplacé depuis par l'*Organisation mondiale du commerce (OMC)*.

¹²⁶ : *Asean* : *Association des nations du Sud-Est asiatique*. Créée le 8 août 1967 en vue de développer la coopération régionale en Asie du Sud-Est et d'instaurer une zone de libre échange dans la région (*Asian Free Trade Area - AFTA*), l'*Asean* comprend aujourd'hui les Etats suivants : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Brunei.

22/ Les relations économiques que le Japon entretient avec la péninsule coréenne sont sous-tendues par le souci de garantir la sécurité des routes maritimes d'approvisionnement et d'exportation des produits nippons

La mer constitue à l'échelle de la planète le moyen de communications et d'échanges le plus utilisé. Le volume de ces échanges n'a cessé de croître au cours des dernières décennies compte tenu de la conteneurisation et des besoins croissants en hydrocarbures des pays industrialisés. Certaines routes maritimes, parmi lesquelles figurent celles qui empruntent les détroits malais et traversent la mer de Chine méridionale en direction du Japon et de la Corée, sont devenues aujourd'hui vitales pour l'économie mondiale.

Dans ces conditions, l'archipel nippon, dont la prospérité repose toujours sur la transformation de matières premières importées et sur l'exportation de produits manufacturés et qui est de ce fait fortement dépendant du marché mondial, manifeste le souci permanent de préserver cette liberté des échanges par voie de mer. Cette conscience qu'a le Japon de sa vulnérabilité dans ce domaine l'a incité à accorder une grande importance au domaine maritime et à sa marine de commerce. On notera à cet égard que nombre de Japonais se montrent aujourd'hui favorables au développement d'une capacité de défense plus importante de leur pays, dans le but d'assurer une meilleure protection de ces lignes de communications et d'approvisionnement maritimes.

23/ L'archipel nippon a en Asie orientale la géopolitique que lui permettent ses ressources naturelles...

Malgré ses succès économiques, le Japon présente, outre son statut insulaire en marge du continent asiatique, deux autres facteurs de dépendance géopolitique. Il s'avère en effet :

- d'une part, que pour des raisons géologiques, il présente - à la grande différence là encore des Etats-Unis et de l'Europe - une très forte dépendance à l'importation de ressources énergétiques et de matières premières, dont la rareté constitue son « *talon d'Achille* »¹²⁷ ;

- d'autre part, qu'il se trouve aujourd'hui en état de dépendance alimentaire, et ce malgré l'intense - et ancienne - mise en valeur de son territoire : il est ainsi le premier importateur mondial de produits alimentaires, ces importations couvrant aujourd'hui un tiers de ses besoins...

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que ses principaux fournisseurs, essentiellement en matières premières, soient des pays asiatiques. C'est ainsi qu'en 1999, 46,2 % des importations japonaises provenaient de pays d'Asie, pour 24 % des Etats-Unis et 13,9 % des pays de l'Union européenne¹²⁸.

231/ La forte dépendance du Japon et des deux Corées en hydrocarbures

¹²⁷ : on notera à cet égard que l'accès aux matières premières minérales et végétales explique en partie la particularité de la géopolitique économique nipponne face à la politique américaine : prudence et pragmatisme face aux conflits régionaux et aux zones de tensions (Proche et Moyen-Orient), recherche de stabilité des pays fournisseurs, contrats de fournitures à long terme en échange de technologies et d'investissements, délocalisations d'activités afin de disposer d'approvisionnements sûrs, etc.

¹²⁸ : source : *L'état du monde 2000. Annuaire économique et géopolitique mondial*, Ed. La Découverte et Syros, Paris, 1999.

L'Asie orientale importe actuellement environ 50% de ses besoins en pétrole. Selon plusieurs analystes, ce pourcentage devrait augmenter jusqu'à 75% dans les premières années du XXIème siècle en raison de la poursuite du développement économique dans la région et de l'augmentation de la demande accrue en hydrocarbures qui en résultera. Le Japon ne faillit pas à ce constat : il importait ainsi 95 % de sa consommation d'énergie vers le milieu des années 90 en raison des besoins toujours croissants de son outil industriel et cela bien qu'il disposait d'ores et déjà d'un parc conséquent de centrales nucléaires... Il convient en outre de ne pas oublier que dans un passé proche les armées impériales japonaises ont envahi l'Indonésie pour s'attribuer les gisements pétrolifères de l'Asie du sud-est...

Quant aux deux Etats coréens, dépourvus eux aussi de ressources propres suffisantes, leurs économies sont encore plus dépendantes de l'étranger sur le plan énergétique que celle du Japon. En particulier, la demande de pétrole brut de la Corée du Sud augmente de 20% par an, compte tenu des besoins croissants de l'industrie chimique, de la sidérurgie et de l'industrie navale de celle-ci. Ces besoins devraient croître d'environ 128% d'ici l'an 2010¹²⁹ avec 249 millions de tonnes de pétrole pour la période 1992-2010. De son côté, la Corée du Nord, si elle produit encore - difficilement - du charbon, reste totalement dépendante de l'étranger pour ses besoins en hydrocarbures. Elle se voit ainsi contrainte d'importer du pétrole de Chine par voie terrestre et d'Iran, éloigné de 7.000 milles, par voie maritime... quand elle n'en obtient pas - irrégulièrement, il est vrai... - des Etats-Unis¹³⁰, en contrepartie de son engagement à renoncer à son programme nucléaire militaire... Aussi, dans l'hypothèse d'une réunification coréenne, les problèmes énergétiques pourraient devenir cruciaux dans la péninsule...

232/ Les ambitions rivales de Tôkyô et de Séoul, s'agissant de l'exploitation des gisements d'hydrocarbures et de gaz naturel d'Extrême-Orient

Le Japon, tout comme la Corée du Sud, a des besoins importants en hydrocarbures et en gaz naturel. Or, l'Asie orientale recèle des gisements importants et pour l'heure non exploités de ces ressources. C'est ainsi que la question de l'appropriation du plateau continental de la mer du Japon fait depuis la fin des années 60 l'objet de revendications unilatérales répétées de la part des Etats riverains. Les premières revendications ont eu pour origine la parution en 1969 d'un rapport de *la Commission économique des Nations Unies pour l'Asie de l'Est (ECAFE)*. Ce document concluait en effet que la portion du plateau continental située entre Taiwan et le Japon pourrait constituer l'un des réservoirs les plus importants de la région en hydrocarbures et en gaz naturel. Il en résulta pas moins de treize conflits entre le Japon, la Corée du Sud et Taiwan¹³¹...

Quant aux gisements sibériens de gaz naturel, ils attirent eux aussi les convoitises de Tôkyô et de Séoul. Le gaz sibérien pourrait en effet être exporté vers la Corée du Nord en passant par la Corée du Nord, de même que celui de l'île russe de Sakhaline pourrait être exporté vers la Corée du Sud et le Japon par pipelines et tankers. Toutefois, de tels projets ne devraient pas manquer de rencontrer des difficultés d'ordre économique mais aussi et surtout politique, en raison d'une opposition fort probable de la Chine populaire et de la Corée du Nord.

¹²⁹ : selon l'Association pour l'énergie de la Corée du Sud.

¹³⁰ : cf **paragraphe III/3 ci-dessous**.

¹³¹ : la Chine populaire affirma elle aussi des revendications à partir de 1970 sur une partie du plateau continental en mer de Chine orientale.

233/ La question de l'utilisation des ressources halieutiques est au cœur du contentieux opposant actuellement l'archipel nippon à la Corée du Sud, s'agissant de l'appropriation du plateau continental de la mer du Japon

La mer, source de richesse traditionnelle avec la pêche, est devenue, avec les récents progrès technologiques, un objet de conflit et les querelles de délimitation de souveraineté se sont multipliées. Par ailleurs, la perspective très prochaine de l'exploitation d'importantes ressources de minerais océaniques¹³² éveille les convoitises. Ces conflits de souveraineté, réactualisés avec la question de la délimitation des zones économiques exclusives (ZEE)¹³³ consécutive à la tenue de la troisième Convention des Nations Unies¹³⁴ sur le droit de la mer de 1982, s'exacerbent ainsi en Asie du Nord-Est.

A cet égard, l'intérêt marqué du Japon pour l'enjeu spatial régional que constitue la question de l'appropriation du plateau continental de la mer du Japon trouve deux explications : cette étendue maritime lui permet en effet de se « *redimensionner* », tout comme elle constitue une source importante de richesses halieutiques pour satisfaire les besoins de sa population. Le plateau continental nippon, avec ses 440.000 km² à moins de 200 mètres de profondeur, équivaut ainsi à plus d'une fois la surface terrestre du pays (377.737 km²). Quant à la zone économique exclusive (ZEE) de l'archipel japonais, elle s'étend sur plus de 4,5 millions de km², multipliant ainsi cette même superficie par douze. Cette ZEE permet ainsi au Japon, classé au cinquantième rang mondial pour sa surface terrestre, d'arriver en revanche au sixième rang pour la surface totale... Par ailleurs, l'halieutique, qui occupe depuis toujours une place prépondérante dans l'alimentation des Japonais, constitue pour l'archipel un atout historico-géographique majeur. La ZEE procure en effet au Japon une économie d'espace terrestre considérable, d'autant que la surface agricole utile du pays est réduite¹³⁵, tout comme elle fournit la moitié de la pêche japonaise.

De fait, le Japon entre en rivalité avec la Corée du Sud pour l'appropriation du plateau continental nippon-coréen, situé dans la mer du Japon à l'endroit du détroit de Corée. Ce contentieux concourt en outre à expliquer ceux relatifs à la souveraineté d'îlots inhospitaliers comme les Takeshima ou les rochers Danjo¹³⁶. Il a eu pour conséquence l'arraisonnement, ces dernières années, de plusieurs navires de pêche japonais croisant dans ces zones par les garde-côtes sud-coréens...

24/ Des relations économiques nippon-sud-coréennes marquées par une forte interdépendance

La Corée du Sud est aujourd'hui un pays développé¹³⁷ qui dispose d'un allié de poids avec les Etats-Unis. L'affirmation de sa puissance géopolitique – qui reste au demeurant largement

¹³² : soit les nodules polymétalliques.

¹³³ : soit les zones des 200 milles.

¹³⁴ : dite Convention de Montego Bay.

¹³⁵ : il faudrait en effet, d'après certains calculs, multiplier les surfaces cultivées par deux pour obtenir l'équivalent des protéines animales qui sont fournies par la mer...

¹³⁶ : cf **paragraphe I/14/142 et I/14/143 ci-dessus**.

¹³⁷ : la Corée du Sud avait en 1997 une population de quelque 45,991 millions d'habitants (ce chiffre devant atteindre 54 millions en 2030), un produit national brut (PNB) de 485 milliards de dollars courants (soit un PNB par habitant de 13.430 dollars de parité de pouvoir d'achat) (source : *L'état du monde 2000. Annuaire économique et géopolitique mondial*, Ed. La Découverte et Syros, Paris, 1999).

géoéconomique et pour le moins fragile, comme l'a montré la crise boursière asiatique de 1997-1998 – est toutefois contrecarrée par un adversaire potentiel de taille, à savoir le Japon.

Toutefois, les bonnes relations de Tôkyô avec Séoul s'avèrent indispensables, car les intérêts économiques priment aujourd'hui. C'est ainsi qu'un examen attentif des relations économiques nippo-sud-coréennes permet de conclure à une interdépendance des deux pays : dépendance du Japon de ses exportations et investissements en Corée du Sud ; dépendance - totale aujourd'hui - de l'économie sud-coréenne de celle de l'archipel nippon...

241/ Le Japon est aujourd'hui le premier partenaire commercial de la Corée du Sud, le principal investisseur dans le pays et également son principal créancier

Le Japon est aujourd'hui le premier partenaire commercial de la Corée du Sud, le premier investisseur dans le pays mais également son principal créancier. Ces relations économiques étroites entre l'archipel nippon et la République de Corée remontent à la normalisation des rapports entre les deux pays, intervenue en 1965, le choix de Tôkyô étant officiellement clair à l'époque : coopération politique, économique et stratégique avec Séoul, sous le parrainage de Washington.

Ainsi, durant la décennie qui a suivi la conclusion du traité nippo-coréen de 1965, le Japon a investi en Corée du Sud bien plus que n'importe quel autre pays, pour un total d'un milliard et demi de dollars d'aides, de crédits et de prêts, permettant ainsi le démarrage économique sud-coréen. De cette époque date aussi la dépendance économique de la Corée du Sud à l'égard de l'archipel nippon, celle-ci, bien qu'étant en sensible diminution depuis le milieu des années 90¹³⁸, étant aggravée depuis cette même date par une dette extérieure considérable¹³⁹.

On notera enfin que ces échanges économiques étroits se sont doublés, toujours à partir de 1965, d'échanges institutionnels renforcés, avec la création de divers organismes bilatéraux de coopération publics et privés, notamment dans les domaines commerciaux et financiers.

242/ Une dépendance de l'économie sud-coréenne de celle du Japon encore accrue par les effets de la crise boursière asiatique de 1997-1998

La crise économique qui fragilise le Japon depuis l'éclatement de la bulle financière du début de la décennie 90 et a ébranlé dans le pays le système du « *Triangle de fer* »¹⁴⁰, a été aggravée par la tourmente monétaire et financière qui a affecté l'ensemble de la région asiatique en 1997 et 1998. Elle a aussi touché la Corée du Sud, déjà fortement dépendante de l'économie nipponne. C'est ainsi que selon les estimations officielles sud-coréennes de la fin 1999, le plein redressement économique demanderait encore deux ou trois ans...

25/ Les relations économiques du Japon avec la Corée du Nord sont marquées par le souci constant de Tôkyô – et de Séoul – d'enrayer l'isolement

¹³⁸ : alors que 40 % des importations sud-coréennes provenaient de l'archipel nippon en 1965-1975, le chiffre tournait en 1995 autour de 24 %.

¹³⁹ : cette dette extérieure totale représentait ainsi en 1997 quelque 143,37 milliards de dollars (pour 8,41 milliards en 1975 et 54,59 milliards en 1985)...

¹⁴⁰ : soit le triptyque bureaucratie, parlementaires et secteur privé.

croissant de Pyongyang et de prévenir une crise majeure dans le nord de la péninsule coréenne

La question de la partition de la péninsule coréenne – et de l'existence dans le nord de celle-ci de l'un des derniers bastions du stalinisme – n'a pas empêché le Japon de développer certains échanges commerciaux avec la République populaire démocratique de Corée (RPDC), et ce dès 1956. Ces échanges, d'abord effectués par l'intermédiaire de la Chine, l'ont été directement depuis 1961. Il faut toutefois attendre 1972 pour qu'ils prennent une certaine ampleur, avec la conclusion d'un premier accord commercial entre les deux pays¹⁴¹, permettant aux exportations japonaises vers la Corée du Nord d'atteindre en 1975 la somme de 180 millions de dollars¹⁴².

La fragilité de l'économie nord-coréenne empêchera toutefois ces investissements de se développer. C'est ainsi qu'ils sont en chute libre depuis le début des années 80, la Corée du Nord étant par ailleurs redevable à cette date de quelque 600 millions de dollars aux exportateurs japonais. De fait, le ministère de l'industrie et du commerce nippon décide en 1986 de suspendre la garantie qu'il accordait aux crédits nord-coréens. Il faut attendre 1988 pour que la situation s'améliore, après que le président sud-coréen Roh Tae-woo ait donné son feu vert à une amélioration des relations nippo-nord-coréennes. Les premières ouvertures de Tôkyô en direction de Pyongyang, au début vertement rejetées, sont finalement acceptées en 1990. Ce revirement de Pyongyang s'explique par le fait que la Corée du Nord, qui connaît déjà à l'époque une situation économique catastrophique - tout comme elle ne peut compter désormais ni sur une Union soviétique agonisante en train de nouer des relations avec Séoul, ni sur une Chine aux prises avec ses propres problèmes... - se voit dans l'obligation de rechercher de nouveaux partenaires économiques, quels qu'ils soient...

De son côté, le Japon appréhende les conséquences qui pourraient résulter d'une aggravation de la famine qui ravage actuellement la Corée du Nord voire de l'effondrement économique de celle-ci. En effet, parmi les *scenarii* catastrophe pouvant résulter d'une telle situation pourraient figurer une attaque surprise de la Corée du Sud par les troupes du régime nord-coréen de Kim Jong-il dans le but de « masquer » et de surmonter les difficultés internes du Nord¹⁴³, tout comme un exode massif de *boat-people* nord-coréens vers les côtes nippones¹⁴⁴...

3. Des relations par dessus tout conditionnées par la menace de prolifération nucléaire nord-coréenne, par les incertitudes qui pèsent quant à l'évolution politique de la péninsule coréenne avec le spectre d'une réunification surprise « à l'allemande »

¹⁴¹ : protocole d'accord sur l'encouragement des échanges commerciaux, *Bôeki Sokushin ni kansuru Gô-i-sho*.

¹⁴² : le Japon vend essentiellement à la RPDC des équipements industriels.

¹⁴³ : à cet égard, force est de constater, si l'on observe le passé, que l'une des causes de l'attaque japonaise de la base navale américaine de Pearl Harbor dans le Pacifique en 1941, a été l'isolement économique du Japon suite à l'embargo ABCD (Etats-Unis, Angleterre, Chine et Pays-Bas) décidé à son encontre.

¹⁴⁴ : à cet égard, il convient de noter qu'un diplomate japonais a été nommé pour suivre cette question. Les autorités nippones estiment en effet aujourd'hui - compte tenu de la progression démographique - à 300.000 individus les Nord-Coréens qui pourraient chercher refuge au Japon en cas d'effondrement du régime de Pyongyang...

ainsi que par le risque d'un désengagement militaire américain, même limité, en Asie orientale

Le Japon a commencé au début des années 90, soit avec la fin de la guerre froide, à s'impliquer davantage dans les affaires de sécurité intéressant le continent asiatique, dont plus particulièrement celles relatives aux évolutions en Chine populaire et dans la péninsule coréenne¹⁴⁵. Cette attitude nouvelle de la part des dirigeants nippons s'explique par la modification des données géostratégiques de la région. La Russie ne fait en effet plus partie aujourd'hui des menaces prioritaires définies par le *Livre blanc de la défense* japonais¹⁴⁶. En revanche, trois nouvelles menaces se profilent pour l'archipel nippon, constituées par la prolifération nucléaire nord-coréenne, par les incertitudes réelles qui pèsent quant à l'évolution politique de la péninsule coréenne, avec le spectre d'une réunification surprise « à l'allemande » et par le risque d'un désengagement militaire américain - même limité - en Asie orientale.

31/ La menace actuelle de prolifération nucléaire en Corée du Nord

En ce début du XXIème siècle, il s'avère que seule la diffusion croissante de l'arme nucléaire en Asie est de nature à conduire un jour à un affrontement stratégique majeur dans cette région du monde. L'existence aujourd'hui de trois puissances nucléaires déclarées dans cette région, à savoir la Chine, l'Inde et le Pakistan et de plusieurs détenteurs potentiels, constitués par le Japon, les deux Corées et Taiwan crée, sinon les conditions d'un conflit réel, tout au moins une dynamique inquiétante¹⁴⁷. C'est ainsi que le régime nord-coréen de Pyongyang a développé à partir des années 70 un important appareil militaire qui en fait aujourd'hui le premier pays du monde en termes de dépenses militaires par habitant¹⁴⁸. La Corée du Nord, aidée par l'Iran qui finance aujourd'hui sa recherche balistique, s'est ainsi dotée d'une force de frappe nucléaire et de capacités conséquentes dans le domaine des missiles. Cette capacité stratégique, qui contraste avec la grande pauvreté économique du pays, en fait aujourd'hui une puissance d'autant plus redoutée en Asie orientale que l'on ignore les objectifs géopolitiques réels des dirigeants de Pyongyang : la Corée du Nord cherche-t-elle simplement à se sanctuariser pour protéger un régime toujours plus isolé depuis l'effondrement de l'Union soviétique en 1991 ou bien finira-t-elle par accepter une réunification amorcée par Séoul ? La question reste entière. Toujours est-il que Pyongyang n'a cessé de multiplier les

¹⁴⁵ : le Premier ministre japonais Yasuhiro Nakasone évoquait ainsi en avril 1992, lors de la troisième Conférence sur la sécurité en Asie, le besoin de créer une « maison commune du Pacifique » au sein de laquelle le Japon jouerait un rôle moteur.

¹⁴⁶ : c'est ainsi que le directeur général de l'Agence de défense japonaise, l'équivalent de notre ministère de la Défense, Hideo Usui, s'est rendu à Moscou en mai 1996 afin de renforcer le dialogue de sécurité au plus haut niveau entre les deux pays. Ces négociations ont débouché sur la signature d'un accord d'échange d'informations dans le domaine de la défense, constituant une grande première dans les relations diplomatiques russo-japonaises, comprenant notamment une obligation d'information réciproque, s'agissant des manœuvres militaires d'envergure envisagées ainsi que l'autorisation pour les navires de la flotte de guerre chaque partie de mouiller dans les ports de l'autre.

¹⁴⁷ : cf François Godement, dans son article « Etats-nations ou régions en Asie orientale ? », in *RAMSES 2000*, Ed. Dunod, Paris 1999.

¹⁴⁸ : la Corée du Nord, dont la population était en 1997 de 22,893 millions d'individus (29 millions prévus pour 2030), consacrait ainsi en 1995 quelque 28,6% de son PNB aux dépenses militaires...

provocations ces dernières années à l'égard des Etats-Unis, du Japon et de la Corée du Sud, s'agissant de sa capacité nucléaire.

La Corée du Nord, signataire du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) de mai 1985, refuse en effet dans un premier temps à la mi-novembre 1991 la dénucléarisation de la péninsule coréenne que lui propose la Corée du Sud¹⁴⁹ ainsi que l'inspection de ses installations nucléaires par les experts de l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA). Elle revient toutefois sur sa décision le 31 décembre de la même année, acceptant de signer l'accord que lui soumet Séoul. Cet accord, au demeurant difficilement applicable, compte tenu des nombreuses divergences et de la méfiance qui séparent les deux Etats coréens, prévoit une inspection mutuelle des installations nucléaires. Il est complété en janvier 1992 par diverses garanties accordées par Pyongyang à l'AIEA. Ces dernières sont toutefois éphémères, Pyongyang faisant part le 11 mars 1993 sa décision de se retirer du traité TNP, dans le but d'échapper à l'inspection de deux de ses centres militaires par les experts de l'AIEA et provoquant de ce fait une grave crise internationale. Il faut attendre le 26 février 1994 pour que Pyongyang accepte de signer un accord autorisant l'inspection de ses installations nucléaires... avant qu'elle ne dénonce celui-ci un mois plus tard... La fin de l'année 1994 voit toutefois la signature d'un accord bilatéral entre Washington et Pyongyang relatif au gel du programme nucléaire militaire nord-coréen, suivi au début 1995 de la levée partielle de l'embargo américain - en vigueur depuis 1950 - contre la Corée du Nord.

Les craintes du Japon au sujet de la prolifération nucléaire nord-coréenne redoublent quatre ans plus tard, en 1998. Les Etats-Unis informent ainsi le 31 août 1998 les dirigeants nippons que la Corée du Nord vient de procéder à un tir d'essai de son nouveau missile balistique d'une portée de 1.500 à 2.000 km, le *Teapo Dong 1*, l'engin s'étant abîmé dans le Pacifique, non loin de Vladivostok, après avoir survolé l'île japonaise de Honshû. Tôkyô, sous le choc, proteste contre la violation de son espace aérien et annonce immédiatement une série de mesures de rétorsion, parmi lesquelles la suspension de sa contribution financière au programme international *KEDO* (*Korean Peninsula Energy Development Organization*) mis en œuvre en vue de la construction de deux centrales nucléaires - civiles - en Corée du Nord¹⁵⁰. et le gel des envois d'argent des 180.000 Coréens vivant au Japon restés fidèles au Nord. Séoul manifeste elle aussi sa désapprobation par l'intermédiaire de son président, Kim Dae-jung¹⁵¹. Pyongyang ne se manifeste que cinq jours plus tard auprès de Tôkyô, affirmant que le tir du 31 août était en réalité le lancement suivi de la mise sur orbite d'un petit satellite artificiel devant marquer le cinquantième de la fondation de la RPDC...

Toujours lors du même été 1998, Washington accuse Pyongyang de poursuivre la construction d'une nouvelle installation nucléaire dans un site souterrain, en violation de l'accord-cadre de non-prolifération nucléaire américano-nord-coréen¹⁵² signé à Genève le 21 octobre 1994 et entré officiellement en vigueur le 9 mars de l'année suivante. De profondes excavations ont en effet été observées par les satellites de renseignement américains à Kumchangri et Taechon, soit à

¹⁴⁹ : le président sud-coréen Roh Tae-woo a annoncé le 8 novembre 1991 la dénucléarisation de la Corée du Sud, suite au retrait des armes nucléaires américaines déployées dans le pays (ce retrait sera achevé le 18 décembre de la même année).

¹⁵⁰ : Tôkyô acceptera toutefois de revenir par la suite dans le programme *KEDO*...

¹⁵¹ : le président sud-coréen Kim Dae-jung déclarait ainsi, après la polémique engagée au sujet de la nature de l'engin lancé, qu'il ignorait s'il s'agissait d'un missile ou d'un satellite, mais qu'il déplorait en revanche que le Nord dépensât tant d'argent pour de telles choses alors que sa population mourait de faim...

¹⁵² : par cet accord dit « *accord agréé* » (*agreed framework*), la Corée du Nord renonçait à ses réacteurs au plutonium contre la fourniture de pétrole américain et de deux usines nucléaires à eau légère dont la construction - effectuée en coopération avec la Corée du Sud et le Japon - et le financement, d'un montant total de 5 milliards de dollars, étaient confiés à la KEDO. Il est à noter à cet égard que cet accord de 1994 tarde toujours à être mis en œuvre. Les Etats-Unis sont en effet loin d'avoir tenu leurs engagements, s'agissant de la fourniture d'hydrocarbures : ils n'ont en effet livré depuis cette date à la Corée du Nord que 150.000 tonnes de brut sur les 500.000 prévues...

quelque 40 kilomètres seulement de Yongbyon où se trouvent les deux centres nucléaires « gelés » suite à la signature de l'accord-cadre de 1994 et susceptibles, pour nombre d'analystes internationaux, d'avoir été utilisés jusqu'à cette date pour la fabrication d'armes nucléaires... Sur ces entrefaites, Pyongyang nie les affirmations américaines selon lesquelles la Corée du Nord construit à Kumchangri des installations semblables à celles de Yongbyon, mais refuse en même temps en novembre 1998 aux Etats-Unis la seule mesure permettant de clarifier la situation, à savoir l'accès au site. Il faut attendre la mi-mars 1999 pour que la Corée du Nord autorise les experts américains à effectuer un nombre illimité de visites sur le site, dont la première est effectuée en mai de la même année¹⁵³.

Quoi qu'il en soit, il apparaît aujourd'hui clairement que les Nord-Coréens ont atteint un haut niveau technologique dans le domaine des missiles¹⁵⁴ et que cela pose des problèmes graves de sécurité pour leurs voisins - dont le Japon - légitimement inquiets quant à la prolifération dont la Corée du Nord pourrait se rendre coupable : Pyongyang n'envisage-t-il pas la réalisation pour l'horizon 2004 d'une version *Taep'o-Dong 2* améliorée de son missile *Taep'o-Dong 1*, d'une portée de 4.000 à 6.000 km et qui pourrait ainsi atteindre Hawaii et l'Alaska ?... Ces inquiétudes sont renforcées par le fait que la Corée du Nord est en mesure d'exporter son savoir-faire balistique vers d'autres pays de la région asiatique, comme le Pakistan¹⁵⁵. Par ailleurs, une conséquence de cette crise a été la réconciliation de la Corée du Sud avec le Japon et l'établissement d'une concertation militaire entre les deux pays, Washington en profitant de son côté pour renouveler ses offres aux pays de la région concernant son système de défense anti-missiles de théâtre (*Theater missile defense – TMD*)¹⁵⁶. On notera à cet égard que le Japon - déjà très préoccupé par les questions relatives à la prolifération nucléaire avec les essais nucléaires indo-pakistanaïes de la mi-mai 1998 - et désormais à portée des missiles nord-coréens et chinois, tout comme Taiwan, se montre intéressé par ces offres et envisage de fournir un soutien financier au projet, tout comme il a annoncé sa décision de développer un satellite de reconnaissance pour les besoins de ses services militaires de renseignements...

32/ Le spectre d'une réunification surprise de la péninsule coréenne « à l'allemande »

A l'arrière-plan des relations diplomatiques existant entre le Japon et les deux Corées se profile l'ombre d'une réunification toujours possible de la péninsule coréenne. Or, ce que les trois

¹⁵³ : on notera à cet égard que les Américains n'ont pas accédé pour autant aux demandes exorbitantes d'indemnisation formulées par Pyongyang en échange de cet accès. Tout au plus ont-ils accepté de participer à un programme agricole bilatéral pour améliorer la production de pommes de terre dans une Corée du Nord actuellement ravagée par une famine sans précédent...

¹⁵⁴ : ainsi, selon le *Jane's Defense Weekly* (9 septembre 1998), la réalisation du missile nord-coréen *Taep'o-Dong 1*, qui témoigne d'un saut technologique important, a bénéficié de l'aide d'ingénieurs russes et ukrainiens et d'échanges technologiques à l'occasion des projets pakistanaïes *Ghauri* et iranien *Shahab 3*. On est même conduit à penser que des observateurs iraniens étaient présents lors du lancement du missile le 31 août 1998...

¹⁵⁵ : la Corée du Nord pourrait aussi le faire avec l'Iran et la Syrie. Elle tirerait ainsi 100 millions de dollars par an de ces ventes (*Korea Times*, avril 1999).

¹⁵⁶ : le concept américain de *Theater missile defense (TMD)*, qui a succédé à l'« initiative de défense stratégique » (*IDS*) initiée par le président Reagan, encore connue sous le nom de « guerre des étoiles », a été développé à l'origine pour la protection des forces américaines contre un adversaire doté de missiles balistiques. Dans les années 90, l'attention s'est portée sur les Etats « parias » (*rogue states*), dotés de capacités biologiques et chimiques et cherchant à se doter de capacités nucléaires, mis au ban de la société internationale par les Etats-Unis et peu susceptibles d'être sensibles à la dissuasion nucléaire.

parties semblent avant tout vouloir éviter, c'est une réunification surprise « à l'allemande ». La Corée du Sud étant dans l'impossibilité d'assumer seule le poids d'un tel événement, ce seraient en effet les Etats-Unis et le Japon qui devraient alors porter la péninsule coréenne entière à bout de bras. L'urgence est donc pour Tôkyô - et Washington - de stabiliser la Corée du Nord, de lui retirer son caractère menaçant avec son arsenal nucléaire et de retarder, avec l'accord de Séoul, la réunification coréenne jusqu'au moment opportun...

321/ La politique suivie par Pyongyang, s'agissant de la réunification de la péninsule coréenne

L'échec du projet d'unification de la péninsule coréenne par les armes, avec la fin de la guerre de Corée en 1953, conduit le régime pro-stalinien de Pyongyang à adopter une nouvelle stratégie en vue d'une réunification des deux Corées. Cette stratégie, toujours actuelle, est formulée officiellement en février 1964, lors de la huitième session plénière du IV^{ème} Comité central du *Parti du Travail de Corée (PTC)*¹⁵⁷. Depuis cette date, Kim Il-sung s'est ingénié à élaborer une théorie d'une « révolution sud-coréenne » s'appuyant sur trois catégories de forces révolutionnaires : nord-coréennes, sud-coréennes et internationales, en vue de parvenir à une réunification nationale sous le drapeau rouge.

Toutefois, cette théorie profondément marquée par l'idéologie, évolue au cours des décennies 60 et 70, en raison d'un contexte nouveau. En effet, Pyongyang, en quête de son indépendance idéologique et politique à l'égard de ses deux grands voisins socialistes, la Chine et l'Union soviétique, après le conflit sino-soviétique des années 60 et désireux de s'affirmer au sein du mouvement des pays non-alignés, cherche alors à faire appel aux sentiments nationalistes du peuple sud-coréen plutôt qu'aux idéaux marxistes-léninistes. C'est ainsi qu'après son appel aux Etats-Unis en vue de transformer en traité de paix l'accord d'armistice de 1953 entre les deux Corées, Kim Il-sung, par ailleurs encouragé par le soulèvement populaire - durement réprimé - de Kwangju¹⁵⁸ en Corée du Sud, formule le 10 octobre 1980 une proposition en dix points lors du VI^{ème} Congrès du PTC en vue de la création d'un Etat coréen fédéral baptisé « République fédérale démocratique de Koryô » (RFDK)¹⁵⁹. La Corée du Sud, favorable à l'époque à une confédération¹⁶⁰ garante d'une coexistence pacifique avec sa voisine du Nord, estime inacceptables les exigences de Pyongyang. Ces dernières comprennent en effet le renversement préalable du régime en place à Séoul, l'abolition de la loi de sécurité nationale édictée dans le pays pour prévenir toute subversion

¹⁵⁷ : le dirigeant nord-coréen Kim Il-sung affirme alors, encouragé en ce sens par la constitution en décembre 1955 d'un Parti progressiste en Corée du Sud ainsi que par le soulèvement étudiant sud-coréen d'avril 1960 qui a conduit au renversement du régime autocratique de Syngman Rhee, que « la domination coloniale de l'impérialisme américain » en Corée du Sud traverse une crise qui va en s'aggravant, tandis que la « conscience révolutionnaire du peuple (sud-coréen) » grandit de jour en jour.

¹⁵⁸ : le 20 mai 1980, des émeutes éclatent en Corée du Sud, à Kwangju, dans la province de Cholla, suite à l'extension de la loi martiale dans l'ensemble du pays. Le bilan officiel fait état de 91 morts, mais le chiffre pourrait être en réalité de l'ordre de 200 à 1.000...

¹⁵⁹ : la RFDK envisagée par Kim Il-sung présentait les caractéristiques suivantes : indépendance et adhésion au principe du non-alignement ; démocratie ; encouragement des échanges économiques, scientifiques et culturels entre le Nord et le Sud de la péninsule ; libre utilisation des moyens de transport et de communication ; élimination des risques de confrontation militaire avec la constitution d'une armée nationale unifiée et une diminution des effectifs militaires à hauteur de 100.000 hommes au Nord et de 150.000 dans le Sud ; coordination en matière de politique étrangère dans le respect des relations diplomatiques antérieurement établies ; annulation de tous les traités militaires et internationaux conclus avec des pays étrangers ; développement de relations extérieures sur la base de l'adhésion au mouvement du non-alignement ; refus de la présence de troupes étrangères et d'armes nucléaires sur l'ensemble du territoire fédéral.

¹⁶⁰ : et non pas à une fédération...

communiste ainsi que le retrait total et inconditionnel des troupes américaines déployées dans le sud de la péninsule... Par la suite, la crise politique¹⁶¹ qui affecte le régime sud-coréen en 1985 oblige les dirigeants nord-coréens à réviser leur stratégie de « *révolution sud-coréenne* » : la priorité est désormais donnée aux actions en vue de manœuvrer les étudiants et les intellectuels radicaux du Sud. Cette nouvelle option prise par Pyongyang apparaît toutefois aujourd'hui pour le moins battue en brèche, en raison de l'écart de développement toujours plus grand qui se creuse entre les deux Corées et de l'évolution de l'environnement international, avec la fin de la guerre froide, les leçons tirées de la réunification allemande réalisée en 1990 et le rapprochement, aujourd'hui effectif, de Séoul avec Moscou et Beijing.

322/ Les vues de Séoul, s'agissant de la réunification coréenne

Depuis l'élection présidentielle de la fin 1997 qui a porté l'opposant Kim Dae-jung¹⁶² au pouvoir, Séoul a donné la priorité aux relations avec la Corée du Nord, en lançant une politique dite de « *sunshine* »¹⁶³ et a multiplié en conséquence les contacts avec les quatre grandes puissances directement impliquées dans le « *problème coréen* », à savoir les Etats-Unis, la Chine, la Russie et le Japon¹⁶⁴. Cette politique de Kim Dae-jung, radicalement différente de celle conduite par son prédécesseur Kim Yong-sam¹⁶⁵, consiste à prendre des engagements et à rechercher la réconciliation avec Pyongyang, tout en écartant toute idée de réunification nationale « *à l'allemande* », pour déboucher sur la reprise d'un dialogue direct entre les deux Etats, interrompu depuis la crise provoquée par le retrait de la Corée du Nord du traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Pour l'heure, Pyongyang n'a pas répondu favorablement à cette politique de la main tendue initiée par Séoul, posant toujours comme condition préalable à toute amélioration des relations entre les deux Corées le retrait inconditionnel des soldats américains stationnés au Sud...

323/ Quelle réunification pour les deux Corées ?

La Corée du Nord, aujourd'hui très isolée et en proie à des difficultés économiques énormes, n'a plus à l'évidence les moyens nécessaires à la réalisation de ses ambitions du passé, à savoir l'absorption de sa voisine du Sud. De son côté, la Corée du Sud, qui a observé attentivement les difficultés de la réunification allemande, se montre aujourd'hui beaucoup moins enthousiaste qu'il y a une dizaine d'années pour une réunification rapide. De fait, les autorités de Séoul veulent éviter à

¹⁶¹ : cette crise voit la plus grande grève jamais organisée par les syndicats en Corée du Sud depuis 1950 ainsi que la montée de la contestation de l'ensemble de l'opposition contre le projet de « *loi de stabilisation du campus* » (étudiant), destiné à justifier la répression des activités politiques des étudiants dans les universités sud-coréennes...

¹⁶² : Kim Dae-jung, chef de l'opposition sud-coréenne, est arrêté le 17 mai 1980, condamné à mort puis à vingt ans de prison par la junte militaire du général Chun Too-hwan qui a pris le pouvoir en Corée du Sud au moyen d'un coup d'Etat, le 12 décembre 1979. Kim Dae-jung est ensuite expulsé vers les Etats-Unis en décembre 1982 pour y suivre un traitement médical. Il rentre en Corée du Sud en février 1985 où il reprend ses activités politiques à la tête du *Parti pour la paix et la démocratie (PPD)*. Accusé en août 1989 d'avoir reçu de l'argent de la Corée du Nord, il est élu huit ans plus tard, en 1997, président de la République de Corée, succédant à Kim Young-sam.

¹⁶³ : soit encore une politique « *d'embellie* » (avec Pyongyang).

¹⁶⁴ : le président sud-coréen Kim Yong-sam s'est ainsi rendu en visite aux Etats-Unis, au Japon (7 octobre 1998), en Chine (11 novembre 1998) et en Russie (27 mai 1999).

¹⁶⁵ : Kim Yong-sam avait en effet présenté en 1993 un projet de « *réunification (de la péninsule coréenne) en trois étapes* » : préparation dans un premier temps de la « *Communauté du Nord et du Sud* » ; mise en œuvre dans un deuxième temps de la « *Communauté du Nord et du Sud* » ; réunification définitive enfin.

tout prix l'écroulement soudain du régime nord-coréen de Kim Jong-il, alors que ce dernier ne cesse d'accroître ses effectifs militaires. Quant aux quatre grandes puissances de l'Asie-Pacifique, les Etats-Unis, le Japon, la Chine et la Russie, elles craignent qu'un éventuel effondrement du régime nord-coréen ne provoque une déstabilisation de la région. C'est pourquoi Washington, suivi en cela par Tôkyô et Séoul, au-delà d'un apparent durcissement de son attitude vis-à-vis de Pyongyang, a pris aujourd'hui l'initiative d'une politique d' « *atterrissage en douceur* » (*soft landing*) du régime nord-coréen...

33/ Le maintien d'un budget de la défense élevé et la montée en puissance actuelle des forces d'autodéfense japonaises (FAD) comme parade à un éventuel désengagement américain- même limité - en Asie orientale

L'alliance avec les Etats-Unis, réaffirmée à plusieurs reprises par Washington ces dernières années, apparaît aujourd'hui essentielle pour le Japon, compte tenu du contexte géopolitique particulier de l'Asie orientale. Les dirigeants nippons sont toutefois conscients que l'importance et la physionomie de la présence américaine dans cette région après une éventuelle résolution de la question coréenne restent incertaines. Aussi, et afin de garantir la sécurité de l'archipel japonais contre les menaces qui l'entourent, entendent-ils maintenir le budget de la défense nippon à un niveau élevé et poursuivre la montée en puissance des *Forces d'autodéfense (FAD)* japonaises.

331/ La protection militaire américaine de l'archipel nippon aujourd'hui en question

« (...) le Japon est entouré de régimes totalitaires ou semi-totalitaires. Dans ce contexte, l'alliance nippo-américaine est essentielle, car tant que nous serons alliés aux Etats-Unis, nos voisins asiatiques nous feront confiance », déclarait M. Masamichi Inoki, président de l'institut de recherches sur la paix et la sécurité de Tôkyô¹⁶⁶, dans un entretien accordé en 1992 à un journaliste français¹⁶⁷. Le Japon semble ainsi privilégier le lien trans-Pacifique avec les Etats-Unis qui prévaut depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et s'est concrétisé par la signature en 1951 du traité de sécurité nippo-américain, reconduit en 1997.

A cet égard, si la permanence de la présence active des Etats-Unis en Asie-Pacifique a été solennellement réaffirmée à plusieurs reprises par Washington ces dernières années¹⁶⁸, il n'en reste pas moins que l'avenir reste pour le moins flou, s'agissant du maintien à son niveau d'aujourd'hui de la présence militaire américaine en Asie du Nord-Est après une éventuelle résolution de la question coréenne. En effet, le pré positionnement actuel de quelque 100.000 soldats américains en Corée du Sud, au Japon et à Guam tout comme le renforcement de la politique américaine de lutte contre la prolifération nucléaire, sont justifiés pour l'essentiel par l'instabilité du régime nord-coréen de

¹⁶⁶ : par ailleurs dirigeant pendant dix-huit ans de l'Académie militaire japonaise.

¹⁶⁷ : Isabelle Baechler, journaliste à France 2 cf revue Relations internationales et stratégiques N° 8, Hiver 1992, Dossier Le Japon, Ed. L'Harmattan).

¹⁶⁸ : la politique inaugurée par les Etats-Unis à l'ère Reagan, au nom de la capacité à combattre simultanément sur plusieurs fronts, a abouti à augmenter considérablement la part des armements, conventionnels ou non, que l'armée américaine déploie en Asie-Pacifique. De son côté, l'Administration Clinton définissait en effet dès 1993 sa politique asiatique d'*engagement and enlargement* comme reposant sur le maintien d'une présence américaine outre-mer pour faciliter le développement d'un environnement international stabilisé et l'extension des valeurs de la démocratie libérale.

Pyongyang. Un certain nombre de signes attestent par ailleurs du souhait des Etats-Unis de voir leurs alliés de la région s'engager davantage militairement à leurs côtés au titre du *burden sharing*¹⁶⁹. Pour illustrer ce propos, on retiendra, à titre d'exemple, le fait que le Japon a étendu ses patrouilles maritimes de 500 à 1.500 milles... à la demande expresse des Etats-Unis. Soutenant cette présence américaine en l'estimant indispensable à la stabilité de l'Asie-Pacifique, une majorité des Etats de la région - dont au premier chef le Japon et la Corée du Sud - est donc particulièrement attentive aux débats politiques en cours à Washington sur la réduction éventuelle des dépenses militaires ainsi qu'aux critiques du Sénat américain sur l'actuelle politique nord-coréenne du gouvernement Clinton.

Par ailleurs, la dégradation récente des conditions de sécurité en Asie orientale, consécutive au tir du missile balistique nord-coréen au-dessus du territoire japonais le 31 août 1998, tout comme le rapprochement de circonstance amorcé par la Chine et la Russie, amènent le Japon et la Corée du Sud à s'interroger sur la réalité de la protection offerte par Washington. Le récent resserrement des relations constaté entre les deux pays, présentés comme les principaux soutiens et alliés des Etats-Unis dans la zone, témoigne sans doute d'une certaine lassitude devant l'emprise politique américaine en Asie mais aussi et surtout de leur volonté de peser davantage dans le dialogue interrégional établi sur les questions de sécurité. C'est ainsi, entre autre, que le général japonais Fumio Kyuma, directeur de l'Agence de défense japonaise s'est rendu le 14 janvier 1997 en Corée du Sud pour une visite de trois jours¹⁷⁰.

Certes, le traité de sécurité nippo-américain de 1960 a vu ses modalités d'application redéfinies avec la signature, le 23 septembre 1997, d'un nouvel accord intitulé *Guidelines for US-Japan Defense Cooperation*¹⁷¹. Ce dernier texte, s'il semble devoir entériner le rapprochement entre le Japon et les Etats-Unis et fait bien évidemment suite à l'évolution de la situation en Corée du Nord bien plus qu'à la crise de Taiwan, n'en reste pas moins un accord international. Ses dispositions, qui ne sont donc pas impératives, sont de ce fait sans réelles obligations pour les deux parties que celles incluses dans le traité de 1960. Par ailleurs, les relations du Japon avec l'allié américain deviennent plus difficiles aujourd'hui sur les deux plans économique et politique, malgré ce resserrement significatif de la coopération militaire. Elles sont tendues au plan commercial, en raison de l'annonce faite en février 1999 d'une réduction des importations américaines d'acier japonais. Elles le sont aussi sur le plan politique. En effet, la classe politique japonaise est restée quelque peu perplexe devant les dernières prises de positions de la diplomatie américaine tant vis-à-vis de la Chine¹⁷² que lors du tir balistique nord-coréen du 31 août 1998 au-dessus de son territoire¹⁷³, et ce en dépit de la visite éclair de Bill Clinton au Japon en novembre 1998 et de la réaffirmation de l'alliance nippo-américaine lors du sommet Clinton-Obushi organisé en mai 1999 à Washington...

332/ Le maintien d'un budget de la défense élevé au Japon et la montée en puissance actuelle des Forces d'autodéfense (FAD) nippones comme

¹⁶⁹ : soit de la politique du partage du fardeau, des efforts.

¹⁷⁰ : la dernière visite de ce type remontait à 1994.

¹⁷¹ : ces directives de septembre 1997 prévoient que le Japon fournira un soutien arriéré aux Etats-Unis lors de leurs opérations en Extrême-Orient (comme lors des guerres de Corée et du Vietnam), dans l'hypothèse, entre autre, d'un conflit entre les deux Corées. Elles confirment en outre la coopération militaire américaine, prévue dans les précédentes directives de 1978, en cas d'attaque contre le Japon et la réalisation d'exercices militaires conjoints.

¹⁷² : le président américain Clinton, par sa souscription verbale aux trois « non » exigés par Beijing lors de sa visite en Chine populaire de juin 1998 (« non » aux deux Chines, « non » à l'indépendance de Taiwan, « non » à l'entrée de Taiwan en tant qu'Etat dans les organisations internationales), a embarrassé ainsi les officiels japonais...

¹⁷³ : les Etats-Unis n'ont en effet pas adressé de condamnation ferme à Pyongyang pour ce tir.

parade à un éventuel désengagement militaire américain, même limité, en Asie orientale

Les interrogations stratégiques se multiplient à l'égard du Japon. Est-ce un hasard si celui-ci a aujourd'hui le deuxième budget militaire du monde ? L'archipel nippon semble ainsi avoir réalisé nombre des objectifs qui furent les siens durant les années impériales. De façon discrète, il est en train de redevenir une puissance militaire. C'est que les questions de sécurité font l'objet d'une attention nouvelle dans l'archipel depuis l'été 1994, puisque la menace soviétique est remplacée par l'instabilité de la Russie et de la Corée du Nord proliférante et par les nouvelles prétentions régionales de la Chine populaire...

Le Japon présente la particularité constitutionnelle d'avoir inscrit le renoncement à la guerre dans l'article 9 de sa Constitution¹⁷⁴. Les forces nippones, dénommées *Forces d'autodéfense (FAD)*¹⁷⁵, sont ainsi limitées à ce qui est nécessaire pour repousser une invasion avec l'aide des Etats-Unis. De fait, le budget des *FAD* est limité à 1 % du produit national brut (PNB) japonais. Ce chiffre ne doit toutefois pas faire illusion. Le budget de défense japonais est aujourd'hui considérable¹⁷⁶ : il se situait en effet en 1997 au deuxième rang mondial, derrière celui des Etats-Unis. Il a atteint ce niveau à partir de 1976, sur demande expresse de Washington. Plus récemment, le maintien de l'effort national de défense à un niveau élevé a été rendu plus crucial encore pour l'archipel nippon. C'est ainsi qu'en 1996 les radars des *FAD* n'ont pas détecté les missiles chinois tirés en direction de Taiwan... et il en a été de même pour le tir balistique nord-coréen du 31 août 1998. Par ailleurs, les *FAD* maritimes nippones ont du ouvrir le feu pour la première fois en mars 1999 lors de la poursuite de deux navires espions, apparemment nord-coréens, qui croisaient dans les eaux territoriales japonaises...

Cet effort militaire conséquent a permis au Japon de disposer aujourd'hui d'une supériorité navale absolue en Asie, mis à part la flotte des Etats-Unis, avec une marine de guerre qui se situe au cinquième rang mondial pour le tonnage. Le Japon a adopté en outre en 1995 un programme d'orientation militaire pour les années à venir qui, s'il réduit le format des *FAD* terrestres d'active de 180.000 à 145.000 hommes, maintient en revanche à leur niveau les *FAD* maritimes et aériennes ainsi que les réserves. Par ailleurs, le Japon s'est doté en 1997 de services de renseignements militaires plus autonomes, avec un *Centre général de renseignements* dépendant de son *Agence de défense* qui dispose aujourd'hui d'un satellite lui permettant de collecter des informations sur l'ensemble du globe...

34/ La volonté du Japon de s'affirmer comme un élément de stabilité du Nord-Est asiatique. Ce que la communauté internationale attend de l'archipel nippon, s'agissant de la sécurité de cette région

¹⁷⁴ : le postulat de la défense japonaise, posé par ce même article, est en effet le suivant :

« Aspirant sincèrement à une paix internationale fondée sur la force et l'ordre, le peuple japonais renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation, ou à la menace, ou à l'usage de la force comme moyen de règlement des conflits internationaux.

Pour atteindre le but fixé au paragraphe précédent il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales ou aériennes ou un autre potentiel de guerre. Le droit de belligérance de l'Etat ne sera pas reconnu. »

¹⁷⁵ : et placées sous l'autorité d'une Agence de défense, équivalent de notre ministère de la Défense.

¹⁷⁶ : bien qu'une partie de celui-ci soit utilisée pour financer la présence militaire américaine dans l'archipel et revaloriser la condition militaire japonaise, condition jugée indispensable au recrutement.

Le Japon, doté d'institutions démocratiques durant l'occupation américaine, démilitarisé et aujourd'hui militairement lié aux Etats-Unis, a réorienté son énergie, ses capacités organisationnelles, sa cohésion¹⁷⁷ et sa discipline sociale vers des objectifs économiques et commerciaux. Il aspire toutefois de plus en plus aujourd'hui à jouer un rôle sur la scène internationale¹⁷⁸ et cherche à utiliser tous les moyens possibles pour parvenir à cette fin¹⁷⁹. On relève ainsi, parmi les priorités qu'il s'est fixé, la protection de l'environnement, l'aide aux pays en voie de développement¹⁸⁰, le soutien financier aux pays d'Europe centrale et orientale, la participation à un ambitieux programme d'amélioration de la sécurité nucléaire civile dans ces mêmes pays ainsi que le contrôle des exportations d'armement¹⁸¹ et des technologies à double usage civil et militaire.

Ce souci de l'archipel nippon d'être présent sur la scène politique internationale est aussi la conséquence de l'émergence des nouvelles menaces en Asie évoquées ci-dessus, comme en témoignent les déclarations faites ces dernières années par certains responsables politiques japonais¹⁸². Il est confronté toutefois là encore au poids écrasant de l'histoire de l'archipel¹⁸³. C'est ainsi que la Corée du Sud, comme nombre d'autres pays d'Asie du Sud-Est, s'est toujours prononcée contre toute présence militaire japonaise sur son sol, que ce soit dans le cadre d'opérations de maintien de la paix (OMP) de l'Onu ou dans celui des accords de sécurité nippo-américains. Il n'en reste pas moins, toujours au plan régional, qu'une fois dépassées ces réticences liées aux souvenirs cuisants de l'impérialisme nippon, la Corée du Sud et les autres pays d'Asie orientale pourraient être tentés un jour de se rapprocher du Japon face au puissant voisin chinois...

¹⁷⁷ : fondée, entre autres, sur un peuplement dont l'homogénéité est soigneusement préservée.

¹⁷⁸ : ainsi, pour Michel Vié, la position du Japon dans le monde ne se réduit pas au contraste souvent dénoncé entre la recherche de la puissance économique et un effacement diplomatique qui paraît volontaire.

¹⁷⁹ : cf entretien de Isabelle Baechler, journaliste à France 2 avec M. Yasuhiro Nakasone, Premier ministre du Japon de 1982 à 1987 et chef du Parti libéral démocrate nippon in revue *Relations internationales et stratégiques* N° 8 - Hiver 1992, Dossier *Le Japon*, Ed. L'Harmattan) : « (...) (*le Japon*) a aussi souhaité que le G7 traite plus de questions politiques ou de sécurité. Au même titre, il nous semble légitime que l'Allemagne et le Japon soient admis au Conseil de sécurité de l'ONU, même si cela ne doit pas se faire dans l'immédiat. Mais en attendant, il est tout à fait logique que le G7 commence à traiter de questions globales. (...) »

¹⁸⁰ : premier donateur mondial, le Japon concentre aujourd'hui en Asie son aide aux pays en voie de développement (ex : Cambodge, etc).

¹⁸¹ : l'archipel nippon s'interdit en effet toute vente d'armes aux Etats communistes, aux nations pour lesquelles l'Onu a prohibé la fourniture d'armement ainsi qu'aux pays qui connaissent un conflit armé ou sont susceptibles d'en voir un se développer chez eux.

¹⁸² : cf entretien de Isabelle Baechler, journaliste à France 2 avec M. Yasuhiro Nakasone, Premier ministre du Japon de 1982 à 1987 et chef du Parti libéral démocrate nippon in revue *Relations internationales et stratégiques* N° 8 - Hiver 1992, Dossier *Le Japon*, Ed. L'Harmattan) : « *Le Japon n'est pas en position de choisir entre les Etats-Unis et l'Europe. Nous n'assistons pas à un phénomène d'américanisation du Japon. Notre pays n'est pas un simple compagnon de route des Etats-Unis. En matière de défense, (...) les Etats-Unis sont la lance et le Japon le bouclier. Le traité de sécurité nippo-américain a gardé toute sa validité et rien ne devrait venir en changer les données dans un proche avenir... (...) si l'on conserve l'Alliance atlantique en Europe, il faut conserver le système de sécurité du Pacifique Ouest et les volets Etats-Unis/Japon, Etats-Unis/Corée et Etats-Unis/Thaï lande.*

¹⁸³ : cf entretien de Isabelle Baechler, journaliste à France 2 avec M. Yasuhiro Nakasone, Premier ministre du Japon de 1982 à 1987, chef du Parti libéral démocrate nippon in revue *Relations internationales et stratégiques* N° 8 - Hiver 1992, Dossier *Le Japon*, Ed. L'Harmattan) : « (...) *Depuis la fin de la guerre du Golfe, l'opinion japonaise se rend compte graduellement que la Communauté internationale attend (du Japon) une contribution plus importante, non seulement au niveau financier mais aussi humain... Le Japon qui s'était engagé à ne pas redevenir une puissance militaire à la suite de la Seconde Guerre mondiale s'interroge actuellement sur ce changement profond de structure qu'implique l'envoi de troupes outre-mer. Ce processus demande du temps. D'ailleurs même nos voisins d'Asie ont dans un premier temps manifesté de l'inquiétude face à cette perspective... (...) »*

Le Japon cherche ainsi aujourd'hui sa place en Asie comme auprès de l'Occident¹⁸⁴. Son retour spectaculaire sur la scène asiatique depuis une dizaine d'années, au départ économique, présente désormais un autre visage. A cet égard, le rapprochement de Tôkyô avec Séoul mérite d'être souligné. Les rencontres au sommet entre dirigeants nippons et sud-coréens se sont en effet multipliées au cours des cinq dernières années, la dernière en date, tenue le 20 mars 1999 à Séoul, ayant scellé une coopération entre les deux pays dans le domaine de la sécurité de la péninsule coréenne, rendue possible par une perception commune de la menace constituée par le régime de Pyongyang.

Conclusion

« *L'Asie-Pacifique est travaillée non seulement par des mouvements centripètes, par une active régionalisation industrielle et commerciale mais également (...) par la renaissance affirmée des rivalités entre puissances civilisatrices (Inde, Chine, Japon) et la rémanence de contentieux territoriaux non apaisés* » écrivait François Guilbert, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI) dans le numéro d'octobre 1997 de la revue *Relations internationales et stratégiques*¹⁸⁵. Cette analyse vaut pour les relations nippo-coréennes. En effet, profondément marquées par le poids de l'histoire de l'archipel nippon, à l'évidence sous-tendues par la prééminence des questions d'ordre économique, enfin et par dessus tout conditionnées par la menace de prolifération nucléaire nord-coréenne, les incertitudes qui pèsent quant à l'évolution politique de la péninsule coréenne, avec le spectre d'une réunification surprise « à l'allemande », voire d'un désengagement militaire américain, même limité, en Asie orientale, telles peuvent être décrites les relations que le Japon entretient aujourd'hui avec la République de Corée et sa demi-sœur imprévisible, la République démocratique populaire de Corée (RDPC).

Il n'en reste pas moins que le Japon d'aujourd'hui a tout à gagner d'un retour à la normale dans ses relations avec les autres pays d'Asie orientale, dont plus particulièrement avec les deux Etats coréens. A cet égard, si les rancœurs restent tenaces à l'encontre de l'archipel nippon, tant à Séoul qu'à Pyongyang, en raison des atrocités commises par les troupes impériales japonaises pendant leur colonisation de la péninsule et d'excuses par trop souvent formulées à demi-mot par les dirigeants japonais depuis la normalisation des relations nippo-sud-coréennes intervenue en 1965, l'hégémonie économique de l'archipel nippon est devenue aujourd'hui une réalité dans la région. De fait, la Corée du Sud, dont l'économie, fragilisée par la crise boursière asiatique de 1997-1998, est actuellement très largement dépendante de celle du Japon, ne peut que se tourner vers Tôkyô. Il en

¹⁸⁴ : au nord de l'espace asiatique, le Japon développe en effet aujourd'hui son dialogue avec l'Otan, participe aux travaux de l'OSCE et étend ses échanges politico-militaires à de nouveaux partenaires comme la France. Il présidera en outre en juillet 2000 à Kyûshyû-Okinawa le sommet du G 8 (des huit pays les plus industrialisés). Quant à son élection - au détriment de l'Inde - en octobre 1996 pour deux ans, soit jusqu'en octobre 1998, au Conseil de sécurité des Nations Unies, elle a constitué un signe fort en faveur de sa véritable reconnaissance sur la scène politique internationale ainsi qu'une première étape vers l'obtention d'un siège permanent dans ce même Conseil...

¹⁸⁵ : cf article intitulé « *Les enjeux de sécurité en Asie-Pacifique* » préfaçant le dossier « *Crises et conflits en Asie* » du n° 27 (automne 1997) de la revue.

est de même pour sa voisine du Nord, fort isolée sur la scène internationale depuis l'effondrement de l'Union soviétique en 1991 et l'évolution de la diplomatie chinoise, et qui connaît aujourd'hui des difficultés économiques considérables aggravées par une famine sans précédent. Quant à la menace de prolifération nucléaire nord-coréenne et au risque d'un désengagement militaire américain, même limité, en Asie du Nord-Est, ils ne peuvent que conforter le rapprochement opéré entre Tôkyô et Séoul, les deux capitales partageant en outre désormais le même point de vue, s'agissant d'une éventuelle réunification de la péninsule coréenne : celle-ci ne pourrait se faire qu'en temps opportun et à la condition expresse que tout caractère menaçant ait été au préalable retiré au régime de Pyongyang...

Ainsi, discrètement et à pas comptés, le Japon, deuxième puissance économique de la planète, se trouve aujourd'hui propulsé aux avant-postes en Asie orientale. Soucieux de maintenir à tout prix l'équilibre dans la péninsule coréenne, celle-ci opérant la jonction entre lui et le continent asiatique, la Sibérie, la Chine et plus loin l'Inde, l'archipel nippon se trouve ainsi en quelque sorte investi d'un rôle d'observateur avisé, sinon d'arbitre du problème coréen. Cette nouvelle attitude de Tôkyô en faveur d'une participation désormais active à la construction d'un nouvel ordre mondial - celle-ci passant impérativement par le maintien de la stabilité en Asie orientale - est clairement apparue dans le choix des thèmes abordés à la mi-janvier 2000 par M. Yohei Kono, chef de la diplomatie du Japon, lors d'un entretien au Quai d'Orsay, à Paris, avec le ministre des Affaires étrangères français Hubert Védrine¹⁸⁶ : coopération nippo-européenne pour la prévention des conflits, événements en Russie et en Tchétchénie, évolution de l'Indonésie, mais aussi situation en Chine et en Corée du Nord.

Le Japon apparaît ainsi aujourd'hui comme un acteur majeur de l'échiquier géopolitique de l'Asie orientale. Bien que sa diplomatie reste - historiquement - toujours très liée à celle des Etats-Unis et encore souvent « bridée » en raison de son histoire, elle n'en a pas moins découvert des champs nouveaux dans cette région. A cet égard, la prise en compte par les dirigeants japonais, non seulement dans le cadre de la redéfinition du traité de sécurité nippo-américain mais également dans celui du nouveau plan de défense adopté le 28 novembre 1995, des menaces sur la sécurité de l'archipel nippon au niveau régional inquiète aujourd'hui particulièrement Beijing. Si le champ exact de cette prise en compte n'a pas été clairement défini, il semble toutefois recouvrir en grande partie celui des ambitions chinoises, tout au moins pour les zones d'influence de la péninsule coréenne à la mer de Chine méridionale. En cela, il porte les germes d'une - possible - nouvelle confrontation entre l'Empire du Milieu et celui du Soleil Levant...

¹⁸⁶ : cf l'article « *Diplomatie nippone en marche* », in *L'Express* du 20 janvier 2000 (rubrique « *Monde* »).

Table des annexes

- Annexe 1** : *Carte générale de l'Extrême-Orient d'aujourd'hui*
- Annexe 2** : *Carte politique de l'Extrême-Orient d'aujourd'hui*
- Annexe 3** : *Carte du Japon et de la péninsule coréenne d'aujourd'hui*
- Annexe 4** : *Carte de la péninsule de Corée*
- Annexe 5** : *Carte du détroit de Corée*
- Annexe 6** : *Carte générale de l'archipel nippon (actuel)*
- Annexe 7** : *Carte du territoire maritime actuel du Japon*
- Annexe 8** : *Carte des fonds marins de l'archipel nippon*
- Annexe 9** : *Le contentieux territorial nippon-sud-coréen : la question de la souveraineté de l'île de Tsushima*
- Annexe 10** : *Le contentieux territorial nippon-sud-coréen : la question de la souveraineté des îlots Takeshima (Tok-to en coréen)*
- Annexe 11** : *Le contentieux territorial nippon-sud-coréen : la question de la souveraineté des rochers Danjo*
- Annexe 12** : *Chronologie résumée des relations du Japon avec les deux
Corées*

Bibliographie

- *Dictionnaire de géopolitique*, ouvrage collectif, sous la direction d'Yves Lacoste, Ed. Flammarion, Paris, 1993
- *Dictionnaire de géopolitique. Etats, concepts et auteurs*, Aymeric Chauprade et François Thual, Ed. Ellipses, Paris, 1998
- *Introduction à l'analyse géopolitique*, Aymeric Chauprade, Ed. Ellipses, Paris, 1999
- *Géopolitique de 1945 à nos jours*, Jacques Soppelsa, Ed. Dalloz, Paris, 1993
- *Relations internationales, questions régionales et questions mondiales*, Philippe Moreau-Defarges, Collection Points Seuil, Paris, 1994
- *Atlas des relations internationales*, ouvrage collectif, sous la direction de Pascal Boniface, Ed. Hatier, Paris, 1997
- *Atlas stratégique. Géopolitique des nouveaux rapports de forces dans le monde (nouvelle édition)*, Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau, Ed. Complexe, Paris, 1993
- *L'état du monde. Annuaire économique et géopolitique mondial*, Ed. La Découverte et Syros, Paris, 1999
- *RAMSES 2000*, sous la direction de Thierry de Montbrial et Pierre Jacquet, Ed. Dunod, Paris, 1999
- *Atlas de l'Asie orientale : histoire et stratégies*, Gérard Chaliand, Jean-Pierre Rageau et Michel Jan, Ed. Seuil, Paris, 1997
- *L'Asie en danger*, Jean-Luc Domenach, Ed. Fayard, Paris, 1998
- *Chine, Japon, Corée*, collection *Géographie universelle*, ouvrage collectif, Ed. Belin-Reclus, Paris, 1994
- *Géopolitique de l'Extrême-Orient. Tome II : Frontières et stratégies*, François Joyaux , Ed. Complexe, Paris, 1991
- *L'état du Japon (nouvelle édition refondue)*, Jean-François Sabouret, Ed. La Découverte, Paris, 1995
- *L'expansion de la puissance japonaise*, Jean-Marie Bouissou, Guy Faivre et Zaki Laidi, Ed. Complexe, Paris, 1992
- article *Les enjeux de sécurité en Asie-Pacifique*, François Guilbert, in revue *Relations internationales et stratégiques*, n° 27 (automne 1997), dossier « *Crises et conflits en Asie* »

Bibliographie (suite)

- article *Japon et géopolitique*, Yves Lacoste, in revue *Hérodote, revue de géographie et de géopolitique*, dossier « *Japon et géopolitique* », 4^{ème} trimestre 1995, N° 78-79
- article *La géopolitique surinsulaire du Japon*, Philippe Pelletier, in revue *Hérodote, revue de géographie et de géopolitique*, dossier « *Japon et géopolitique* », 4^{ème} trimestre 1995, N° 78-79
- article *Les relations nipponico-coréennes*, Lionel Babicz, in revue *Hérodote, revue de géographie et de géopolitique*, dossier « *Japon et géopolitique* », 4^{ème} trimestre 1995, N° 78-79
- article *La nouvelle définition de la politique étrangère du Japon*, Koji Kakizawa, in *Revue de politique étrangère (IFRI)*, février 1996
- article *La Corée du Sud et le Japon : relations politiques et militaires avec les Etats-Unis*, Claude Monnier, in revue *Défense Nationale*, octobre 1999
- article *Le traité de sécurité n'a pas perdu sa raison d'être*, Yukio Okamoto, in *Cahiers du Japon*, 1996
- *Atlas historique*, Ed. Librairie académique Perrin, Paris, 1987
- *Quid 1998*, Ed. Robert Laffont, Paris, 1997
- Encyclopédie *Encarta 1999* – Microsoft

CARTE GENERALE DE L' EXTREME – ORIENT D' AUJOURD' HUI



CARTE POLITIQUE DE L' EXTREME – ORIENT D' AUJOURD' HUI



CARTE DU JAPON ET DE LA PENINSULE COREENNE D' AUJOURD' HUI



CARTES GENERALE ET POLITIQUE DE LA PENINSULE DE COREE



CARTE DU DETROIT DE COREE



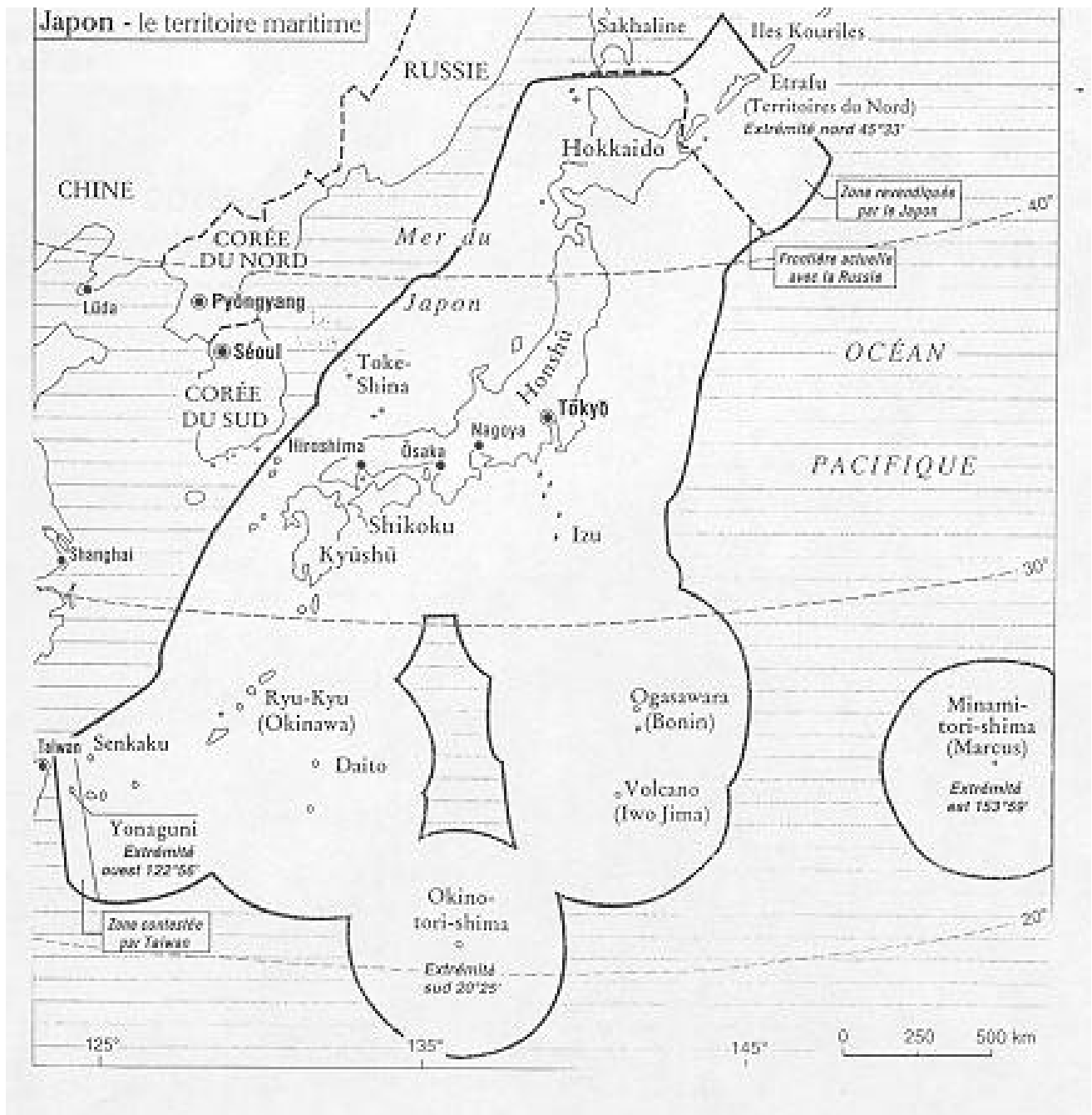
CARTE GENERALE DE L' ARCHIPEL NIPPON ACTUEL



ANNEXE 7

LE TERRITOIRE MARITIME ACTUEL DU JAPON

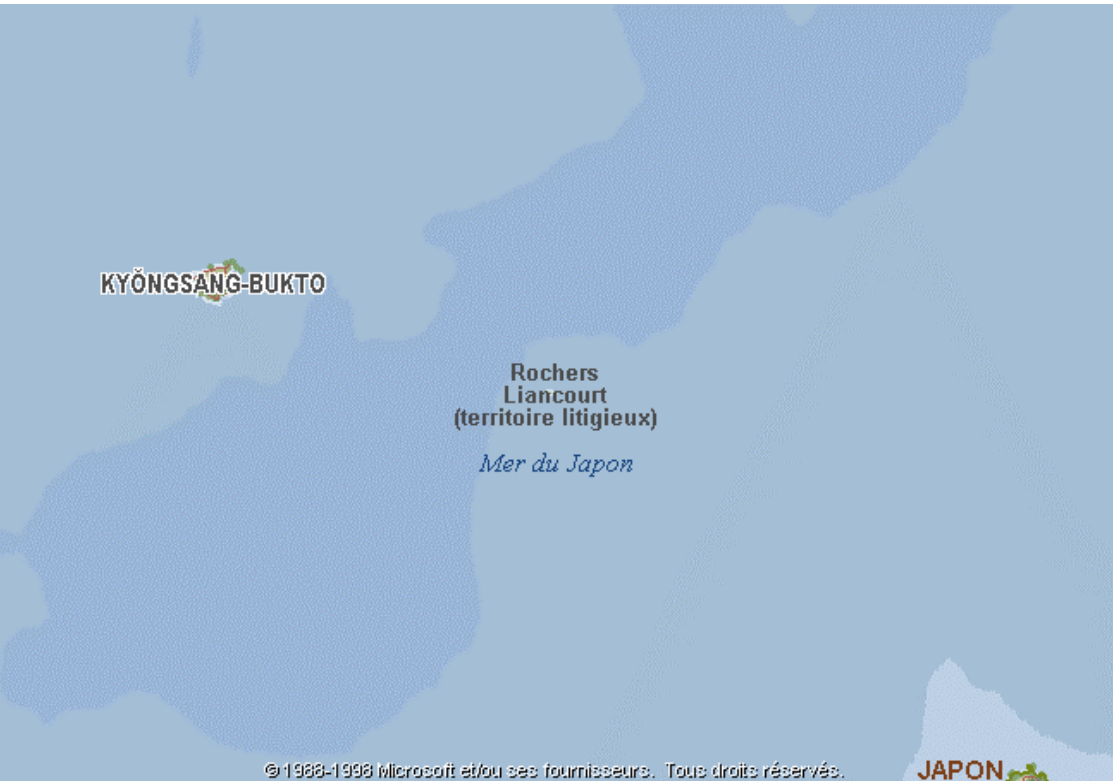
(carte extraite du *Dictionnaire de géopolitique*, ouvrage collectif réalisé sous la direction d'Yves Lacoste, Ed. Flammarion, Paris, 1993)



**LE CONTENTIEUX TERRITORIAL NIPPO –SUD – COREEN :
LA QUESTION DE LA SOUVERAINETE DE L' ILE DE TSUSHIMA**



**LE CONTENTIEUX TERRITORIAL NIPPO – SUD – COREEN :
LA QUESTION DE LA SOUVERAINETE DES ILOTS TAKEISHIMA
(TOK-TO EN COREEN)**



**LE CONTENTIEUX TERRITORIAL NIPPO – SUD – COREEN :
LA QUESTION DE LA SOUVERAINETE DES ROCHERS DANJO**



CHRONOLOGIE RESUMEE DES RELATIONS DU JAPON AVEC LES DEUX COREES

De l'Antiquité à la fin du XIXème siècle

- **4000 av. J.C.** : premier peuplement de la péninsule coréenne.
- **de 300 av. J.C. à 300 après J.C.** : époque *Yayoi* au Japon. Le Japon et la Corée du Sud semblent ne former qu'un seul et même royaume.
- **168 av. J.C.** : implantation de la colonie chinoise de Nakland dans la péninsule coréenne.
- **100 après J.C.** : implantations massives de Coréens dans le Japon occidental.
- **200 après J.C.** : l'impératrice japonaise Jingo Kogo s'empare de la Corée (l'occupation effective de ce dernier territoire est effective vers 360 après J.C.)
- **Vers 300 après J.C.** : débuts de l'époque *Yamato* au Japon (qui s'achèvera en 710 après J.C.).
- **562 après J.C.** : le Japon perd ses possessions en Corée (province de Mimana).
- **710 après J.C.** : débuts de l'époque *Nara* au Japon (qui s'achèvera en 794 après J.C.).
- **1192 après J.C.** : instauration au Japon du *shogûnat* (gouvernement des *samurai* s) par Minamoto Yoritomo.
- **1261 après J.C.** : première invasion mongole de la péninsule de Corée.
- **1274 et 1281** : première et deuxième expéditions coréennes au Japon.
- **1333 après J.C.** : débuts de l'époque *Muromachi* au Japon (qui s'achèvera en 1573).
- **1334 après J.C.** : restauration du régime impérial au Japon.
- **1392-1910** : dynastie Yi (Chosun) en Corée. Invasion mandchoue dans la péninsule.
- **1396** : Séoul (alors Hanyang) capitale des Yi.
- **1471** : Corée nationale.
- **1543** : arrivée de navires portugais au Japon. Introduction d'armes à feu européennes dans l'archipel nippon.
- **1549** : Saint François-Xavier, missionnaire jésuite espagnol, arrive à Kagoshima, au Japon.
- **1571** : la ville de Nagasaki au Japon est ouverte au commerce avec l'étranger par le *daimyo* local, Omura Sumitada, converti au christiannisme.
- **1573 après J.C.** : débuts de l'époque *Azuchi-Momoyamai* au Japon (qui s'achèvera en 1603).
- **1 - 1590** : le général japonais Toyomoti Hideyoshi achève d'unifier l'archipel nippon.
- **1 - 1592** : le général japonais Toyotomi Hideyoshi attaque la Corée avec 160.000 hommes. Trêve conclue entre le Japon et les armées chinoises.

- **1597** : deuxième expédition japonaise en Corée.
- **1598** : mort du général nippon Hideyoshi. Le Japon se retire de la Corée.
- **1603 après J.C.** : débuts de l'époque *Edo* (*shōgunat* Tokugawa) au Japon (qui s'achèvera en 1867).
- **1609** : installation d'un comptoir commercial hollandais dans l'île de Hirado, au Japon.
- **1613** : installation d'un premier comptoir commercial anglais dans l'île d'Hirado, au Japon (abandonné en 1623).
- **1624** : expulsion des commerçants espagnols du Japon.
- **1628** : seuls les Chinois sont autorisés à commercer avec les villes de Nagasaki et Deshima au Japon.

- **1635** : le christianisme est interdit au Japon.
- **1637** : la Corée reconnaît la souveraineté manchoue.
- **1638-1639** : les commerçants portugais, accusés de complicité dans la révolte des 37.000 paysans japonais chrétiens (expulsés en 1637), sont expulsés de l'archipel nippon. Seuls les Hollandais protestants et les Chinois non chrétiens peuvent continuer à commercer avec Nagasaki.
- **1792**: un envoyé russe demande au Japon l'ouverture de relations. Refus du *Shogun* qui renforce la défense des côtes japonaises.
- **1836-1886** : persécutions anti-catholiques en Corée (10.000 morts).
- **Juillet 1853** : le commodore américain Matthew C. Perry, avec quatre vaisseaux, presse le Japon d'ouvrir ses portes au commerce américain. Il revient en mars 1854 avec une escadre renforcée. Le traité de Kanagawa conclu avec le Japon permet aux Américains de mouiller à Shimoda et Hakodate. Des traités similaires d'amitié sont conclus par le Japon avec la Grande-Bretagne et la Russie. Toutefois, des réactions hostiles provoquent le bombardement des ports japonais et des humiliations.
- **1856** : installation d'un consul américain (Townsend Harris) à Shimoda, au Japon.
- **1858** : le Japon conclut divers traités avec les Etats-Unis, les Européens et la Russie (traité d'exterritorialité du 29/07 avec les Etats-Unis, du 18/08 avec les Pays-Bas, du 19/08 avec la Russie, du 26/08 avec la Grande-Bretagne et du 09/10 avec la France). Le Japon commerce avec ces puissances.
- **1862** : première ambassade japonaise en Europe.
- **1863** : les Japonais tirent sur des navires neutres européens engagés dans le détroit de Shimonoseki. Une escadre anglaise détruit en août le port de Kagoshima, capitale de la province japonaise de Satsuma.
- **1864** : Kojong devient roi de Corée. Les navires occidentaux (américains, anglais, français et hollandais) démantèlent les forts de Choshu à Shimonoseki, au Japon.
- **1865** : l'empire nippon ratifie les traités signés avec l'étranger en 1856.
- **1866** : Monseigneur Berneux, vicaire apostolique, son coadjuteur et sept abbés sont massacrés en Corée. Du 18 septembre au 3 octobre 1866, l'amiral britannique Roze envoie de Tien-Tsin trois navires en reconnaissance et sept du 11 octobre à la fin novembre qui détruisent Kanghwa en Corée.
- **1867** : au Japon, Meiji (Mutsu-Hito) (1852-1912), fils cadet de Komei. Le quatorzième *shōgun* Tokugawa Keiō Yoshinobu, abdique et restitue le pouvoir politique à l'empereur, marquant la fin au *shōgunat* institué en 1192 par Minamoto Yoritomo et donc la fin du gouvernement des *Samourai* s au Japon.
- **1868** : restauration au Japon le 03/01 de l'« *ancienne monarchie* » par des seigneurs qui veulent restaurer le Japon face à l'Occident en le modernisant. L'empereur nippon Mutsu Hito jure le 06/04 de respecter l'opinion publique, de développer des relations avec les pays étrangers et d'acquiescer la connaissance universelle. Il quitte Kyōto (la « *ville capitale* ») pour Edo, qui devient Tôkyō (la « *capitale de l'Est* »). Débuts l'époque *Meiji* (du « *gouvernement éclairé* »), qui s'achèvera en 1912.
- **1872** : réorganisation de l'armée nipponne sur les modèles prussien et français et service militaire obligatoire au Japon.
- **1876** : traité d'amitié entre le Japon et la Corée, le Japon obtenant l'ouverture de ports dans la péninsule coréenne.
- **1875** : accord nippo-russe sur l'île Sakhaline (russe) et l'archipel des Kouriles.
- **1876** : occupation japonaise des archipels Bonin et des Ryūkyū. Traité (inégal) de Kanghwa du 26 février entre le Japon et la Corée : le Japon militaire inflige à la Corée le même sort que celui que lui ont fait subir les puissances occidentales sous le *shōgunat* (ouverture forcée de ports coréens au commerce japonais, droits d'extra-territorialité).
- **1891** : le Japon propose à la Chine un *condominium* sur la Corée. Le 29/07, le général japonais Oshima est appelé par le roi de Corée pour mater une révolte (intervention chinoise en Corée).
- **1894** : traité de commerce et de navigation Aoki-Kimberley du Japon avec la Grande-Bretagne, cette dernière renonçant au privilège de l'exterritorialité.
- **1894** : révolution en Corée : 7 ministres sont assassinés et la légation japonaise incendiée.

• **Du 1^{er} août au 1984 au 17 avril 1895** : guerre sino-japonaise (provoquée par l'intervention des troupes chinoises et japonaises dans la révolte Tonglak). Le Japon s'empare de Port-Arthur le 22/11, de Dairen, Wei Hai Wei, du Chan Toung et de Séoul en Corée.

• **1895** : traité de Shimonoseki du 17/04 (le Japon obtient de la Chine Formose, les îles Pescadores et -de façon éphémère - Liao-Toung ; la Chine doit verser une indemnité de guerre et ouvrir plusieurs de ses ports de commerce au Japon ; la Chine reconnaît l'indépendance de la Corée). Le 08/10, l'ambassadeur du Japon à Séoul, Miura Gor, fait exécuter Minbi (la reine Min), impératrice de Corée. Construction d'une flotte de guerre japonaise. La progression russe en Extrême-Orient suscite une alliance défensive du Japon avec la Grande-Bretagne (qui durera jusqu'au lendemain de la Première Guerre mondiale).

• **1896** : traité de commerce et de navigation du Japon avec la France.

• **1896-1905** : rivalités Russie/Japon au sujet de la Corée.

ANNEXE 12 **PAGE NMR 3**

• **1897** : Kojong devenu empereur donne à la Corée le nom d'*empire de Taehan*. La Corée est placée de fait sous protectorat japonais.

• **1900-1901** : influence française (PTT, prêt, chemin de fer) en Corée.

• **1902** : alliance du Japon avec la Grande-Bretagne.

1904

• **24 février** : la Corée devient officiellement protectorat japonais le 24/02.

• **Mai** : début de la guerre russo-japonaise (1904-1905) .

1905

• **24 février** : fin de la guerre russo-japonaise avec la signature du le traité de Portsmouth, le Japon obtient Port-Arthur, le Liao-toung, le sud de l'île de Sakhaline et la liberté d'action en Mandchourie du Sud ainsi que la reconnaissance officielle de son protectorat sur la Corée.

• **17 novembre** : traité de protectorat nippon-coréen sur la Corée (non ratifié par l'empereur Kojong).

1907

• Protectorat japonais en Corée. L'empereur coréen Kojong abdique en faveur de son fils Sunjong (qui règnera jusqu'en 1910). Yi Un, demi-frère de Sunjong (1897-1970), 3^{ème} fils de Kojong, est emmené l'année suivante, en 1908, comme otage au Japon. Le Premier ministre de Sunjong, Lee Wan-Yong (1858-1926) collabore avec les Japonais.

1909

• **26 octobre** : l'empereur nippon Mutsu Ito est tué au Japon par un Coréen.

1910

• **22 janvier** : l'empereur coréen déchu Kojong meurt au palais Toksu, à Séoul (empoisonné par les Japonais ?).

• **1^{er} mars** : manifestation en Corée du mouvement *Samil* pour l'indépendance.

• **22 août** : la Corée est annexée au Japon et devient la province de *Chosun* (ou de *Khosen*). L'alphabet coréen est interdit en Corée (et le restera jusqu'en 1945, soit jusqu'à la fin de la colonisation nipponne dans la péninsule coréenne...).

1912

• Début de l'époque *Taisho* au Japon (qui s'achèvera en 1926), avec l'empereur Yoshi-Hito (1879-1926).

1914

• **23 août** : le Japon entre en guerre contre l'Allemagne (il renforcera pendant la Première Guerre mondiale sa marine de guerre et sa flotte commerciale. Essor des exportations nipponnes).

1918

- **18 avril** : le Japon occupe Vladivostok.

1919

• Le Japon obtient Tsing Tao en Chine ainsi que les possessions allemandes du Pacifique situées au nord de l'équateur (îles Carolines, Mariannes, Marshall et Kiao-tcheou) par mandat de la SDN. Le Japon devient la 3^{ème} puissance navale du monde.

• **Mars-avril** : révoltes en Corée. Répression du nationalisme coréen par l'occupant japonais. Le gouvernement provisoire coréen fuit en exil dans la concession française chinoise de Shanghai. Certains Coréens émigrent aux Etats-Unis, d'autres mouvements de résistance coréenne s'établissent en Mandchourie.

ANNEXE 12

PAGE NMR 4

1920

- Le Japon entre à la Société des Nations. Début d'une crise économique au Japon (qui durera jusqu'en 1922).

1921

- Hiro Hito est nommé régent au Japon.

• **1921-1922** : Conférence de Washington (convention navale fixant l'importance navale des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, du Japon et de l'Italie / Convention des quatre puissances : Etats-Unis, Grande-Bretagne, France et Japon, garantissant le statu quo dans le Pacifique, la Grande-Bretagne renonce à son alliance de 1902 avec le Japon / Convention des neuf puissances, qui garantit l'indépendance de la Chine / Traité du Chan Toung, par lequel le Japon restitue le Chan Toung et Kiao Tchéou à la Chine et retire ses troupes de Sibérie. Le Japon subit une défaite diplomatique.

1924

- Rapprochement du Japon avec l'URSS.

1925

• **21 janvier** : traité nippon-soviétique : le Japon restitue le nord de l'île Sakhaline à l'URSS ; l'URSS reconnaît le traité de Portsmouth de 1905.

• Remplacement au Japon du pouvoir oligarchique par les militaires, le monde des grandes affaires et le fonctionnariat et par les jeunes générations qui veulent plus de libéralisme et de réformes sociales.

1926

• Débuts de l'époque *Showa* (ou « *de la paix rayonnante* ») au Japon (qui s'achèvera en 1989). Hiro Hito (1901-1989) est proclamé empereur du Japon.

- Le Coréen Kim Il-sung fonde l'*Union pour abattre l'impérialisme (UAI)*.

1927

• Mémoire Tanaka au Japon : le général nippon Tanaka (Premier ministre japonais de 1925 à 1929) réclame une expansion « positive » : le Japon doit dominer l'Asie (ce sont surtout les militaires qui soutiennent la politique d'expansion par des « incidents provoqués »).

1930

- La crise économique et les désordres qui affectent le Japon discréditent le régime en place et favorisent le militarisme.

1931

- **Mars** : complot au Japon de la Restauration Showa.
- **18 septembre** : l'incident de Moukden en Mandchourie dégénère en conquête japonaise de ce territoire.

1932

- **Janvier** : débarquement de troupes japonaises à Shanghai, en Chine.
- **18 février** : création de l'Etat du Mandchoukouo (qui rejoindra l'empire nippon en 1934), sous domination nipponne (la SDN condamnera en février 1933 le Japon pour son action en Mandchourie. Ce dernier répondra en occupant le Jéhol et en quittant la SDN).
- Le Coréen Kim Il-jung crée à Antu (Chine) l'*Armée de guérilla populaire antijaponaise (AGPA)*, devenue ensuite *Armée de la révolution populaire de Corée*.

1933

- La SDN condamne l'action du Japon en Mandchourie. Le Japon quitte la SDN. Après l'occupation du Jéhol et du Tchahar en Chine, le Japon tente de séparer les provinces chinoises du gouvernement central dans la Chine du Nord.

ANNEXE 12 **PAGE NMR 5**

1934

- **1^{er} mars** : Pou Yi devient empereur du Mandchoukouo. Intervention militaire japonaise en Mongolie.

1936

- **26 février** : putsch militaire au Japon, à Tôkyô : deux anciens ministres (des finances et de la justice) et plusieurs officiers sont assassinés.
- **25 novembre** : le Japon signe le pacte anti-Komintern.
- Le Coréen Kim Il-jung crée l'*Association pour la restauration de la Patrie* (coréenne).

1937

- **7 juillet** : début de la deuxième guerre sino-japonaise (1937-1945) (malgré les succès militaires et la mobilisation générale du Japon en 1938, la Chine ne capitule pas).
- **Octobre** : le Japon s'empare du port de Shanghai en Chine.
- **Décembre** : le Japon s'empare de la ville de Nankin en Chine, massacrant 42.000 à 200.000 Chinois.

1938

- Proclamation par le Japon de l'« *ordre nouveau* » en Extrême-Orient. Débuts d'une politique de japonisation forcée dans la Corée annexée.
- **Juillet-août** : bataille nippo-soviétique de Changkouteng (Mandchoukouo). Défaite japonaise.
- **Octobre** : le Japon s'empare des villes de Canton et Hankéou en Chine.

1939

- **11 mai** : offensive japonaise en Mongolie.

- **Avril à juillet** : combats nippo-soviétiques au Mandchoukouo. Echec japonais.
- **3 juillet** : les Japonais sont repoussés par les Russes en Mongolie sur le Khaklin-Gol, après avoir subi d'importantes pertes.
- **Octobre** : les troupes japonaises sont battues en Mongolie par celles de Joukov.
- Les Etats-Unis annulent leur traité commercial avec le Japon de 1911 (le Japon ne peut plus recevoir de produits stratégiques : essence, ferraille, etc).

1 9 4 0

- **Aout à septembre** : le Japon occupe l'Indochine française.
- **27 septembre** : conclusion de l'alliance tripartite, soit de l'axe Rome-Berlin-Tôkyô.

1 9 4 1 - 1 9 4 5

• **Expansion japonaise de 1941 à 1942** : le pacte *antikomintern* puis le pacte de non-agression signé avec l'URSS donnent au Japon les mains libres dans le Pacifique. En Chine, après la mise en place d'un gouvernement pro-nippon à Nankin, le Japon s'étend vers le Sud. Les Alliés ne peuvent l'empêcher de couper la route de Birmanie ni d'occuper le Nord de l'Indochine française (septembre 1940). Isolement par le Japon de la Chine de Tchang Kai-chek. Réaction des Etats-Unis : promulgation de la « *Quarantaine* » et annulation du traité commercial signé avec le Japon. L'embargo US sur le pétrole et les ferrailles affaiblit le réarmement du Japon. Les avoirs de l'archipel nippon sont bloqués aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et aux Indes néerlandaises. Echec des pourparlers américano-japonais, les Etats-Unis demandant au Japon d'évacuer la Chine et l'Indochine.

- La Corée participe à la guerre du Pacifique aux côtés du Japon (6 millions de soldats Coréens engagés, dont 440.000 tués, et 1.600.000 blessés).

• **1941-1942 : offensives japonaises simultanées dans trois directions :**

- **vers le Sud :** fin de la conquête nippone des Philippines en 1942 avec la prise de Manille et de l'île de Corregidor ; conquête nippone des Indes néerlandaises : occupation des Célèbes, de Bornéo et d'Amboine, débarquement à Sumatra, occupation de Timor, Java et des îles de la Sonde ; les Hollandais capitulent ;

- **vers l'Ouest :** 2 cuirassés britanniques coulés par le Japon en 1941 ; alliance du Japon et de la Thaïlande ; prise de Hong Kong, de Singapour et de la Birmanie par le Japon ; la Chine nationaliste est isolée en avril 1942 ; menace nippone sur l'Inde ; création d'une armée indienne pro-japonaise en Birmanie ;

- **vers l'Est :** offensives japonaises combinées aéroterrestres en direction de l'Océanie : prise par le Japon de Guam et de Wake ; offensive nippone contre l'archipel Bismark, la Nouvelle-Guinée et les îles Salomon ; débarquement japonais dans les îles Aléoutiennes en juin 1942.

Conséquences politiques et économiques : le Japon est maître en 1942 de territoires qui comptent 450 millions d'habitants et de grandes richesses (95% de la production mondiale de caoutchouc brut, 90% de la quinine, 70% du zinc et du riz) ; il dispose de pétrole et de minerais importants ; il suscite des mouvements nationalistes dirigés contre la domination européenne (aux Philippines, etc) et reconnaît l'indépendance de la Birmanie (1943), du Viet-nam et de l'Indonésie (1945).

1941

• **13 avril :** pacte de non-agression nippon-soviétique. Le Japon assure ses arrières en vue de son expansion en Asie méridionale.

• **Juillet :** embargo américain sur le commerce japonais. Occupation par le Japon de l'Indochine française ; l'amiral Decoux est maintenu.

• **16 octobre :** le général nippon Tojo devient Premier ministre du Japon.

• **7 décembre :** attaque japonaise de la base américaine de Pearl Harbor, dans le Pacifique. Destruction d'une partie de la flotte américaine.

• **8 décembre :** déclaration de guerre des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne au Japon. L'Allemagne et l'Italie déclarent la guerre aux Etats-Unis.

• **25 décembre :** le Japon s'empare de Hong Kong.

1942

• La partie méridionale de l'île Sakhaline (*Karafuto*), occupée par le Japon depuis le traité de Portsmouth (1905), compte 448.000 résidents japonais auxquels s'ajoutent 80.000 Coréens amenés de force (soit un rapport de 2 Coréens pour 10 Japonais).

• **15 février :** le Japon s'empare de Singapour.

• **9 mars :** le Japon s'empare de Java.

• **Mai-juin :** le Japon s'empare des Philippines. Batailles de la mer de Corail (05/05) et de Midway (04 et 05/06) et première victoire américaine contre le Japon, marquant l'arrêt de la progression nippone dans le Sud du Pacifique et affaiblissement de la marine japonaise.

• **Août :** débarquement américain à Guadalcanal. Début de la contre-offensive des Américains et des Australiens. Les Alliés conquièrent l'île après plusieurs mois de combats.

1943

• Grande offensive alliée dans le Pacifique. Les troupes américaines du général MacArthur débarquent en Nouvelle-Géorgie, en Nouvelle-Guinée, sur l'île de Bougainville et en Nouvelle-Bretagne. Rabaul est isolée.

• **22-25 novembre :** première Conférence du Caire, à laquelle participent le président Roosevelt, le Premier ministre britannique Churchill et Tchang Kai-Chek, sur les opérations des Alliés contre le Japon impérial. Le retour de Formose à la Chine et l'indépendance de la Corée sont décidées à cette occasion.

1944

• Progression américaine dans le Pacifique central : reprise par les troupes américaines de l'amiral Nimitz des îles Aléoutiennes, conquête des îles Gilbert et Marshall, des Mariannes, de Saipan et de Guam. Jonction des forces US de Nimitz avec celles de MacArthur.

• **1944-1945 :** reprise de la Birmanie par les Anglo-Américains et les Chinois. Anéantissement par les Alliés de trois armées japonaises. Réouverture de la route de Birmanie.

- **18 juillet** : démission du général nippon Tojo de ses fonctions de Premier ministre.
- **23 et 24 octobre** : bataille du golfe de Leyte et débarquement américain aux Philippines (conquête des Philippines par les troupes US de 1944 à 1945, avec occupation de Manille et de la totalité de Luçon).
- **Novembre** : premiers raids aériens américains sur le Japon sur des villes et des centres industriels (à partir de la Chine et des îles du Pacifique ou depuis des porte-avions US).

ANNEXE 12

PAGE NMR 7

1945

- **5 février** : les troupes américaines s'emparent de la ville de Manille, aux Philippines, occupée par les Japonais.
- **19 février** : débarquement de troupes américaines au Japon.
- **9 mars** : le Japon annexe l'Indochine française.
- **10 mars** : la ville de Tôkyô est bombardée par 300 avions américains (197.000 tués et disparus).
- **17 mars** : les Américains s'emparent de l'île japonaise d'Iwo Jima.
- **Avril** : les troupes US débarquent sur l'île japonaise d'Okinawa. Kim Il-sung (dit Kim Sung-ju, 1912-1994) s'impose en Corée grâce à l'appui de l'URSS. Il est nommé secrétaire général du parti (10/10).
- **6 août** : la première bombe atomique US est lancée sur la ville japonaise d'Hiroshima (157.071 morts des suites de l'explosion au 06/08/89).
- **8 août** : l'URSS déclare la guerre au Japon. L'Armée Rouge pénètre en Mandchourie et en Corée (200.000 tués et 600.000 prisonniers japonais et coréens) et occupe les îles Sakhaline et des Kouriles. La seconde bombe atomique US lancée sur le territoire japonais rase la ville de Nagasaki (75.000 morts).
- **10 août** : l'armée soviétique entre en Corée.
- **15 août** : capitulation du Japon.
- **18 août** : les troupes soviétiques envahissent le sud de l'île Sakhaline et la péninsule coréenne.
- **2 septembre** : Le général US MacArthur reçoit la capitulation officielle japonaise sur le cuirassé US *Missouri* en rade de Tôkyô. La Corée, après 35 années de colonisation nipponne, recouvre son indépendance. Le Japon vaincu verse est condamné à verser des indemnités aux différents Etats asiatiques qu'il a occupé pendant la guerre, dont la Corée (la Corée du Sud a reçu à cet égard 112,5 milliards de yens à la fin 1993. Quant aux indemnités à verser à la Corée du Nord, elles font l'objet de discussions. La Chine quant à elle renoncera en 1972 à toute demande de dédommagements en échange de la normalisation des rapports diplomatiques avec le Japon...). Débuts du gouvernement militaire américain au Japon (1945-1950) du général MacArthur.
- **8 septembre** : débarquement américain en Corée, en zone Sud.
- **Décembre** : création d'une commission mixte soviéto-américaine au sujet de la Corée. Occupation soviétique et américaine de la Corée, suivant des accords signés précédemment.

1946

- 1^{er} janvier** : l'empereur nippon Hiro Hito renonce à son ascendance divine.
- **Février** : création du *Comité populaire provisoire* de la Corée du Nord.
- **5 mars** : l'empereur nippon Hiro Hito approuve la nouvelle Constitution japonaise (préparée sur le modèle américain) présentée le 13 février par le SCAP (*Supreme Command of the Allied Powers*), dirigé par MacArthur (le texte sera ratifié en avril par la chambre élue et promulgué le 3 novembre).
- **Mai** : échec de pourparlers américano-russes en vue de la réunification de la péninsule coréenne. Réforme agraire en Corée du Nord.

1947

- Nationalisation d'industries en Corée du Nord.

- **10 octobre** : dissolution de la commission mixte soviéto-américaine au sujet de la Corée créée en décembre 1945.
- **Novembre** : exécution au Japon du général Tojo, de Hirota et d'autres militaires accusés de crimes de guerre.

1 9 4 8

• **8 février** : création de l'Armée populaire nord-coréenne. La Corée du Nord refuse à l'Onu le droit de surveiller les élections organisées dans le nord de la péninsule coréenne.

- **10 mai** : élection d'une assemblée nationale en Corée du Sud.
- **17 juillet** : promulgation de la Constitution sud-coréenne.
- **17 juillet** : Syngman Rhee (1875-1965) est élu président de la Corée du Sud.
- **15 août** : la République de Corée du Sud est proclamée à la fin du gouvernement militaire américain du pays.

ANNEXE 12 **PAGE NMR 8**

- **25 août** : élections dans la péninsule de Corée. 217 députés en Corée du Nord et 360 en Corée du Sud (dont certains viennent siéger au Nord).

• **9 septembre** : proclamation de la République populaire démocratique de Corée (RDPC, Corée du Nord) (Premier ministre : Kim Il-sung). Les gouvernements des deux Corées revendiquent chacun la souveraineté sur l'ensemble de la péninsule coréenne.

- **9 décembre** : l'Onu déclare le gouvernement de Séoul seul légitime en Corée du Sud.
- **25 décembre** : retrait des troupes soviétiques de Corée du Nord.

1 9 4 9

• **1949-1954** : deuxième ministère Yoshida au Japon : à cause de la tension croissante entre l'Est et l'Ouest, les Etats-Unis veulent se faire un allié du Japon.

1 9 5 0

• Le Commandement suprême des puissances alliées demande la mise sur pied d'une « police nationale de réserve » japonaise de 75.000 hommes, ancêtre des actuelles forces d'autodéfense (FAD) japonaises.

- Réconciliation sino-japonaise.
- **Janvier** : Dean Acheson exclut la Corée du Sud du système de défensif américain.
- **27 février** : le Coréen Kim Il-sung se rend à Moscou pour mettre au point son projet d'invasion de la Corée du Sud.
- **Mai** : élections en Corée du Sud.

• **15 mai** : Kim Il-sung est reçu par Mao Zedong : la Chine appuiera la Corée du Nord en cas d'intervention américaine dans la péninsule de Corée.

• **25 juin** : début de la guerre de Corée. Prenant prétexte d'une « agression sudiste », 5 divisions nord-coréennes pénètrent en Corée du Sud et s'emparent de la ville de Séoul. Les forces en présence au début du conflit sont les suivantes :

- **Corée du Nord** : 135.000 réguliers et unités de milice, équipés de matériels soviétiques : chars T 34, artillerie lourde, 150 chasseurs Yak et bombardiers Ilyouchine), renforcés par plusieurs milliers de Russes ;

- **Corée du Sud** : les troupes sud-coréennes ne disposent que d'armement défensif léger, à l'exception de chars et d'avions, et de 500 conseillers américains seulement.

• **27 juin** : les Etats-Unis interviennent dans la guerre de Corée sur demande de la Corée du Sud et du Conseil de sécurité de l'Onu. 15 pays membres de l'Organisation des Nations unies participent à la guerre de Corée, sous les ordres du général américain MacArthur (dont la France, avec le détachement de volontaires du général Monclar).

- **28 juin** : les Nord-Coréens s'emparent de Séoul.
- **3 juillet** : les Nord-Coréens s'emparent d'Inchon.

- **7 juillet** : les troupes de l'Onu débarquent à Pusan.
- **20 juillet** : les Nord-Coréens s'emparent de Taejon.
- **10 août** : une police nationale de réserve japonaise de 75.000 hommes prend la place des troupes américaines d'occupation de l'archipel nippon appelées à se battre en Corée (elles donneront naissance par la suite aux *Forces d'autodéfense japonaises – FAD*).
- **18 au 25 septembre** : les troupes de l'Onu reprennent Séoul.
- **2 octobre** : les troupes de l'Onu atteignent le 38^{ème} parallèle.
- **19 octobre** : les troupes de l'Onu prennent Pyongyang.
- **26 octobre** : les troupes de l'Onu atteignent la frontière chinoise.
- **28 octobre** : Mao Zedong ayant décidé le 25 septembre d'aider Kim Il-sung, envoie en Corée 500.000 « volontaires chinois » aux côtés des Nord-Coréens, sous les ordres du général Peng Dehuai (il s'agit en fait des unités régulières).
- **27 novembre** : les « *volontaires chinois* » repoussent les troupes de l'Onu vers le sud de la péninsule coréenne. Guerre de position sur le 38^{ème} parallèle.
- **26 décembre** : les « *volontaires chinois* » franchissent le 38^{ème} parallèle en direction du sud.

1951

- **4 janvier** : les Nord-Coréens et les « *volontaires chinois* » s'emparent de la ville de Séoul dans la péninsule coréenne.
- **21 janvier** : les troupes du général américain Ridgway lancent une contre-offensive en Corée, reprennent Séoul (14/O3) et atteignent le 38^{ème} parallèle (31/O3). Le front est dès lors stabilisé.
- **11 avril** : le général MacArthur, commandant en chef des forces de l'Onu et partisan d'une offensive jusqu'en Chine Pour détruire les bases de ravitaillement nord-coréennes, est remplacé par Truman par le général Ridgway, le président américain craignant une nouvelle guerre mondiale.
- **8 septembre** : signature par 48 pays du traité de San Francisco (le Japon perd toutes les conquêtes qu'il a effectuées depuis 1854, dont les îles de Sakhaline et des Kouriles) (le traité entre en vigueur en avril 1952). Par ce traité, le Japon reconnaît l'indépendance de la Corée et renonce « *à tous droits, titres et revendications sur celle-ci, y compris les îles Quelpart, Port Hamilton et Dagelet* ». Cet accord est complété par un pacte de sécurité bilatéral nippo-américain, les Etats-Unis mettant fin à leur occupation du Japon par leurs troupes (en vigueur le 28 avril 1952).
- Premières négociations bilatérales entre le Japon et la Corée en 1951 (qui s'interrompent quelques mois plus tard en raison de la question de la « ligne Rhee » cf ci-dessous).

1952

- Le Japon est autorisé par les puissances alliées à relancer sa production d'armement.
- fondation au Japon de l'Association nippo-coréenne (*Nitchô Kyôkai*), qui servira d'intermédiaire entre les deux Corées.
- **18 janvier** : le président sud-coréen Syngman Rhee décide unilatéralement de reculer les limites économiques maritimes de la Corée du Sud de 20 à près de 200 milles nautiques au détriment du Japon (cette zone incluant les îles Takeshima - Tok-to en coréen - situées dans la mer du Japon). Il s'agit de la fameuse « ligne Rhee ». Les garde-côtes sud-coréens multiplient alors les arraisonnements de navires japonais (326 bateaux et 3.904 pêcheurs nippons jusqu'en 1965, date de la normalisation des relations diplomatiques entre le Japon et la Corée du Sud).
- **22 avril** : offensive chinoise en Corée qui se solde par un échec.
- **28 avril** : le traité de San Francisco, signé l'année précédente, est ratifié par les 48 Etats signataires. Le Japon recouvre sa souveraineté.
- **16 mai** : nouvelle offensive chinoise en Corée qui se solde par un échec.
- **27 novembre** : cessez-le-feu sur la ligne des combats en Corée.

1953

- **27 juillet** : armistice de Pan-Mun-Jom signée par l'amiral US Harrison et le général Nam Il. Syngman Rhee fait libérer 250.000 prisonniers nord-coréens qui refusaient d'être rapatriés. Les Etats-Unis et l'URSS accordent leur garantie à la Corée du Nord et à la Corée du Sud. Une commission de l'ONU, composée de Polonais, de Tchécoslovaques, de Suisses et de Suédois, est chargée de surveiller l'application de l'accord.
Le bilan de la guerre de Corée (du 26 juin 1950 au 26 juillet 1953) s'établit comme suit :
 - Corée du Sud : 58.127 tués, 175.743 blessés, 166.297 blessés ou disparus
 - Américains : 33.629 tués, 103.284 blessés, 5.178 disparus (5.764.143 Américains ont participé à la guerre)
 - Alliés de l'ONU : 3.194 tués, 11.297 blessés et 2.769 disparus (Français : 3.421 hommes engagés dont 262 tués, 1.008 blessés et 7 disparus)
 - Corée du Nord (estimations) : 300.000 tués et 220.000 blessés
 - Chine populaire : 200.000 tués et 700.000 blessés.
- Création d'une zone démilitarisée (ZMD) sur le 38^{ème} parallèle, longue de 249 kms et large de 4 kms, de part et d'autre de la ligne de démarcation, à 48 kms au nord de Séoul. Les dispositifs militaires nord-coréen et sud-coréen (ce dernier étant renforcé de troupes US) de part et d'autre de la ZMD sont respectivement de 440.000 et 692.000 hommes (650.000 Sud-Coréens et 42.000 Américains). 20 tunnels auraient été creusés par les Nord-Coréens leur permettant de prendre à revers les Sud-Coréens (30.000 hommes/heure auraient ainsi pu passer à bord de Jeeps...) (la Corée du Sud accusait en 1984 la Corée du Nord d'avoir violé plus de 112.000 fois l'armistice depuis le 27 juillet 1952. La Corée du Nord accusait quant à elle les Etats-Unis et la Corée du Sud de l'avoir violé plus de 310.800 fois de 1953 à décembre 1980...).
- **1^{er} octobre** : traité d'assistance mutuelle Etats-Unis / Corée du Sud (Initialement, les forces américaines assuraient un rôle dissuasif vis-à-vis de la Corée du Nord et contribuaient, avec les forces US stationnées au Japon, au dispositif militaire mis en place dans la politique d'endiguement de l'expansionnisme soviétique dans la région. La situation stratégique créée par l'après-guerre froide avec l'effondrement de la puissance russe a recentré l'effort US sur les menaces propres à la péninsule coréenne).

- Reconstruction de la Corée du Nord et de la Corée du Sud avec des crédits soviétiques. et américains respectivement. Les Etats-Unis soutiennent le régime autocratique sud-coréen de Syngman Rhee.

- Une délégation dirigée par le vieux militant socialiste Ôyama Ikuo, âgé de 72 ans, est la première de ce type au Japon à se rendre en Corée du Nord.

1954

• Début d'une occupation militaire des deux îles principales des Takeshima par la Corée du Sud qui n'a jamais reconnu l'occupation japonaise de ces îlots et a toujours refusé tout arbitrage international sur la question. **En août**, le gouvernement sud-coréen achève la construction d'un phare sur Takeshima et installe une petite garnison (qui y est encore présente aujourd'hui...).

• Réarmement du Japon.

• **8 mars** : signature de l'accord d'assistance mutuelle Etats-Unis/Japon en matière de défense. La défense de l'archipel nippon est assurée par les Etats-Unis, en échange du stationnement des troupes américaines. Les moyens militaires à la disposition du Japon sont des plus minimes.

• **1^{er} juillet** : l'accord d'assistance mutuelle Etat-Unis/Japon en matière de défense est complété, sans que la Loi fondamentale japonaise n'ait été modifiée, par la constitution des Forces d'auto-défense (FAD) placées sous l'autorité d'une agence de défense dépendant du Premier ministre.

1955

• Création au Japon de la *Chôsen Sôren (Fédération générale des Coréens du Japon)*, organisation représentative au Japon de la communauté coréenne, d'obédience nord-coréenne. La *Chôsen Sôren* joue un rôle de canal de communication privilégié entre les deux Etats qui officiellement s'ignorent. Elle constitue également, pour la RPDC, un canal essentiel de transfert de fonds recueillis auprès de la communauté coréenne japonaise).

1956

• Premiers échanges commerciaux entre le Japon et la République populaire démocratique de Corée (RPDC, Corée du Nord) par l'intermédiaire de la Chine.

• **19 octobre** : normalisation des relations nippo-soviétiques. Fin de l'état de guerre entre les deux pays.

• **12 décembre** : entrée du Japon aux Nations Unies.

1958

• Retrait des troupes chinoises de Corée du Nord. Fin de la collectivisation de l'agriculture en Corée du Nord.

• **Juin** : mouvement *Chollima (Cheval volant)* en Corée du Nord pour inciter les masses à dépasser les objectifs fixés par le régime.

1959

• **Septembre** : un commando japonais d'extrême-droite tente de prendre pied sur les îlots Takeshima, mais en vain.

1960

• Emeutes d'étudiants en Corée du Sud (provoquées par Chang Myon et l'archevêque Ro Ki-nam).

• **19 juin** : Pacte de sécurité nippo-américain, marquant l'entrée en vigueur du traité de sécurité nippo-américain de 1951k.

• **29 avril** : le président sud-coréen Syngman Rhee démissionne et se réfugie à Hawaii. Un système parlementaire est restauré en Corée du Sud.

• **Mai-juin** : émeutes au Japon contre le traité de sécurité nippo-américain de 1951 (qui entre en vigueur le 19 juin de la même année).

• **29 juillet** : élection présidentielle en Corée du Sud. Victoire des démocrates. Yun Po sun (1897-1990) est élu président.

1961

• Premiers échanges commerciaux directs entre le Japon et la République populaire démocratique de Corée (RPDC, Corée du Nord).

- **16 mai** : coup d'Etat en Corée du Sud. Le Premier ministre Chang Myung est déposé, l'assemblée nationale dissoute et les partis interdits. Création par le général Park Chung-hee d'un Conseil pour la reconstruction nationale.

1962

- La Corée du Nord continue depuis 1962 de renforcer son potentiel militaire, et poursuit, malgré d'importantes difficultés économiques, les quatre principaux objectifs suivants : l'armement de toute la population, la protection de l'ensemble de son territoire, le renforcement de l'encadrement de l'ensemble de ses forces armées et la modernisation de son appareil militaire.

ANNEXE 12

PAGE NMR 11

- **17 décembre** : promulgation d'une nouvelle Constitution en Corée du Sud.

1963

- **15 octobre** : le général Park Chung-hee est élu président de la Corée du Sud.

1964

- **De 1964 à 1973** : la Corée du Sud enverra 312.853 soldats se battre au Viet-nam aux côtés des troupes américaines (dont 4.624 y trouveront la mort).

- Reprise des négociations entre les deux Corées, après dix années de relations tendues.

1965

- **2 juin** : traité Japon/Corée du Sud : le Japon reconnaît la responsabilité de la mort de 21.919 Coréens durant la Seconde Guerre mondiale et octroie 500 millions de dollars (300 millions de subventions et 200 de prêts) à la Corée du Sud.

- **22 juin** : normalisation des relations entre le Japon et la Corée du Sud avec la signature - sous la pression américaine - du *Traité fondamental nippon-coréen (Nikkan Kihon Jōyaku)*, complété par 26 accords annexes (*Fuzoku Kyōtei*). Les négociations pour une normalisation entre les deux pays stagnaient depuis quatorze ans... Le traité nippon-coréen de 1965 définit encore aujourd'hui les relations nippon-sud-coréennes.

- Parallèlement au renforcement des liens économiques entre le Japon et la Corée du Sud, les échanges institutionnels entre les deux pays se développent progressivement.

1967

- Les gouvernements japonais successifs affichent depuis 1967 une hostilité inébranlable à l'égard des progrès du nucléaire militaire au nom de la mémoire collective de l'archipel (à cet égard, il convient de noter que la politique d'aide au développement du Japon envers d'autres pays prend en compte les dépenses militaires, la possession d'armes de destruction massive et les bénéfices tirés de l'exportation d'armements). Cette ligne politique, alliant une orientation militaire résolument antinucléaire (adoption des trois principes de non-production, de non-possession et de non-importation d'armes nucléaires) est affirmée pour la première fois par le gouvernement de Eisaku Sato cette même année 1967 (elle sera complétée en 1980 par la politique conduite par le gouvernement Nakasone dans les années 80 en faveur du développement de l'atome civil au Japon).

- **8 août** : création de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (Asean), qui réunit à l'époque l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande (et Brunei depuis janvier 1984).

1968

- **23 janvier** : les Nord-Coréens arraisonnent le *Pueblo*, navire espion américain (un mort).

- **23 décembre** : 25 membres de l'équipage du *Pueblo* sont relâchés à 25 milles des côtes.

Années 70

- Au cours des années 70, sous l'impulsion de l'Australie et du Japon et sous la pression des événements politiques comme le retrait américain du Viêt-nam, une organisation de sécurité économique, l'Organisation for Pacific Trade and Development (OPTAD) voit le jour. Ses responsabilités sont limitées et ses objectifs modestes (l'OPTAD tombera assez rapidement dans l'oubli car elle se caractérise par un manque de cohésion et un manque d'objectifs cruciaux).

- Au milieu des années 70, Taiwan, la Corée du Sud et le Japon signent des accords de principe pour mettre sur pied un projet conjoint de développement des ressources. Celui-ci avortera devant les vives protestations de la Chine qui s'estime mise à l'écart.

- Les échanges commerciaux entre le Japon et la Corée du Nord, qui ont commencé dès 1956, se développent en 1972, avec la conclusion d'un premier accord commercial entre les deux pays. En 1975, les exportations japonaises atteignent la somme de 180 millions de dollars (le Japon vend essentiellement à la RPDC des équipements industriels). La fragilité de l'économie nord-coréenne ne leur permettra cependant pas de se développer, et depuis le début des années 1980 ils sont en chute libre.

1 9 7 1

- **12 avril et 6 août** : la Corée du Nord propose des conversations.

- Le général sud-coréen Park Chung-hee est élu président de la Corée du Sud contre Kim Dae-jung (avec 45 % de voix favorables).

1972

- **10 janvier** : la Corée du Nord propose un traité de paix entre les deux Corées.
- **15 mai** : les Etats-Unis restituent l'île d'Okinawa au Japon et y retirent leurs armes nucléaires.
- **29 juin** : le Japon reconnaît officiellement la Chine populaire.
- **4 juillet** : reprise du dialogue entre les deux Corées.
- **17 octobre** : promulgation de la loi martiale en Corée du Sud.
- **27 novembre** : référendum constitutionnel en Corée du Sud (les « oui » recueillent 91,5 % des suffrages exprimés).
- **du 30 novembre au 1^{er} décembre** : première réunion du Comité de coordination Nord-Sud (des deux Corées) à Séoul.
- agitation étudiante en Corée du Sud.

1973

- **Août** : enlèvement à Tôkyô, par les services de sécurité sud-coréens, de l'opposant sud-coréen Kim Dae Jung, exilé dans la capitale nippone, provoquant un embarras des autorités japonaises et le début d'une campagne de la gauche nippone contre le régime de Séoul.

1974

- La question de la souveraineté des îles Takeshima, occupées par la Corée du Sud, n'est pas évoqué lors de la conclusion des accords nippo-sud-coréens sur la délimitation du plateau continental nippo-coréen.
- **Mars** : la Corée du Nord propose un accord de paix aux Etats-Unis. Rapports tendus entre les deux Corées.
- **Avril** : abolition des impôts en Corée du Nord.
- **15 août** : le président sud-coréen Park Chung-hee échappe à un attentat. Tension entre la Corée du Sud et le Japon. Manifestations anti-japonaises en Corée du Sud, à Séoul.

1975

- 1 • **12 février** : référendum en Corée du Sud sur la politique conduite par le président Park Chung-hee (les « oui » l'emportent avec 74,7 % des voix).
- **Juin** : des dizaines d'opposants sont emprisonnés en Corée du Sud.

1976

- expulsion de diplomates nord-coréens soupçonnés de trafic de drogue du Danemark, de Norvège, de Finlande et de Suède.
- L'opposant sud-coréen Kim Dae-jung est condamné par le régime de Séoul à cinq ans de prison.
- **2 août** : deux officiers américains sont tués à Pam-Mun-Jom, dans la zone démilitarisée (ZMD) séparant les deux Corées.

1978

- Le Japon et la Corée du Sud acceptent d'entreprendre des négociations sur la question de la souveraineté des rochers Takeshima, sans toutefois parvenir à un accord.
- **23 octobre** : conclusion d'un traité de paix et d'amitié sino-japonais.
- **22 décembre** : l'opposant sud-coréen Kim Dae-jung emprisonné est libéré. Le régime de Séoul annonce une amnistie générale pour 5.368 prisonniers sud-coréens.

1 9 7 9

- **Janvier/février** : détente entre les deux Corées. Première rencontre de tennis de table entre des joueurs Nord-Coréens et Sud-Coréens en février.

- **Octobre** : Kim Young-sam, président du Nouveau Parti démocrate sud-coréen est expulsé du Parlement sud-coréen.

ANNEXE 12 **PAGE NMR 13**

- **26 octobre** : le président sud-coréen Park Chung-hee est assassiné par Kim Jae-kyu, chef des services de renseignements sud-coréens. Choi Hyu-ha, ancien Premier ministre, est nommé président par intérim et la loi martiale est rétablie dans le pays.

- **12 décembre** : coup d'Etat militaire en Corée du Sud. Le général Chun Too-hwan prend le pouvoir, aidé du général Roh.

- **21 décembre** : Kim Jae-kyu, l'assassin du président sud-coréen Park et six de ses comparses sont condamnés à mort.

Années 80

- Dans les années 80, les divers actes de terrorisme commis par la RPDC à l'égard de la Corée du Sud ne font qu'alourdir encore plus le climat entre les deux pays.

- Depuis le début des années 80, les échanges entre le Japon et la Corée du Nord, qui ont débuté en 1956 et se sont développés au début des années 70, sont en chute libre. La Corée du Nord est alors redevable de quelque 600 millions de dollars aux exportateurs japonais. De fait, le ministère de l'industrie et du commerce nippon suspend en 1986 la garantie qu'il accordait jusqu'ici aux crédits nord-coréens.

1 9 8 0

- **17 mai** : Kim Dae-jung, chef de l'opposition sud-coréenne, est arrêté, condamné à mort puis à vingt ans de prison (il sera expulsé le 16/12/82 vers les Etats-Unis pour y suivre un traitement médical).

- **20 mai** : émeutes en Corée du Sud à Kwangju, après l'extension de la loi martiale, puis dans toute la province de Cholla (200 à 1.000 morts mais officiellement seulement 91...).

- **20 septembre** : Chun Too-hwan est élu Président de la Corée du Sud. Campagne de « purification » en Corée du Sud : 57.000 « anti-sociaux » sont arrêtés par le régime (dont 3.000 sont emprisonnés).

- **Octobre** : référendum en Corée du Sud pour l'adoption d'une nouvelle Constitution (91% de oui).

- **10 octobre** : le dirigeant nord-coréen Kim Il-sung propose la création d'une *République confédérale démocratique de Koryo (RCDK)* rassemblant les deux Corées.

1 9 8 1

- **24 janvier** : levée de la loi martiale en Corée du Sud.

- **25 février** : le Président sud-coréen Chun Too-hwan est réélu pour 7 ans par un collège électoral composé de 5.270 membres.

- **3 mars** : loi d'amnistie promulguée en Corée du Sud pour 5.221 prisonniers.

1 9 8 2

- protestation en Corée du Sud contre la présentation de la période coloniale dans les manuels scolaires japonais (c'est depuis cette époque que lesdits manuels sont chaque année passés au crible par les anciennes victimes asiatiques du Japon).

- **16 décembre** : le chef de l'opposition sud-coréenne, Kim Dae-jung, condamné à mort puis à vingt ans de prison en 1980, est expulsé vers les Etats-Unis pour y suivre un traitement médical.

- l'acceptation du concept de ZEE de 200 miles nautiques lors des négociations de la 3^{ème} conférence des Nations Unies de Montego Bay en 1982 sur le droit de la mer, appuie le principe de droits nationaux exclusifs sur les plateaux continentaux.

1 9 8 3

- **1^{er} septembre** : l'aviation soviétique détruit un Boeing 747 sud-coréen (269 morts), provoquant une crise internationale.

- **9 octobre** : attentat à Rangoon (Birmanie) attribué à des agents nord-coréens lors de la visite du Président sud-coréen (18 morts, dont 5 membres du gouvernement sud-coréen).

- visite officielle en Corée du Sud du Premier ministre japonais Yasuhiro Nakasone, qui marque l'institutionnalisation des relations interétatiques entre les deux Corées.

1984

- **Mai** : le Pape Jean-Paul II est reçu officiellement en Corée du Sud où il célèbre la canonisation de 103 martyrs (93 Coréens et 10 Français).
- **Septembre** : la Corée du Nord accepte une aide de la Corée du Sud de 12 millions de dollars pour les victimes d'inondations qui affectent le pays.
- **Octobre** : le dirigeant nord-coréen Kim Il-sung est reçu à Moscou (pour la première fois depuis 23 ans où il est au pouvoir).
- **15 novembre** : premier face-à-face à Pam-Mun-Jom de deux délégations économiques nord-coréenne et sud-coréenne.
- **23 novembre** : évasion d'un Soviétique (trois soldats nord-coréens et un garde sud-coréen sont tués).
- **27 novembre** : la Corée du Nord rompt le dialogue. *Joint ventures* possibles avec les occidentaux.
- Depuis 1984, la Corée du Nord réclame la négociation d'un traité de paix avec les seuls Etats-Unis ainsi qu'un retrait inconditionnel des troupes américaines stationnées en Corée du Sud.

1985

- **8 février** : retour de l'opposant sud-coréen Kim Dae-jung des Etats-Unis où il suivait un traitement médical depuis 1982.
- **Mai** : reprise des pourparlers. La Corée du Nord signe le traité de non prolifération nucléaire (TNP).
- **21 au 23 septembre** : quelques dizaines de familles coréennes séparées par la ligne de démarcation du 38^{ème} parallèle peuvent se réunir pour la première fois depuis la guerre de Corée.
- Les accords de Plaza permettent au Japon de déverser sur l'Asie 30 milliards de dollars d'investissements directs entre 1986 et 1990 (soit deux fois plus qu'au cours des 35 années précédentes), de devenir le premier dispensateur mondial d'aide publique au développement, de financer jusqu'au tiers le déficit budgétaire de Washington et enfin de contourner les barrières protectionnistes en installant ses unités de production au cœur même des Etats-Unis et de la CEE.

• A partir de 1985, du fait de l'*endaka*, de la mondialisation des économies et de la concurrence entre les grandes puissances économiques, les délocalisations vers les pays asiatiques à bas salaires s'accroissent alors que le Japon se spécialise sur les produits à haute valeur ajoutée. Il est de très loin le pays qui investit le plus en Asie (dont investissements directs du Japon en Asie entre 1951 et 1990 : 1er pays (Indonésie : 11.547 milliards de FF) ; 2ème pays (Singapour : 6.554 milliards de FF) ; 3ème pays (Corée du Sud : 4.138 milliards de FF),

1986

- le dirigeant nord-coréen Kim Il-sung est reçu à Moscou.
- Importantes manifestations étudiantes et heurts entre étudiants et policiers en Corée du Sud. Un étudiant s'immole par le feu à Séoul le 20 mai. Attentat à la bombe à l'aéroport de Séoul le 14 septembre (5 morts).

1987

- Nouvelles grèves et manifestations en Corée du Sud (plusieurs morts et 1.000 blessés, dont 700 parmi les forces de l'ordre). Le Président sud-coréen Chun Too-hwan, mis en garde par les catholiques et les bouddhistes (qui se considèrent les « *gardiens de la nation* »), promet la libéralisation, annonce la libération de 2.000 prisonniers politiques, accepte que son successeur soit élu au suffrage électoral direct et abandonne au général la direction du Parti de la justice et de la démocratie (PJD).
- **29 novembre** : attentat à la bombe contre un Boeing de la compagnie aérienne sud-coréenne Korean Air Lines. L'avion explose en vol au large de la Birmanie (115 morts). La bombe a été déposée à bord de l'appareil par Kim Hyun-hee, agent secret nord-coréen (condamnée à mort le 25/04/89, amnistiée le 12/04/90 et convertie depuis au christianisme).
- **18 décembre** : Roh Tae-woo (né en 1932) est élu Président de la Corée du Sud au suffrage universel (avec 37% des voix devant Kim-Dae-jung et d'autres candidats / plus de 89% de participation).
- **27 décembre** : référendum en Corée du Sud pour l'adoption d'une nouvelle Constitution (93% de oui).

1988

- **10 février** : la Corée du Sud et la Chine ouvrent des offices commerciaux.

• **10 juin** : manifestation de 10.000 étudiants sud-coréens à Séoul en faveur de la réunification de la péninsule coréenne, à l'initiative du *Parti de la révolution démocratique du peuple (PRDP)*.

- **14 août** : 4.000 étudiants sud-coréens manifestent à Séoul pour le départ des troupes américaines stationnées en Corée du Sud.

ANNEXE 12

PAGE NMR 15

- **3 septembre** : boycott par la Corée du Nord des Jeux Olympiques de Séoul.

- **17 septembre** : ouverture officielle des 24^{èmes} Jeux Olympiques de Séoul.

- **22 septembre** : l'empereur japonais Hiro Hito étant malade, la régence est exercée par le prince héritier Akihito.

- **3 octobre** : loi d'amnistie en Corée du Sud (1.026 détenus, dont 52 politiques, sont libérés).

• **19 novembre** : 10.000 enseignants et étudiants manifestent en Corée du Sud pour l'arrestation de l'ancien Président sud-coréen Chun Too-hwan. Ce dernier s'accuse à la télévision sud-coréenne de corruption et de violation des droits de l'homme.

- **2 décembre** : accord commercial signé entre la Corée du Sud et l'URSS.

1989

- **7 janvier** : mort de l'empereur du Japon Hiro Hito. Début au Japon de l'époque *Heisei* (« accomplissement de la paix »).

- **19 janvier** : réunion tripartite à huis clos à Pam-Mun-Jom (la première depuis 1953).

- **27 février** : manifestation anti-américaine en Corée du Sud à l'occasion de la visite officielle du Président américain Bush dans le pays.

- **3 mai** : heurts violents entre étudiants et policiers en Corée du Sud (6 morts).

• **28 juin** : Suh Kyong-won, membre du *Parti (sud-coréen) pour la paix et la démocratie (PPD)* est arrêtée pour s'être rendue en Corée du Nord en août 1988.

• **12 août** : le leader d'opposition sud-coréenne Kim Dae-jung, chef du *Parti pour la paix et la démocratie (PPD)*, est accusé d'avoir reçu de l'argent de la Corée du Nord.

• **Novembre** : un navire de pêche japonais est arraisonné par la police maritime sud-coréenne à 11 kilomètres au sud-ouest des rochers Takeshima. Cet incident provoque des remous diplomatiques entre Tôkyô et Séoul. Séoul rappelle officiellement qu'il considère toujours les Takeshima comme faisant partie de son territoire.

• **30 décembre** : après 24 mois passés dans un monastère, l'ancien Président sud-coréen Chun Too-hwan, qui s'est repenti, revient à Séoul se présenter devant le Parlement sud-coréen.

- **Création de l'APEC (Forum de coopération économique Asie-Pacifique).**

1990

• Engagement, pour la première fois depuis les années 50, de pourparlers entre les Premiers ministres des deux Corées. S'ils ne parviennent pas à concilier leurs points de vue, les deux responsables politiques acceptent toutefois de se rencontrer régulièrement afin de réduire les tensions, d'élargir les relations et, dans la mesure du possible, de poser les bases de l'unification de la péninsule coréenne.

• **Janvier** : la Corée du Sud rejette la proposition faite par la Corée du Nord de démanteler le mur séparant les deux pays, tout en proposant à cette dernière un accord de libre passage.

- **28 février** : libération de 1.111 prisonniers politiques en Corée du Sud.

• **Mai** : manifestations importantes en Corée du Sud (80.000 à 90.000 manifestants, dont 50.000 à Séoul les 09 et 10/05 et 100.000 le 18/05 pour commémorer le massacre de Kwangju, survenu en 1980 (200 à 1.000 morts chez les manifestants à l'époque).

• **24 mai** : l'empereur japonais Aki Hito, recevant au Japon le Président sud-coréen Roh Tae-Woo, présente à celui-ci son « *plus intense regret* » pour les souffrances subies par les Coréens au cours de la colonisation japonaise. Le Premier ministre japonais, Toshiki Kaifu, exprime quant à lui ses « *profonds remords et excuses pour les actes commis par le Japon dans la péninsule* ».

• **26 juillet** : rencontre officielle des deux Premiers ministres des deux Corées (qui se prolongera du 04 au 07/09 à Séoul et du 15 au 17/10 à Pyongyang).

• **29 août** : le Japon accorde un don de près d'un milliard de dollars pour les besoins de la force multinationale engagée dans la Guerre du Golfe.

• **28 septembre** : une délégation parlementaire conjointe japonaise dirigée par l'ancien vice-Premier ministre Kanemaru Shin se rend en Corée du Nord, à Pyongyang, dans le but de fixer le cadre dans lequel se tiendraient les prochaines conversations entre les deux Corées. La Corée du Nord, en proie à une crise économique catastrophique, ne pouvant compter ni sur une URSS agonisante en train de nouer des relations avec la Corée du Sud, ni sur une Chine aux prises avec ses propres problèmes, choisit de se rapprocher avec le Japon.

• **30 septembre** : rétablissement des relations diplomatiques entre la Corée du Sud et l'URSS.

• **12 novembre** : intronisation officielle de l'empereur japonais Akihito.

1991

- **Janvier** : ouverture de négociations entre le Japon et la Corée du Nord.
 - **30 janvier** : la Corée du Sud accorde une contribution de 280 millions de dollars aux Alliés pour les besoins de la Guerre du Golfe.
 - **19 avril** : rencontre entre le Président sud-coréen Roh Tae-woo et Gorbatchev dans une île sud-coréenne (il s'agit de la première visite officielle d'un dirigeant soviétique en Corée du Sud).
 - **1^{er} mai** : nouvelles manifestations étudiantes en Corée du Sud pour demander la démission du Président sud-coréen Roh Tae-woo. Des étudiants s'immolent par le feu...
 - **17 septembre** : la Corée du Nord entre à l'ONU.
 - **5 novembre** : le dirigeant nord-coréen Kim Il-sung est reçu en Chine.
 - **8 novembre** : le Président sud-coréen Roh Tae-woo annonce la dénucléarisation de la Corée du Sud, avec le retrait des armes nucléaires américaines installées dans le pays.
 - **12 novembre** : le ministre des Affaires étrangères chinois Qian Qichen est reçu en Corée du Sud (pour la première fois depuis 1953). La Corée du Nord refuse la dénucléarisation de la péninsule coréenne proposée par la Corée du Sud et l'inspection de ses installations nucléaires par les experts de l'AIEA.
 - **Du 11 au 13 décembre** : rencontre à Séoul, en Corée du Sud, des Premiers ministres des deux Corées. Signature d'un accord de réconciliation, de non-agression et de coopération.
 - **18 décembre** : fin du retrait des armes nucléaires américaines installées en Corée du Sud (commencé le 27 septembre de la même année).
 - **24 décembre** : Kim Jong-il est élu commandant en chef des forces armées nord-coréennes par le PC nord-coréen.
 - **31 décembre** : conclusion d'un accord de dénucléarisation entre les deux Corées.
- Avec l'effondrement de l'URSS à la fin 1991, la Corée du Nord, qui dépendait jusqu'ici pour ses approvisionnements en énergie des Soviétiques, entre dans une phase de croissance négative aggravée par une pénurie alimentaire, provoquée par des catastrophes naturelles, mais due aussi aux carences du système collectiviste
- Le Japon est en 1991 le 1^{er} contributeur financier pour les opérations de l'ONU au Cambodge où il envoie des forces en 1992 avant de proposer des unités pour le Golan en 1995.

1992

- **Janvier** : le gouvernement japonais exprime ses regrets pour le fait que le Japon impérial ait obligé 200.000 Coréennes, dites « femmes de réconfort » à se prostituer auprès de ses troupes pendant la Seconde Guerre mondiale.
 - **30 janvier** : accord de garanties nucléaires Corée du Nord / Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA).
 - **Juillet** : émeutes de la faim en Corée du Nord.
 - **24 août** : reprise des relations diplomatiques de la Corée du Sud avec la Chine.
 - **7 septembre** : conclusion d'un accord sur les échanges économiques entre les deux Corées.
 - **30 septembre** : visite officielle en Chine du Président sud-coréen Roh Tae-woo.
 - **23 au 28 octobre** : l'empereur japonais Akihito, en visite officielle en Chine (il s'agit de la première visite de ce genre au cours de l'Histoire), exprime ses regrets pour les souffrances infligées aux Chinois par le Japon impérial.
 - **19 novembre** : visite officielle à Séoul, en Corée du Sud, du président russe Eltsine.
- Novembre** : les négociations entre les deux Corées (8 au total), initiées en septembre 1990 pour fixer le cadre dans lequel se tiendraient les prochaines conversations entre les deux pays, sont suspendues.

1992 : la fermeture des bases US aux Philippines en 1992 a donné une importance accrue aux possibilités de prépositionnement des forces et du matériel US en Corée du Sud, le pays assurant une partie du coût des frais de stationnement.

- 1992 : les deux Corées acceptèrent de procéder à l'inspection mutuelle de leurs installations nucléaires, mais le problème posé par la capacité nucléaire du Nord n'est toujours pas résolu (malgré un accord signé à Genève) et les tensions persistent. Les pourparlers se sont poursuivis en 1992 mais, si des protocoles, des déclarations et des accords mineurs ont été signés, de graves divergences demeurent. En effet, des deux côtés, la méfiance est de rigueur et les obstacles à un accord restent considérables, non seulement en raison des problèmes que pose l'homogénéisation de deux systèmes politiques et économiques antagonistes, mais également à cause de la question, non résolue, de la capacité nucléaire de la Corée-du-Nord.

1993

• L'Administration US Clinton définit dès 1993 sa politique asiatique d '*engagement and enlargement* (celle-ci repose sur le maintien d'une présence américaine outre-mer pour faciliter le « développement d'un environnement international stabilisé » ainsi que « l'extension des valeurs de la démocratie libérale »).

• **1^{er} février** : la Russie rompt son alliance militaire avec la Corée du Nord.

• **25 février** : Kim Young-sam (née en 1927) est élu Président de la Corée du Sud par 42% des voix contre Kim Dae-jung (Il s'agit du Premier président sud-coréen civil depuis 30 ans).

• **6 mars** : grâce présidentielle en Corée du Sud pour 41.886 condamnés.

• **8 mars** : état de semi-guerre en Corée du Nord (cause : manœuvres militaires Corée du Sud/Etats-Unis).

• **11 mars** : la Corée du Nord se retire du traité de non prolifération nucléaire (TNP) pour échapper à l'inspection de deux de ses centres militaires par les experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et provoque alors une grave crise internationale.

• **15 mars** : fermeture des frontières nord-coréennes.

• **4 août** : le gouvernement japonais reconnaît la responsabilité du Japon impérial dans le « recrutement », pendant la Seconde Guerre mondiale, d'environ 200.000 « femmes de réconfort » asiatiques, contraintes à se prostituer pour les troupes nippones en campagne.

• **Décembre** : la *Central Intelligence Agency (CIA)* américaine pense que la Corée du Nord a la bombe atomique. Le régime nord-coréen de Pyongyang reconnaît ne pas pouvoir réaliser le 3^{ème} plan septennal pour le développement économique (1987-1993).

1994

• En 1994, l'excédent commercial japonais envers l'Asie (y compris la Chine populaire et la Corée du Nord) est de 61,6 milliards de dollars grâce à un volume d'échanges désormais supérieur à celui enregistré avec les USA. Le Japon est le 1er exportateur vers la Corée du Sud, Taiwan, les Philippines, la Thaïlande, la Malaisie, Singapour et l'Indonésie.

• **Janvier** : la Corée du Nord procède à l'acquisition de 40 sous-marins russes.

• **26 février** : accord sur l'inspection des installations nucléaires nord-coréennes.

• **4 avril** : refus de la Corée du Nord d'accepter l'inspection de ses installations nucléaires.

• **29 juin** : le Premier ministre japonais Tomiichi Murayama reconnaît l'utilité des *Forces d'autodéfense (FAD)* japonaises.

• **8 juillet** : le décès du président nord-coréen Kim Il Song (à 82 ans, après 49 ans de règne...) rend encore plus incertaine l'issue des négociations entre les deux Corées en vue de réduire les tensions, d'élargir les relations entre les deux pays et, si possible, de poser les bases d'une réunification de la péninsule coréenne. Kim Chongil (Jong-Il), « *Cher Dirigeant* », (né le 16/02/42) succéda à son père, Kim Il-song. Il dirige le Parti du travail (désigné en octobre 1980 comme « dauphin » de son père lors du 6^{ème} congrès du parti, il commande l'armée nord-coréenne en décembre 1991 avant d'être promu maréchal en avril 1992).

• **13 et 14 août** : 10.000 étudiants sud-coréens manifestent pour la réunification des deux Corées.

• **31 août** : le gouvernement de la Corée du Sud accorde une pension aux « femmes de réconfort » sud-coréennes contraintes à se prostituer par les Japonais pendant la Seconde Guerre mondiale.

• **21 octobre** : accord Etats-Unis/Corée du Nord relatif au gel du programme nucléaire nord-coréen.

• **7 novembre** : la Corée du Sud lève progressivement son embargo sur la Corée du Nord et propose à cette dernière une coopération économique.

• **10 novembre** : la Corée du Nord refuse l'offre sud-coréenne de coopération économique.

• **Décembre** : dans le cadre de la réorganisation de leurs forces armées, les Etats-Unis rendent le contrôle opérationnel en temps de paix des armées de la Corée du Sud au chef d'état-major des armées sud-coréen (le commandement opérationnel en temps de guerre reste toutefois sous contrôle américain). Washington annonce en outre le maintien de la commission de sécurité de la Corée du Sud et de la garnison américaine en Corée du Sud.

1995

• **1995** : la dépendance de l'économie sud-coréenne à l'égard de celle du Japon est en voie de diminution : alors que 40 % des importations sud-coréennes provenaient de l'archipel nippon en 1965-1975, le chiffre tournait en 1995 autour de 24 %.

• **20 janvier** : levée partielle de l'embargo américain (en vigueur depuis 1950) contre la Corée du Nord.

• **25 février** : mort du maréchal O Jin-u, ministre de la Défense et numéro deux du régime nord-coréen.

ANNEXE 12 **PAGE NMR 18**

• **Mars** : la stabilisation apparente du régime nord-coréen et la conclusion d'un accord entre Washington et Pyongyang sur les questions nucléaires - et le début de normalisation entre les deux pays - laissent augurer d'une prochaine reprise des pourparlers (un accord de principe sur la reprise des négociations a été conclu en mars 1995, et des conversations préparatoires devaient s'ouvrir à Pékin en septembre 1995).

• **Juillet-août** : inondations catastrophiques en Corée du Nord : 5 millions de sinistrés, 500.000 sans abri, déclenchement d'une épidémie de choléra, 5 milliards de dollars de dégâts.

• **29 septembre** : des étudiants sud-coréens exigent à Séoul des poursuites contre les anciens Présidents Chun Too-hwan et Roh Tae-woo.

• **1995** : la Corée du Sud a connu une croissance stupéfiante; le taux prévisionnel pour 1995 était évalué à 4,8 % : c'est le taux le plus élevé du monde. En parallèle, le développement démographique est faible et ces deux phénomènes associés ont entraîné une augmentation brutale des revenus. Cependant, le PIB par habitant pour l'année qui vient n'est que de 10 640 dollars (1996), ce qui place la Corée du Sud au 38e rang mondial.

• **15 août** : 50^{ème} anniversaire de la capitulation du Japon.

• **Fin 1995** : menace de famine en Corée du Nord.

1996

• **Janvier** : la Corée du Nord demande à la Communauté internationale une aide alimentaire d'urgence.

• **5 janvier** : démission du Premier ministre japonais socialiste Tomiichi Murayama (remplacé le 11 janvier 1996 par M. Ryutaro Hashimoto, chef de l'influent Parti libéral démocrate (PLD) nippon.

• **Février** : Sung Hye-rim, ex-épouse du dirigeant nord-coréen Kim Jong-Il, se serait réfugiée aux Pays-Bas et demanderait asile aux Etats-Unis.

• **12 février** : Hwang Jang-yop, idéologue du régime nord-coréen et secrétaire du Parti des travailleurs se réfugie à Beijing, en Chine, au Consulat de Corée du Sud.

• **4 avril** : la Corée du Nord renonce à ses obligations découlant de l'armistice de 1953 signé avec la Corée du Sud.

• **6 avril et 5 juin** : violations par la Corée du Nord de la zone militaire démilitarisée (ZMD) entre les deux Corées. Le régime nord-coréen propose parallèlement des négociations directes avec les Etats-Unis pour établir un nouveau système de sécurité, et donne maintenant, la priorité aux relations avec les américains au détriment du dialogue Corée du Nord – Corée du Sud.

• **16 mai** : les deux présidents américain et sud-coréen lancent l'idée d'une conférence à 4, avec la Chine, pour la conclusion d'un traité de paix dans la péninsule coréenne.

• **Août** : affrontements police/étudiants en Corée du Sud, les étudiants manifestant pour la réunification de la péninsule coréenne.

• **26 août et 16 décembre** : l'ancien Président sud-coréen Chun Too-hwan, arrêté le 03/12/95, est condamné à perpétuité. L'autre ancien président Roh Tae-woo, arrêté le 16/11/95, est condamné à 17 ans de prison (pour avoir fomenté le coup d'Etat militaire du 12/12/79 et avoir ordonné la répression sanglante de Kwangju du 18/05/80).

• **18 septembre** : échouage d'un sous-marin nord-coréen en mission d'espionnage sur la côte sud-coréenne. Chasse à l'homme (26 Nord-Coréens et 4 Sud-Coréens tués).

• **29 décembre** : la Corée du Nord présente des excuses officielles à la Corée du Sud pour l'affaire du sous-marin nord-coréen échoué le 18 septembre 1996.

- **Fin 1996** : inondations et famine en Corée du Nord. Le gouvernement de Kim Jong-Il annonce, contre toute attente, qu'il est prêt à entamer des négociations qui mettraient un terme à la guerre avec la Corée-du-Sud.

1997

- **23 janvier** : faillite retentissante en Corée du Sud du *chaebol* (conglomérat industriel) *Hanbo Steel*, suite à des affaires de corruption. Les dettes de celui-ci s'élèvent à 5,8 milliards de dollars.

- **25 février** : le président sud-coréen Kim Young-sam présente ses excuses à la nation pour le scandale du *chaebol Hanbo Steel* auquel sont mêlés son fils et des membres de son parti, le Parti pour une nouvelle Corée (ex-Parti démocrate libéral, issu de la fusion en 1990 du Parti de la justice et de la démocratie – PJD -, du Parti pour la réunification démocratique – PRD – et du Nouveau Parti démocratique et républicain – NPDR).

- **19 mars** : faillite du groupe sidérurgique sud-coréen *Sammi*, dont les dettes s'élèvent à 12,5 milliards de francs.

- **Mars** : le régime nord-coréen donne enfin son accord de principe à la réunion d'une conférence à quatre, rassemblant les USA, les deux Corées et la Chine, en vue de la conclusion d'un traité de paix dans la péninsule coréenne, après une série de gestes généreux des Américains, des Japonais et des Sud-Coréens.

• **Mai et juin** : les liquidations et les opérations de couverture du risque réalisés par les financiers étrangers conduisent les banques et les sociétés des pays d'Asie du Sud-Est à acheter des devises étrangères pour couvrir leur endettement et assurer leurs prochains remboursements. Malgré la tentative des banques centrales pour soutenir le cours des monnaies locales, les gouvernements se voient contraints de laisser flotter leur monnaie en abandonnant leur parité avec le dollar. La Thaïlande, la Malaisie, les Philippines, l'Indonésie sont successivement touchées avec des dévaluations respectivement de 40%, 27%, 24% et 33%.

• **2 juillet** : la crise boursière éclate en Asie, alors que la Thaïlande décide de laisser flotter le cours de sa monnaie.

• **Fin 1997** : la Corée du Sud entre à son tour dans la tourmente de la crise boursière asiatique. Ses sociétés ont recouru au crédit bancaire plutôt qu'aux émissions d'actions pour financer leurs activités. Les banques s'étant montrées très complaisantes, les créances douteuses se sont multipliées. Le ratio moyen de l'endettement des grands groupes par rapport à leur capitalisation atteint 220%, incitant ainsi les investisseurs à se retirer. Les remboursements des dettes sont impossibles. La Corée du Sud est au bord de la faillite.

• **Fin 1997** : Kim Dae-jung est élu président de la République sud-coréenne.

1998

• Le budget militaire du Japon de l'année 1998 a diminué pour la première fois depuis 1955, et le programme prévisionnel pour les années 1996-2000 a été revu.

• **11 avril** : reprise – éphémère – à Beijing des discussions entre les deux Corées (au niveau des vice-ministres), pour la première fois depuis 1992. Ces négociations sont rompues quatre jours plus tard, la Corée du Sud exigeant notamment de pouvoir contrôler l'attribution de l'aide alimentaire qu'elle fournit à la Corée du Nord, et cette dernière s'y refusant. De même les négociations quadripartites, qui ont réuni à plusieurs reprises des représentants des deux Corées, de la Chine et des USA, ne débouchent que sur un accord prévoyant l'organisation future, à Genève, de pourparlers de paix.

• **Mi-mai** : Au-delà des gesticulations de façade, les essais nucléaires indo-pakistanaïens ont eu pour effet d'inciter le Japon à tenir le rôle politique nouveau de porte-parole des pays non nucléaires sous la bannière de l'arms control, ou auprès de l'ARF (forum régional de l'ASEAN), pour régler les crises en Asie. Dès la mi-mai 1998, inquiet qu'une course aux armements ne déstabilise la région et menace sa propre sécurité, le gouvernement japonais a tout fait pour que la question de ces essais soit internationalisée. La réunion du G 8 à Birmingham offrait un cadre idéal à une participation du Japon au titre de grande puissance économique et non nucléaire. A cette occasion, M. Hashimoto s'est joint au chancelier allemand Kohl pour dégager une position commune aux grandes puissances dénonçant les essais indiens. De manière plus originale, le gouvernement japonais a insisté pour que soit organisée le 12 juin 1998 à Londres une rencontre exceptionnelle des ministres des Affaires étrangères d'Inde, du Pakistan, de Chine et des pays du G 8, visant à mettre en place un groupe de travail et un Emergency Action Forum pour promouvoir la non-prolifération et le désarmement par une réponse commune aux essais nucléaires. La Chine s'est d'abord montrée réticente envers cette proposition, préférant l'enceinte du Conseil de sécurité de l'ONU pour débattre de ce problème et craignant l'hypothétique résurgence d'un Japon fort et impérialiste. Le Japon, très attaché à la non-prolifération, voudrait ainsi se poser en leader des pays non nucléaires et en médiateur dans les crises régionales.

• **Juin** : multiplication des provocations nord-coréennes à l'encontre du Japon et des Etats-Unis tout au long de l'année 1998, avec une infiltration sous-marine.

• **17 août** : le *New York Times*, citant les services de renseignements US, révèle que des observations par satellite ont fait apparaître l'existence de deux immenses chantiers souterrains à Kumchang et Taechon, en Corée du Nord, à quelques kms de Yongbyon où se trouvent les deux centres nucléaires gelés, susceptibles, pour nombre d'analystes internationaux, d'être destinés à la fabrication d'armes nucléaires.

• **21 août** : reprise à New York du dialogue bilatéral Etats-Unis/Corée du Nord, suspendu depuis mars 1998.

• **31 août** : dégradation des conditions de sécurité en Asie du Nord-Est, consécutive au tir de missile balistique nord-coréen. Le 31 août 1998, les USA informent le Japon que la Corée du Nord vient de procéder à un tir d'essai de son nouveau missile balistique, le *Teap'o Dong 1*, qui s'est abîmé dans le Pacifique après avoir survolé le territoire japonais au-dessus de l'île de Honshu. Tokyo, sous le choc, proteste contre la violation de son espace aérien et annonce immédiatement une série de mesures de rétorsion, dont la suspension de la contribution japonaise au programme international de construction de 2 usines nucléaires en Corée du Nord et le gel des envois d'argent des 180.000 Coréens vivant au Japon, restés fidèles au Nord (sur une colonie de 640.000 personnes). Le Japon décide en outre de développer un satellite de reconnaissance et songe à participer activement au TMD (« *Theatre missile defense* »), le programme de défense antimissile qui a commencé aux USA après la « guerre des étoiles » en 1993.

• **1^{er} septembre** : déroulement de la dernière série de discussions sur le nucléaire entre les Etats-Unis et la Corée du Nord.

• **2 septembre** : un député de l'opposition sud-coréenne, Kim Deog-ryong, déclare devant le Parlement que 2 réacteurs et une usine d'enrichissement de plutonium sont en construction dans ces installations. Pour ce député du Grand Parti National, la Corée du Nord sera capable de produire suffisamment de plutonium pour la réalisation de 8 à 10 bombes par an. Le ministre de la Réunification sud-coréen lui répond qu'il a reçu des informations sur ces constructions souterraines, mais que pour l'instant rien ne confirme qu'il s'agit de sites nucléaires et que toute lumière serait faite quand le régime de Pyongyang accepterait une inspection des lieux.

• **5 septembre** : la Corée du Nord reproche à Tôkyô de faire beaucoup de bruit pour rien, affirmant que le tir du 31 août était en fait la mise sur orbite d'un satellite devant marquer le cinquantenaire de la fondation de la RPDC, et que tout Etat souverain a le droit de procéder à des essais scientifiques pacifiques. L'agence de presse officielle nord-coréenne donne des précisions sur l'orbite et sur la fréquence sur laquelle le petit satellite, nommé Kwang-myong Song 1 (Étoile brillante) émet des chants à la gloire de Kim Il-Sung et de son fils. Tandis que Moscou affirme pouvoir confirmer les dires de Pyongyang, le Pentagone semble embarrassé. Après avoir ouvertement douté des affirmations coréennes, les USA déclarent qu'une tentative de lancement d'un satellite n'est pas exclue, mais que dans ce cas, elle aurait échoué. Le Pentagone met alors en valeur la similitude des technologies concernant les fusées à usage civil ou militaire : celle utilisée était à 2 étages, de longue portée et à carburant solide. A Séoul, en Corée du Sud, la nouvelle du lancement du missile a aussi provoqué beaucoup d'inquiétude. Le président sud-coréen, Kim Dea-jung déclare, après la polémique, qu'il ne savait pas s'il s'agissait d'un missile ou d'un satellite, mais qu'il déplorait que le Nord dépensât tant d'argent pour de telles choses alors que sa population mourait de faim.

• **Octobre** : Kim Jong-il est intronisé en Corée du Nord au poste de secrétaire général du Parti des travailleurs, succédant à son père Kim Il-sung après trois années de deuil officiel.

• **Octobre** : visite officielle du président sud-coréen Kim Dae-jung à Tôkyô. Le Japon lui exprime ses regrets pour les dommages infligés à la Corée par l'occupation japonaise.

• **10 octobre** : organisation d'une troisième réunion bipartite Etats-Unis/Corée du Nord sur le nucléaire, qui se termine sans résultats.

• **16 octobre** : le Japon lève les sanctions économiques qu'il a prononcées à l'égard de la Corée du Nord, suite au tir d'un missile balistique par cette dernière au-dessus de son territoire le 31 août dernier.

26 novembre : sommet à Tôkyô au cours duquel Keizo Obuchi exprime le remords du Japon pour les dommages subis par la Chine, sans aller toutefois jusqu'à formuler des regrets.

• **18 décembre** : destruction par les militaires sud-coréens du mini-submersible espion nord-coréen en haute mer.

1999

• **Mars** : incursion de deux navires espions nord-coréens dans les eaux territoriales de l'archipel nippon.

• **5 avril** : le rapport présenté au Congrès US sur les différentes options d'une structure basée sur le TMD pour la région Asie-Pacifique, en date du 5 avril 1999. Conscients des réticences et des doutes de ses deux principaux alliés, les militaires américains projettent, sans succès, d'ébaucher une structure commune de défense antimissiles balistiques en Asie (TMD), regroupant le Japon, la Corée du Sud et Taiwan.

• **Mai** : L'adoption par la Diète japonaise, en mai 1999, des nouvelles directives de sécurité nippo-américaines, guidelines, devrait favoriser un travail conjoint plus efficace, notamment en ce qui concerne la planification. Ainsi, la mise en place d'une ligne de communication directe entre les centres d'opérations US et japonais est envisagée alors que, jusqu'à présent, la communication se faisait par échange d'officiers de liaison.

Rédigées en septembre 1997 avec la publication du texte de l'accord, les guidelines ont finalement été adoptées par la Diète japonaise en mai 1999. Elles consacrent une plus grande participation des forces d'autodéfense (FAD) japonaises au côté des forces US en cas d'agression contre l'archipel. La coopération militaire conjointe est renforcée notamment dans le domaine de la lutte contre la menace balistique. L'annonce à l'automne 1998 de la participation japonaise à des travaux de recherche communs sur le programme anti-missiles (TMD) confirme cette orientation.

• **Mai** : on notera que les accords nippo-sud-coréens signés en mai 1999 portent sur la coopération navale. La destruction par les militaires sud-coréens du minisubmersible espion nord-coréen en haute mer le 18 décembre 1998 a mis en évidence la nécessité d'une coordination opérationnelle et la mise en place d'un canal d'information rapide. Il est enfin question que les marines japonaise et sud-coréenne accroissent leur coopération opérationnelle par la tenue d'exercices conjoints réguliers. Dans un premier temps, les scénarios d'entraînement porteraient sur la mise au point de procédures pour la recherche d'unités en détresse et le secours en mer.

25-28 mai : la mission diplomatique américaine conduite, dans le cadre des conversations quadripartites (USA, les deux Corées, Chine) de Genève avec la Corée du Nord, par William Perry à Pyongyang du 25 au 28 mai 1999, tout en s'appuyant sur une convergence d'opinion des trois pays pour une démarche globale auprès de la Corée du Nord, masquait mal l'existence d'intérêts divergents entre les Alliés (notamment réticences des Etats-Unis à associer la Russie et le Japon dans les négociations), mais Pyongyang s'accommode parfaitement de cette situation (privilégiant les relations bilatérales avec les Etats-Unis).

28 mai : visite du président sud-coréen Kim Dae-jung en Russie. Les deux pays appellent à l'abandon des programmes d'armes de destruction massive.